

# Repères

## Rapport d'activité

2010

Allocataires Maison des habitants  
RSA enfants SSIAD SSIAD RSA  
crèches RSA taux habitants CHRS Tarze  
grenoblois précarité  
EHPAD Administration LFPA Service social AMH  
Ressources humaines ménages  
Services techniques pauvreté  
Personnes âgées famille taux AAH  
territoire animation redistribution âge EPA Assistantes maternelles  
grenoblois solidarité  
secteurs Précarité énergétique  
Participation des habitants

## **Introduction**

**1. Nouvel organigramme et principes directeurs de la réorganisation du CCAS**

**2. Politique d'action sociale Petite Enfance**

**3. Action Sociale Territorialisée et politique de développement social**

**4. Politique redistributive et de lutte contre l'exclusion sociale**

**5. Politique d'insertion sociale et de lutte contre l'exclusion sociale**

**6. Politique d'action gérontologique**

**7. Direction Ressources Humaines**

**8. Direction des Finances**

**9. Direction des Affaires Techniques et des Programmes**

**10. Direction des Ressources**

**Représentation dans les instances internes, externes et associatives**

# INTRO

La dynamique de renouvellement de l'action engagée par le Conseil d'Administration du CCAS, à la faveur de son "plan d'actions 2009/2014" et élaboré dans le cadre d'un partenariat réaffirmé, s'est poursuivie en 2010.

Chacun le sait à présent, cette dynamique se structure autour de trois exigences fortes :

- volonté de redistribution directe, en faveur des ménages fragilisés par la crise, allant donc au-delà des seules personnes en situation d'exclusion
- valorisation du sens collectif face aux mécanismes d'individualisation des aides et des parcours
- recherche de mixité sociale et intergénérationnelle, de fraternité, pour développer – à l'échelle des secteurs – les liens entre les habitants d'une ville-centre qui concentre, comme ses homologues, l'ensemble des contradictions et souvent des injustices de notre société

Ce nouveau projet d'action sociale constitue comme nous l'avons souvent souligné, un changement important du positionnement du CCAS vis-à-vis de son environnement, des habitants aux usagers en passant par tous les partenaires.

Plus concrètement, il s'agit d'un changement de posture des professionnels eux-mêmes, qui ont à travailler avec cet environnement, davantage en termes de diagnostics partagés et de conduite de projets élaborés collectivement

Il est donc cohérent que l'année 2010 ait été marquée par une nouvelle organisation des directions d'action sociale, pour que le CCAS ne soit plus cloisonné par publics d'action sociale, ou seulement mobilisé autour de ses différents métiers.

Il en résulte un nouvel organigramme, gage d'une nouvelle dynamique collective et partenariale ; mais aussi une nouvelle présentation de ce rapport d'activités, Repères 2010 : à savoir une présentation par politique d'action sociale, et non plus par direction catégorielle.

REPERES 2010 illustre bien que la refondation du projet social porté par le CCAS de la Ville de Grenoble n'est pas un vain mot.

**Olivier NOBLECOURT**  
**Vice-Président**

# UNE REORGANISATION DU CCAS, POUR UNE MISE EN ŒUVRE PLUS EFFICIENTE DE SON PLAN D' ACTIONS

01

L'année 2010 a été marquée par une profonde réorganisation du CCAS, qui a fortement modifié l'**organigramme du CCAS**, notamment celui des directions d'action sociale.

Ce processus entièrement dédié à une mise en œuvre plus efficace du projet institutionnel du CCAS est parti d'un constat partagé et se déploie autour de quatre principes directeurs.

## Constat de départ

- L'insuffisance des relations de coopération et de communication, entre les directions et à l'intérieur de celles-ci, qui rend difficile la gestion de projets transversaux, tels ceux relevant du plan d'actions
- Le poids important du siège sur les équipes de proximité, en termes de gestion financière, achats et ressources humaines
- La difficulté, du fait d'une organisation par publics, à appréhender les objectifs de cohésion sociale et de solidarité fixés pour des publics plus larges fragilisés par la crise économique et ne se reconnaissant pas toujours dans les actions portées par le CCAS
- Enfin, l'évolution de l'environnement des partenaires institutionnels, dans un contexte de raréfaction de la ressource publique, qui nécessite une organisation plus efficace pour faire face à ces enjeux

## Principes directeurs de la réorganisation :

### 1. Territorialiser l'ensemble de l'action sociale de proximité, afin de :

- Responsabiliser les cadres et les équipes de terrain autour d'enjeux de développement social fondé sur la mobilisation des habitants, de solidarité de proximité et d'adaptation du service public
- Organiser la transversalité entre équipements (et donc la mixité des publics) à l'échelle des secteurs
- Assurer une meilleure cohérence avec l'organisation territorialisée des services municipaux

**Cette logique de décentralisation** de l'action sociale doit permettre aux élus municipaux (particulièrement les élus de secteur) et à l'ensemble des acteurs associatifs et citoyens de travailler en fonction de diagnostics et de projets de territoire élaborés avec les services du CCAS de la Ville de Grenoble. Elle légitime pleinement la fonction de coordination des directeurs de territoire et s'inscrit dans la démarche municipale d'élaboration de projets de secteurs.

### 2. Assurer une plus grande autonomie des établissements médico-sociaux, afin de :

- Tenir compte des spécificités de fonctionnement des EHPAD et des CHRS, établissements dont le métier est centré sur la qualité de la prise en charge des personnes accueillies conformément à la loi 2002-2
- Légitimer l'expertise des responsables auprès de leurs publics
- Renforcer le partenariat avec les financeurs avec un interlocuteur référent au niveau de la direction, chargé de négocier et garantir l'équilibre financier de ces établissements

**Cette logique de déconcentration** de la responsabilité de gestion aux directeurs d'établissements médico-sociaux doit permettre à la fois de faciliter leur prise de décision, leur management des ressources et donc le fonctionnement de leurs établissements.

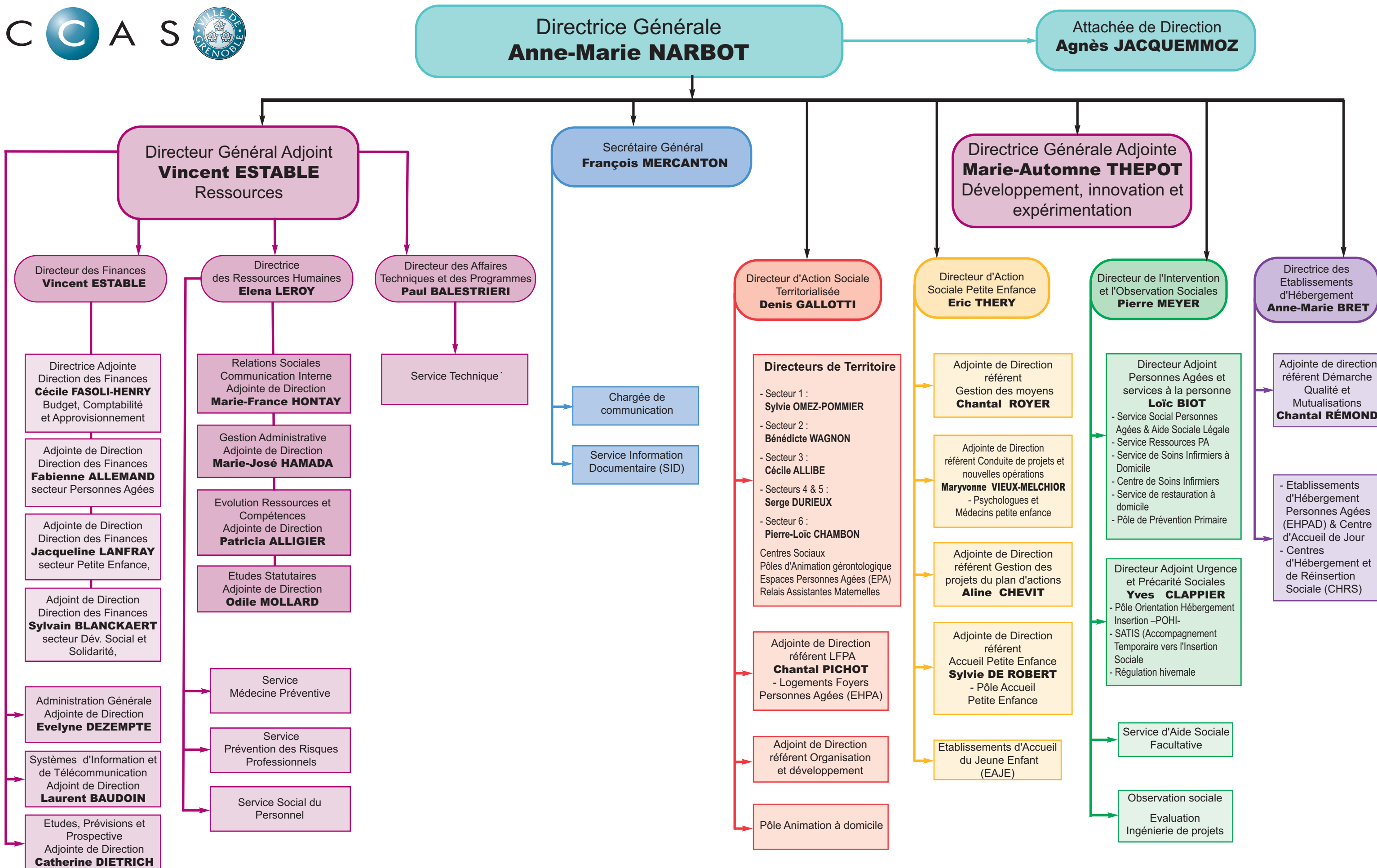
**3. Renforcer la logique de service public municipal en termes d'accompagnement social et de services aux personnes, afin de :**

- Maintenir une expertise et une cohérence autour de publics essentiels à l'action du CCAS, les personnes âgées et celles en situation d'exclusion, tout en misant sur une responsabilisation forte des territoires comme des établissements médico-sociaux
- Promouvoir et adapter les services publics à l'échelle de la ville
- Développer les liens entre l'analyse des besoins sociaux, l'ingénierie de projets, l'expérimentation ou l'innovation sociale et l'évaluation

**4. Préserver le bien fondé d'une réorganisation récente du secteur Petite Enfance, afin de :**

- Porter les notions de service public de la petite enfance et de continuité éducative
- Garantir un accueil qualifié, d'information et de conseil sur l'ensemble des modes de garde
- Centraliser le cas échéant, les inscriptions dans les établissements Petite Enfance
- Garantir la mise en œuvre, à l'échelle de la ville, d'une politique d'attribution des places d'accueil qui réponde à la priorité sociale d'accès aux crèches et tienne compte des contraintes de gestion liées aux priorités de la CNAF

# ORGANIGRAMME du CCAS au 1<sup>er</sup> mars 2011





# Politique d'Action Sociale Petite Enfance



## **Direction d'Action Sociale Petite Enfance**

27 Etablissements d'Accueil  
du Jeune Enfant (EAJE)  
1225 places

1 Pôle d'Accueil Petite  
Enfance

5 Relais Assistantes  
Maternelles

## TENDANCES 2010

### **L'année 2010 a tout d'abord été marquée par des modifications de l'offre offerte à travers des ouvertures et des fermetures de places**

- ✓ Après la livraison en septembre 2009 du nouvel Établissement d'Accueil de Jeunes Enfants "Jardin de Ville", le passage de 33 à 40 places a été effectif en début d'année 2010.
- ✓ De Même suite à la livraison en septembre 2009 du nouvel équipement sur la ZAC Bouchayer Viallet et de sa mise à disposition auprès de l'association "Chez Pom Flore et Alexandre", 5 places supplémentaires ont été ouvertes en début d'année 2010 et l'association a fait l'objet d'un soutien actif de la part du CCAS à son développement.
- ✓ En début d'année le cinquième RAM de Grenoble a ouvert ses portes sur le quartier des Eaux claires.
- ✓ L'année 2010 a également été marquée par l'organisation et la mise en œuvre de la fusion en un seul établissement de la crèche collective et de la crèche familiale Anatole France, les deux établissements partageant déjà le même site. Le Multi accueil Anatole France est désormais l'établissement le plus important du CCAS avec 100 places offertes à la population grenobloise.
- ✓ Enfin l'année 2010 été marquée par la fermeture de la crèche Kleber, établissement de 15 places dont la gestion avait été reprise à la CAF de Grenoble. Une étude sur la ZAC de Bonne a permis de conforter sur ce quartier un équipement dont la gestion sera assurée par une association.

### **L'année 2010 a également vu la poursuite d'études et de travaux ayant pour objectifs de la création de places futures**

- ✓ Les travaux du futur EAJE du CCAS sur le site de T2A se poursuivent jusqu'à la fin du mois de mai 2011, date de livraison prévue.
- ✓ Une étude est en cours en vue de la création d'une maison d'assistantes maternelles sur la ZAC Blanche Monier;

### **En ce qui concernant la Direction Petite Enfance :**

Comme les autres directions d'action sociale, l'année 2010 a été marquée par une réorganisation dont l'objectif a été de réaffecter des moyens à la poursuite des projets entrepris.

Ainsi au profit d'une organisation fonctionnelle avec un directeur positionné comme le hiérarchique direct des directrices d'équipements, et 4 adjointes positionnées sur 4 missions indépendantes : une mission Moyens et Ressources humaines, une mission liée au suivi et au développement des actions du Pôle Accueil Petite Enfance, une mission de Développement de Projets et une mission de suivi et d'accompagnement des Actions du plan d'actions 2009-2014.

Un état des lieux du système d'information et de gestion des crèches a été entrepris avec un constat d'obsolescence du système et la nécessité de procéder à un changement d'outil programmé en 2011.

Enfin les Relais d'Assistantes Maternelles ont été détachées de la direction Petite Enfance et ont rejoints la Direction d'Action Sociale des Territorialisées.

### **L'année 2010 a vu la poursuite de la mise en œuvre du Plan d'Actions du CCAS pour la période 2009/2014**

- ✓ **Le dispositif " Parler Bambin "** : a poursuivi son extension dans les EAJE de la ville (17 EAJE fin 2010 bénéficient des ateliers), ainsi qu'à la structure Passerelle Léon Jouhaux. En outre, la sensibilisation des assistantes maternelles indépendantes, dans le cadre des RAM, a commencé en 2010.
- ✓ Ce dispositif innovant de prévention précoce, reconnu comme expérimental auprès du Haut Commissariat aux Solidarités Actives en 2009, est désormais inscrit comme un programme pluri annuel d'insertion sociale à Grenoble.
- ✓ Les résultats de l'étude " Familles et Modes de garde ", menée par les chercheurs "Éric Maurin" et Delphine ROY, en 2008-2009 (Impact des modes de garde sur l'activité des familles) ont permis la consolidation de **la politique de priorité d'accès** en crèche pour les ménages en dessous du seuil de bas revenus (qui a été relevé en 2010), et pour ceux rencontrant des difficultés sociales ( enfants relevant de la Protection de l'Enfance) . Des négociations sont entamées avec le Conseil Général de l'Isère pour une participation financière à la prise en charge de ces derniers.
- ✓ Signature avec la CAF du Convention Territoriale Globale (CTG) de service aux familles, triennal 2010-2012 y sont inscrits : le Dispositif Parler Bambin, le Pôle d'accueil Petite Enfance et l'action d'animation Petite Enfance au Muséum.
- ✓ Deuxième année de fonctionnement de **la structure Passerelle expérimentale** Léon Jouhaux pour des enfants de 2-3ans ne fréquentant pas les crèches. En cours d'évaluation.
- ✓ Reprise et extension à de nouvelles équipes de la démarche de **Recherche-action sur la diversité culturelle et sociale**, dans le cadre d'un partenariat avec l'IFTS (Institut de Formations des Travailleurs Sociaux).
- ✓ Projet d'un service de gardes à domicile sur horaires atypiques, à mettre en œuvre en 2011 sur le secteur 5.
- ✓ Mise en place d'un **5<sup>ème</sup> Relais d'Assistantes Maternelles** sur le secteur 3.
- ✓ **Diversification des modes de garde et renforcement des capacités d'accueil :**
  - 7 places supplémentaires ont ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2010 à l'EAJE "jardin de ville",

- Chantier de l'EAJE T2A (ouverture 72 places en mai 2011),
  - Ouverture de 5 places supplémentaires à la crèche Parentale "Pom Flore et Alexandre",
  - Fermeture de la Halte-garderie Kléber.
- 
- ✓ **Eveil culturel et artistique** : plusieurs projets ont été confortés et développés, comme les spectacles montés par "groupe musique" des professionnels de la petite enfance, le partenariat avec l'École Supérieure d'Arts de Grenoble, ou les formations action musique, chants et contes...; en outre, les structures Petite Enfance se sont fortement impliquées dans les projets culturels de la Ville.
  - ✓ Par ailleurs, l'année 2010 a été l'année de **préparation du nouveau Contrat Enfance Jeunesse 2011-2014**.
  - ✓ Les équipements PE maintiennent **un accès prioritaire aux enfants connaissant un handicap, ou une problématique médico-sociale importante**.  
En 2010, 120 accueils spécifiques ont été effectués

## COUT DE FONCTIONNEMENT ET TAUX D'OCCUPATION DES EAJE

Accueil	Equipements	Places agréées	Dépenses 2009	Dépenses 2010	Heures Facturées 2009	H. F. 2010 0/4 ans	H. F. 2010 4/6 ans	Heures Facturées 2010	Coût horaire Facturé 09	Coût Horaire Facturé 10	Heures Réalisées 2009	Heures Réalisées 2010	Coût Réalisé 2010
EPE Collectif	Vieux Temple	73	1 008 077	996 097	128 494	139 360	104	139 464	7,85	7,14	114 216	112 574	8,85
EPE Familiale	Les Castors	70	1 309 590	1 342 770	126 734	122 161	0	122 161	10,33	10,99	114 693	108 394	12,39
EPE Collectif	Marie Curie	69	1 072 928	1 078 700	124 675	127 951	1 908	129 859	8,61	8,31	110 233	105 189	10,25
C. Collective	Malherbe	65	1 073 763	1 127 576	128 989	127 778	328	128 106	8,32	8,80	115 540	106 669	10,57
EPE Collectif	Villeneuve	65	1 042 761	1 139 009	118 709	120 736	192	120 928	8,78	9,42	100 995	96 018	11,86
C. Collective	Anatole France	60	935 060	629 629	120 288	75 754	1 476	77 230	7,77	8,15	104 902	63 044	9,99
C. Collective	Anatole France		0	626 326	0	63 836	900	64 736	#DIV/0!	9,68	0	56 586	
C. Collective	Saint Bruno	60	978 752	938 147	121 138	120 934	0	120 934	8,08	7,76	108 914	100 598	9,33
EPE Collectif	La Chrysalide	60	1 047 400	1 038 696	120 420	122 998	0	122 998	8,70	8,44	103 924	97 433	10,66
EPE Familiale	La Bruyère	60	1 070 890	1 114 020	119 637	120 119	0	120 119	8,95	9,27	109 943	107 256	10,39
EPE Familiale	O 3 Pom	60	1 168 233	1 186 069	123 281	124 607	448	125 055	9,48	9,48	113 897	116 285	10,20
		<b>642</b>	<b>10 707 454</b>	<b>11 217 039</b>	<b>1 232 365</b>	<b>1 266 234</b>	<b>5 356</b>	<b>1 271 590</b>	<b>8,69</b>	<b>8,82</b>	<b>1 097 257</b>	<b>1 070 046</b>	<b>10,48</b>
C. Familiale	Anatole France	50	817 428	510 907	80 366	57 992	0	57 992	10,17	8,81	74 450	42 953	11,89
EPE Familiale	Saint Bruno	47	734 751	691 547	71 011	65 513	0	65 513	10,35	10,56	66 085	57 930	11,94
EPE Collectif	Elisée Chatin	40	656 493	654 617	73 365	77 983	0	77 983	8,95	8,39	63 597	65 317	10,02
EPE Collectif	Ilot Marmots	40	594 613	580 583	63 469	63 979	0	63 979	9,37	9,07	57 168	52 987	10,96
EPE Collectif	Les Frenes	35	708 507	754 477	69 230	68 779	0	68 779	10,23	10,97	60 245	57 945	13,02
EPE Collectif	Bizanet	33	580 217	556 754	53 550	58 391	0	58 391	10,84	9,53	46 156	49 831	11,17
MAPE	Jardin de Ville	40	195 689	604 073	13 045	58 776	0	58 776	13,51	10,28	48 102	0	#DIV/0!
C. Collective	La Goëlette	30	525 085	564 232	60 154	61 696	0	61 696	8,73	9,15	52 702	50 069	11,27
C. Collective	La Voie Lactée	30	577 559	584 930	60 621	58 149	0	58 149	9,53	10,06	54 766	49 469	11,82
EPE Collectif	Armand	30	521 294	509 109	56 660	54 502	0	54 502	9,20	9,34	50 757	45 184	11,27
MAPE	Chapi Chapo	30	411 070	487 902	46 613	43 590	31	43 621	8,82	11,19	42 503	34 804	14,02
MAPE	Mille Pattes	30	427 719	526 378	49 263	45 089	0	45 089	8,68	11,67	45 868	39 004	13,50
		<b>435</b>	<b>6 750 425</b>	<b>7 025 509</b>	<b>697 347</b>	<b>714 439</b>	<b>31</b>	<b>714 470</b>	<b>9,68</b>	<b>9,83</b>	<b>662 399</b>	<b>545 493</b>	<b>12,88</b>
C. Collective	Les Genêts	25	453 028	425 944	46 523	47 691	0	47 691	9,74	8,93	41 866	39 950	10,66
MAPE	Ribambelle	25	416 605	463 797	48 241	46 494	70	46 564	8,64	9,96	43 584	37 400	12,40
MAPE	Abbaye	20	334 926	345 667	31 085	31 983	59	32 042	10,77	10,79	29 131	28 678	12,05
MAPE	Eaux Claires	20	281 528	310 092	28 387	25 568	84	25 652	9,92	12,09	25 425	22 755	13,63
MAPE	Mutualité	20	293 432	332 145	29 206	31 532	53	31 585	10,05	10,52	26 271	27 306	12,16
MAPE	André Abry	18	255 402	291 996	25 278	27 061	218	27 279	10,10	10,70	23 480	24 329	12,00
MAPE	Kléber	15	157 079	72 727	11 876	8 142	0	8 142	13,23	8,93	11 313	7 735	9,40
		<b>143</b>	<b>2 192 000</b>	<b>2 242 368</b>	<b>220 596</b>	<b>218 471</b>	<b>484</b>	<b>218 955</b>	<b>9,94</b>	<b>10,24</b>	<b>201 070</b>	<b>188 153</b>	<b>11,92</b>
		<b>1 220</b>	<b>19 649 879</b>	<b>20 484 916</b>	<b>2 150 308</b>	<b>2 199 144</b>	<b>5 871</b>	<b>2 205 015</b>	<b>9,14</b>	<b>9,29</b>	<b>1 960 726</b>	<b>1 803 692</b>	<b>11,36</b>

## **Coût de fonctionnement et prix de revient horaire**

En 2010, l'objectif poursuivi était de **maitriser l'évolution du coût horaire**, dans un contexte d'ouverture de places supplémentaires et de restructuration de l'offre.

Au terme de l'année, **le coût horaire de l'heure facturée est de 9.29 €**, en augmentation de 1,64% par rapport à 2009. Ce résultat est obtenu grâce à une croissance de 2,5% des heures facturées, en regard d'une croissance des dépenses de 4,2%.

Ce résultat doit également être analysé en fonction de l'évolution du seuil d'exclusion de la CAF qui a augmenté de 3,5% sur la même période pour ce qui est des crèches collectives.

Les équipements présentant les coûts horaires les plus élevés restent soit les petits équipements (20 à 30 places) en raison de leurs coûts de structures répartis sur un nombre d'heures moins élevés, soit les crèches à dominante d'accueil familial du fait de possibilités de mutualisation moins grandes entre les types d'accueil.

**Une évolution préoccupante est à noter en ce qui concerne les heures réalisées.** En effet celles-ci sont en baisse par rapport à 2009, du fait de l'utilisation des " badgeuses " sur toute l'année 2010. **Le coût de l'heure réalisée (de 11.36 €) est donc en forte augmentation, de 10.5 % par rapport à 2009.** Cet élément n'a cependant pas de conséquence en termes de recettes pour le moment.

### **Objectifs de gestion 2011 :**

- **Maintenir et renforcer la maitrise du coût horaire des EAJE alors que le contexte est difficile en ce qui concerne les modes de financements de la petite enfance par les partenaires institutionnels (CAF, CGI).**
- **Renforcer les mutualisations de moyens.**
- **Et au-delà des heures facturées, avoir un regard plus aiguisé en matière de suivi de la fréquentation et au taux d'occupation des équipements.**

## **Taux d'occupation et écarts entre heures facturées et heures réalisées**

**Le taux d'occupation en terme d'heures facturées a légèrement progressé pour s'établir à 81.62% en 2010** contre 80,30% en 2009.

Ce résultat masque des disparités entre les équipements, suivant les quartiers où ils sont implantés aussi bien que le mode principal d'accueil qui est proposé (accueil familial ou collectif).

Les tendances des autres années se confirment **sur les secteurs 1 et 2 où de grandes difficultés dans le recrutement des assistantes maternelles de crèches familiales sont maintenant récurrentes** obligeant à transformer des places en accueil collectif.

Les équipements du sud de la ville connaissent quant à eux **une moins grande fréquentation**, même lorsqu'il s'agit d'accueil collectif du fait de taux d'activité moins élevé de la population féminine.

Enfin l'année 2010 a été marquée par **des mouvements sociaux importants** liés aux réformes gouvernementales qui ont globalement réduits le nombre de jours d'ouvertures des crèches.

**L'écart parfois important (entre 10% et 15%) entre les heures facturées et les heures réalisées a plusieurs causes**, dont certaines se renforcent avec la crise:

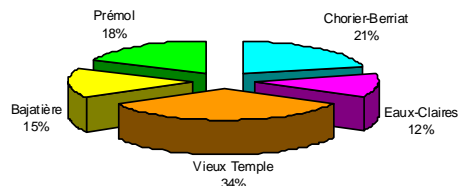
- Certains enfants sont absents au-delà des 6 semaines déduites dans le cadre des contrats d'accueil (parents enseignants ou grands parents disponibles, parents d'origine étrangère retournant dans leur pays à l'occasion des périodes de l'été, parents dont l'activité professionnelle est discontinuée ce qui impacte la présence au quotidien des enfants).
- Attitude consumériste de certains parents qui pensent que le paiement d'une place garantit nécessairement la mise à disposition de celle-ci, ignorant les efforts produits par la collectivité dans cette mise à disposition.
- Renforcement de la précarité des emplois et des périodes de chômage qui poussent les parents à garder les enfants à domicile même si ils bénéficient d'une place en crèche, indépendamment du problème du coût.

### **Objectif de gestion 2011 :**

- **Entreprendre un travail de modernisation de l'outil informatique de gestion des équipements pour mieux saisir les contraintes et les opportunités de la gestion des équipements.**

## LES RELAIS D'ASSISTANTES MATERNELLES

Répartition des assistantes maternelles indépendantes



Relais Assistantes Maternelles	Capacité d'accueil totale au 31/12/10	Nombre de places d'accueil occupées au 31/12/2010 en TC	Nombre de places occupées en périscolaire	Nombre total de places occupées	Nb de places d'accueil en TC disponibles au 31/12/2010	Nb places d'accueil disponibles en périscolaire	Nombre total de places disponibles	Nombre d'ass.mat agréées et en activité au 31/12/2010
Prémol	559	287	91	378	146	35	181	197
Vieux Temple	148	-	-	-	-	-	-	179
Chorier.-Berriat	549	384	115	499	40	10	50	227
Bajatière	395	194	80	274	106	15	121	165
Eaux-Claires	266	105	98	203	49	14	63	126
<b>TOTAL ACCUEIL ASS. MAT. INDEPENDANTES</b>	<b>1917</b>	<b>970</b>	<b>384</b>	<b>1354</b>	<b>341</b>	<b>74</b>	<b>415</b>	<b>894</b>

L'activité des Relais assistantes maternelles reste importante :

- Participation hebdomadaire aux informations collectives des parents sur les modes de garde à Grenoble organisées par le Pôle Accueil Petite Enfance.
- Permanences dans les quartiers pour l'accueil des parents et assistantes maternelles.
- Organisation des temps collectifs à l'attention des assistantes maternelles indépendantes.
- Organisation d'animations et de formations.

Création en 2010 d'un 5<sup>ème</sup> Relais Assistantes Maternelles sur le secteur 3 de la ville afin de décongestionner les autres RAM, notamment ceux de Prémol et Chorier-Berriat.

**Changement d'animatrice du Relais sur le secteur Vieux-Temple (Centre ville) ce qui explique l'absence de certains chiffres sur l'année 2010.**

# LE POLE ACCUEIL PETITE ENFANCE

## Activités du Pôle Petite Enfance analyse 2010

- 2 597 Rendez-vous
- 1 678 Inscriptions
- 5 597 Appels téléphoniques
- 2 673 Courriers

Des informations collectives sont organisées 3 lundis par mois en partenariat avec les RAM et la CAF :  
31 séances au bénéfice de 684 familles.

## Attribution des places

- 786 attributions pour 1239 propositions

## Accès prioritaire

- En fonction des revenus : le seuil de revenus donnant droit à un accès prioritaire en EAJE a été modifié en avril 2010.  
Est pris en compte le seuil de bas revenus CAF  $\leq 942$  calculé en fonction des revenus, des prestations CAF régulièrement perçues par la famille et du nombre d'UC (unité de consommation) qui la compose.

Ce nouveau calcul du seuil de bas revenus :

- bénéficie avant tout aux couples avec enfants sans exclure pour autant les familles monoparentales.
- augmente le nombre de familles admises sur le critère Priorité 1 lié aux ressources.

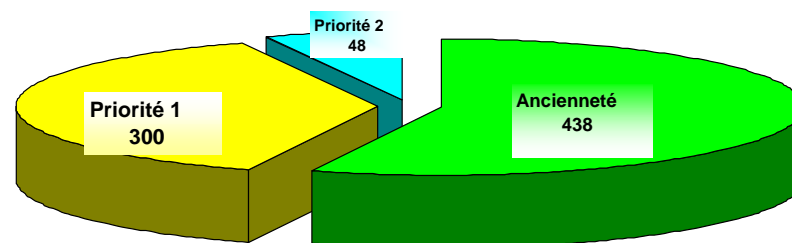
## Objectif 2011 :

- Continuer à assurer les missions du Pôle Accueil Petite Enfance en dépit d'un déménagement, d'un changement de logiciel et du départ à la retraite d'un agent.

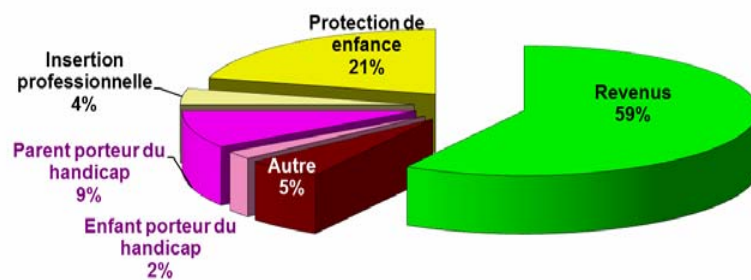
**Le Pôle Accueil Petite Enfance est un lieu unique d'inscription en accueil régulier pour tous les établissements du CCAS, un lieu d'information et de conseil sur les modes de garde privés et publics. Il permet une meilleure analyse de l'offre et de la demande.**

## Répartition selon les critères d'admission

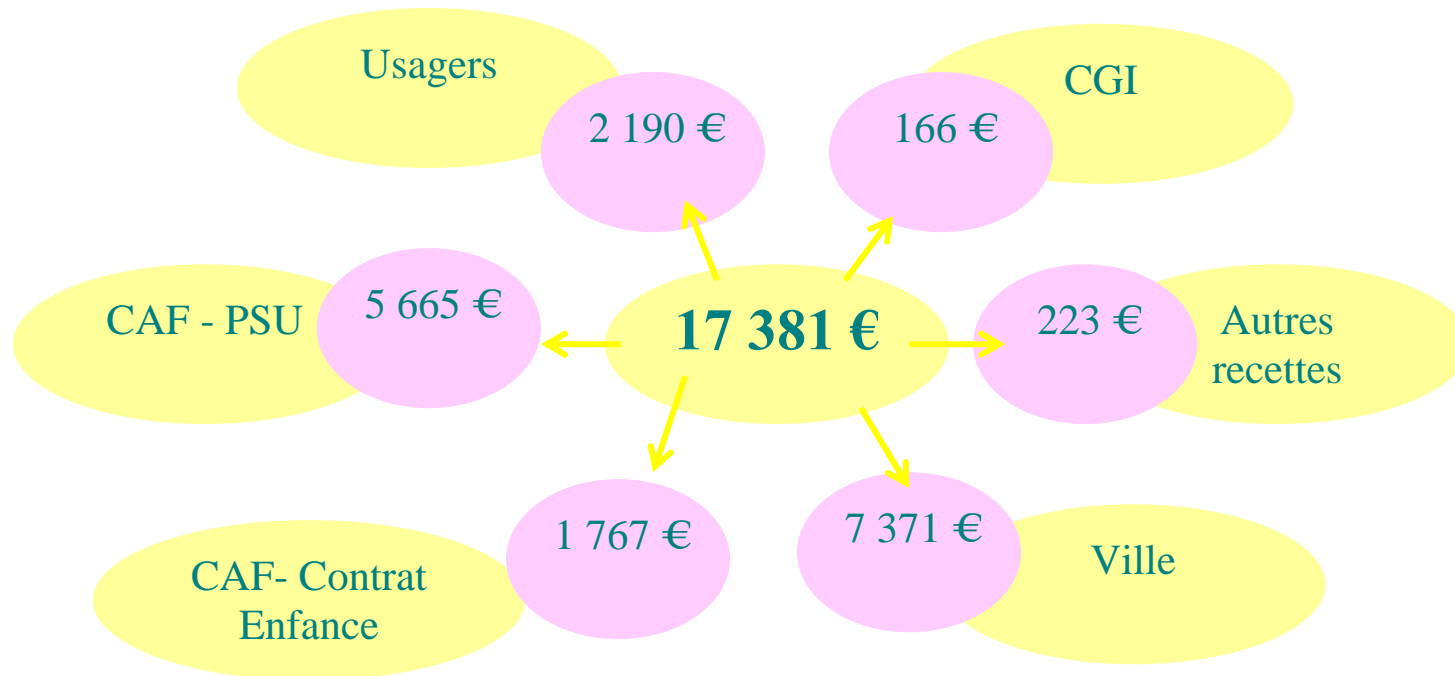
<b>Priorité 1</b>	Handicap et maladie chronique	34	38%
	Protection de l'enfance	63	
	Insertion professionnelle	12	
	Revenus	175	
	Autre	16	
<b>Sous total</b>		<b>300</b>	
<b>Priorité 2</b>	Fratrie	48	6%
	Paire de Jumeaux		
<b>Ancienneté</b>		<b>438</b>	44%



## Répartition des attributions en accès prioritaires selon les motifs



## COUT MOYEN PAR PLACE AGREEE 2010 ET SOURCES DE FINANCEMENTS



Il s'agit d'un coût moyen. La contribution de la Ville est tributaire des recettes perçues auprès des autres financeurs. Le coût moyen est plus fort qu'en 2009 (16 541 €) du fait des regroupements et des fermetures qui réduisent le nombre de places offertes. La part Ville a légèrement diminué (-286 €) en raison des contributions plus fortes des usagers et de la CAF-PSU (taux d'occupation plus élevés).

### Perspective de gestion 2011 :

Les perspectives 2011 sont plus sombres sur le plan des recettes, en particulier en raison du retrait du Conseil général en matière de financement de la Petite Enfance.

03

# Action Sociale Territorialisée et politique de développement social



## Direction de l'Action Sociale Territorialisée

- 5 Directions de Territoires
- 11 Centres Sociaux
- 6 Logements Foyers pour personnes âgées autonomes
- 6 Pôles d'animation

## TENDANCES 2010 : Des Centres Sociaux aux Maisons des Habitants

Les centres sociaux grenoblois se sont construits depuis 30 ans, pour l'essentiel, **sur un partenariat étroit avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Isère et le Conseil Général de l'Isère** (présence, dans chaque centre social de la ville, des services sociaux du département : polyvalence de secteur, Puéricultrices de PMI etc.)

Cette logique de l'offre de service public qui s'adresse essentiellement à un public ayant recours aux services des travailleurs sociaux du département a été réinterrogée lors de l'élaboration du plan d'action 2009/2014 du CCAS de Grenoble.

Les participants ont considéré nécessaire de **franchir une nouvelle étape pour les centres sociaux de la Ville de Grenoble** fondée sur deux stratégies complémentaires : 1) La mutualisation/ coopération avec d'autres équipements de proximité 2) Le développement de la participation des habitants

Les exemples réussis du centre social Chorier-Berriat et plus récemment du centre social Bajatière confortent cette orientation

**La mutualisation / coopération** respecte l'identité de chacune des parties. Elle est fondée sur des valeurs communes et un projet partagé, des activités qui font sens pour les uns et les autres (Réseaux d'échange réciproque de savoirs, paniers solidaires , ou la préoccupation de l'accès aux droits et la lutte contre le non recours).

En devenant des **Maisons des Habitants**, les centres sociaux élargissent leur base, dégagent des moyens supplémentaires d'intervention et offrent ainsi à la population une palette de réponses à ses préoccupations (Inscription en centre de loisirs, recherche de bénévoles ou de soutien scolaire, rendez-vous avec une assistante sociale, ou une puéricultrice, mais également possibilité de refaire un passeport ou sa carte d'identité, ou préparer un projet de sortie avec des voisins etc.)

La coopération/ mutualisation peut s'opérer avec les services d'une antenne de la mairie (exemple sur le secteur3 ) ou une association socioculturelle (quartier des Baladins ou du Village Olympique).

La seconde stratégie vient **modifier en profondeur la posture des intervenants sociaux : il s'agit de "faire avec les habitants"** , de créer les conditions favorables à leur participation, à la prise d'initiatives et de risques (mise en place des fonds d'initiative habitants, création de comité d'usagers, possibilité de répondre à des appels à projets par des habitants qui se regroupent pour essayer de résoudre un problème, ou possibilité de prendre une initiative (de la création d'un jardin collectif à une sortie culturelle).

Cette double stratégie demande du temps et de la compréhension de la part des acteurs sociaux. Elle porte en elle quatre objectifs politiques qui sont partagés sur le fond par nos principaux partenaires, la Ville de Grenoble, la Caisse d'Allocation familiale de l'Isère et le Conseil Général de l'Isère.

- Favoriser, faciliter l'accès aux droits et lutter contre le non recours
- Adapter l'offre de service aux réalités de chaque territoire de la ville
- Promouvoir l'action collective des habitants pour améliorer leur vie quotidienne
- Développer les liens sociaux et la fraternité dans la ville, la mixité sociale entre génération et la compréhension interculturelle

## ACTIVITÉ DES MAISONS DES HABITANTS (Centres sociaux)...quelques actions phares

### Actions

#### Parentalité

#### autour de la

- Espace Famille Teisseire
- Médiation famille (Bajatière, Abbaye)
- Ateliers Parents/Enfants Prémol (Hirondelle)
- Rencontres Parents/ Ados
- Comprendre l'enfant dans sa vie familiale, scolaire et sociale
- Groupe parentalité
- Etre parent reconnu dans ses compétences et son pouvoir d'agir
- Accompagnement des familles
- Accueil parent/enfant à Prémol
- Café des parents secteur 6
- Vacances collectives, individuelles et familiales
- Sorties familles

### Public

#### Accueil / Accès

#### aux droits

- Lutte contre le non-recours
- Microcrédit
- Microcrédit Jeunes
- Instruction de dossiers d'aides aux vacances (séjours, colonie de vacances)
- Dossier TAG
- Permanences : Ecrivains publics, avocat, médiateur de justice
- Pôle initiation informatique (Teisseire)
- Centres de planification inter quartier (accès aux soins)

### Actions Insertion

#### Prévention

#### lutte contre l'exclusion

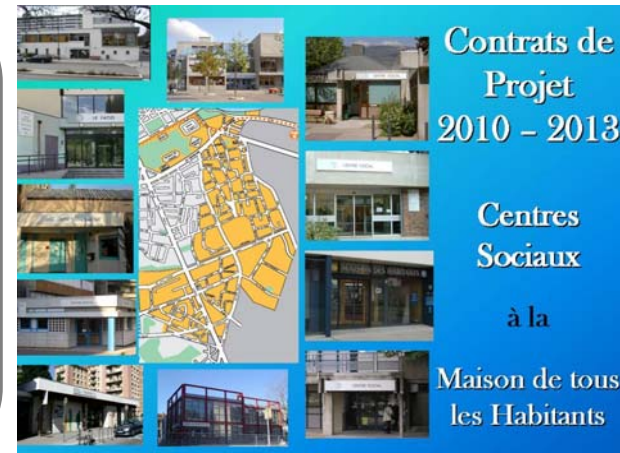
- Ateliers sociolinguistiques
- Santé bien-être au féminin
- Pôle mobilité
- Accueil des personnes relogées
- Points écoute secteur 6
- Ateliers langage et communication
- Réseau d'Echange Réciproque de Savoirs
- Ateliers communication
- Apprendre ensemble Autrement
- Initiation code de la route,

- Organisation de centres de loisirs et séjours enfants
- Aide aux devoirs et apprentissage
- Accompagnement à la scolarité (Teisseire Malherbe)
- Parents'Pause à Chorier-Berriat
- La Cabane (lieu de parentalité) à Chorier-Berriat
- Ludothèque à Chorier-Berriat
- Atelier danse parents enfants
- Eveil culturel avec Espace 600
- Ludo lire, les mercredi de la ludo

## Actions Enfance Jeunesse

## Mieux vivre ensemble dans la ville

- Les jardins collectifs et familiaux
- Médiation interculturelles à Teisseire
- Collectif d'accès à la culture
- Regards croisés
- Journée Internationale de la Femme
- Ateliers théâtre
- Paniers solidaires
- Accueil Petit Déjeuner

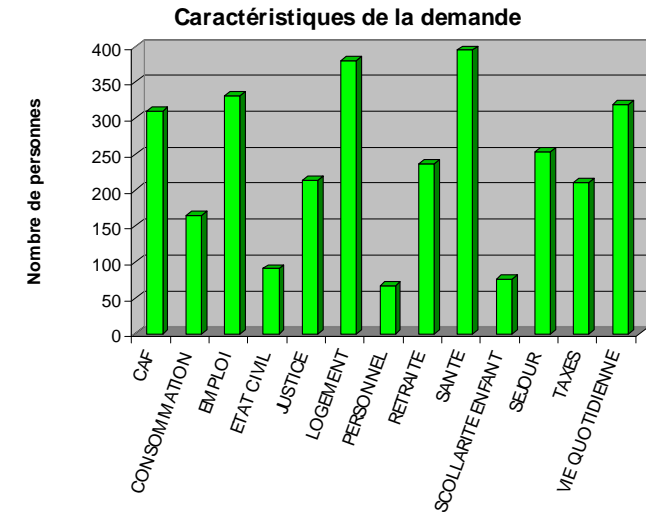
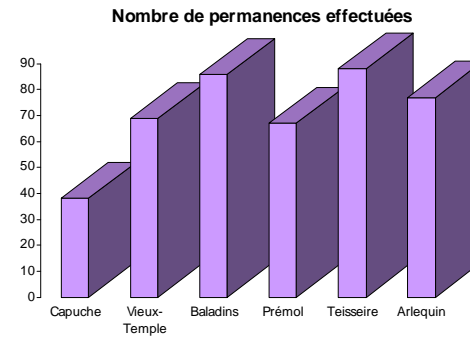
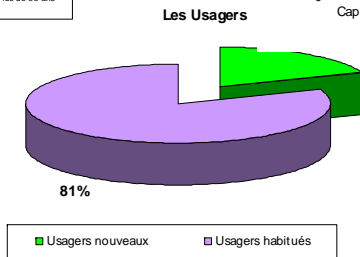
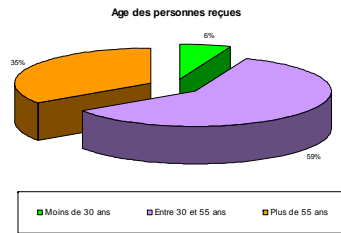


- Fonds d'initiative ou de participation des Habitants
- Comités d'usagers (Vieux-Temple)
- Fêtes de quartiers, manifestations et expositions
- Démarche participative habitants-professionnels Teisseire (forum social et collectif)
- Collectif animation Teisseire (organisation de soirées, expos, sorties)
- Jardin partagé ColéopTerre à Chorier-Berriat

## Appui aux Initiatives Habitants

## Permanences des écrivains publics sur la période 2009 à août 2010 ·

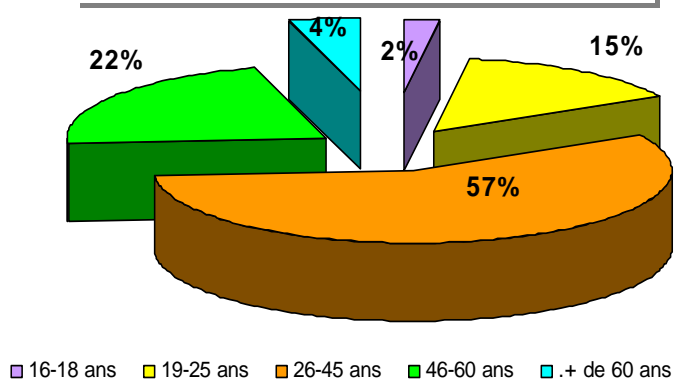
425 permanences et 2489 entretiens



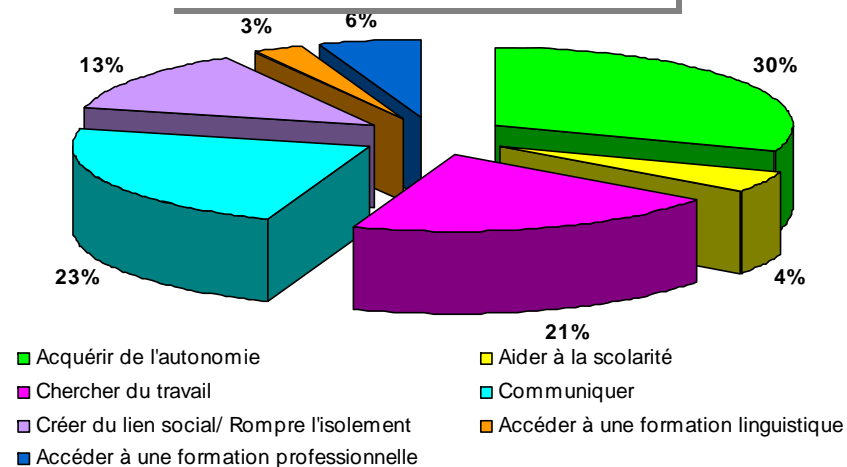
## Permanences des écrivains publics dans le cadre des Actions Socio-linguistiques

5 écrivains publics interviennent sur chacun des secteurs de la ville. 273 personnes ont ainsi été reçues et 178 personnes ont participé aux Actions Sociolinguistiques. Ils contribuent par leur action à rapprocher ces populations du service public.

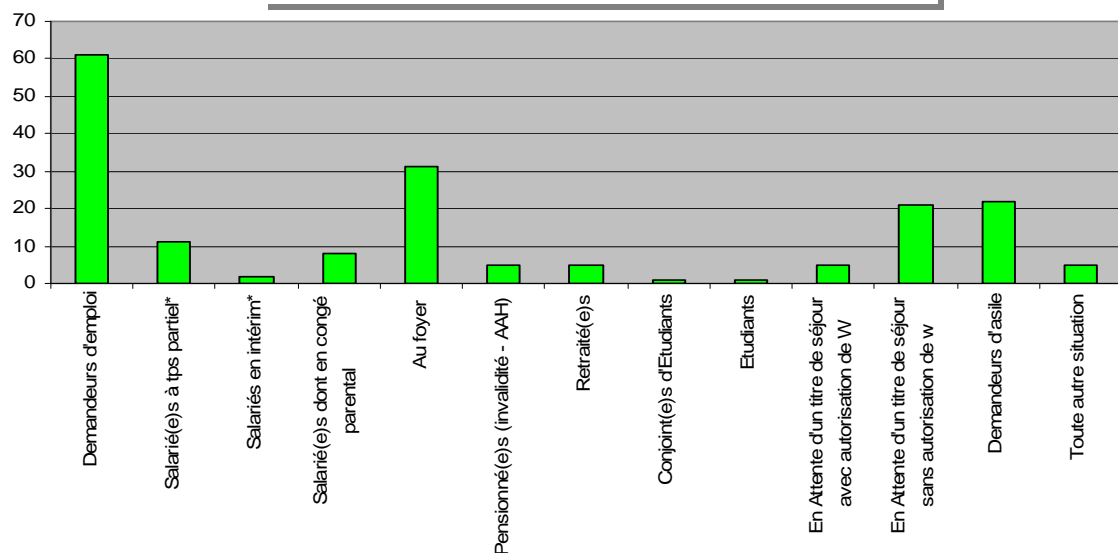
**Tranche d'Age des participants**



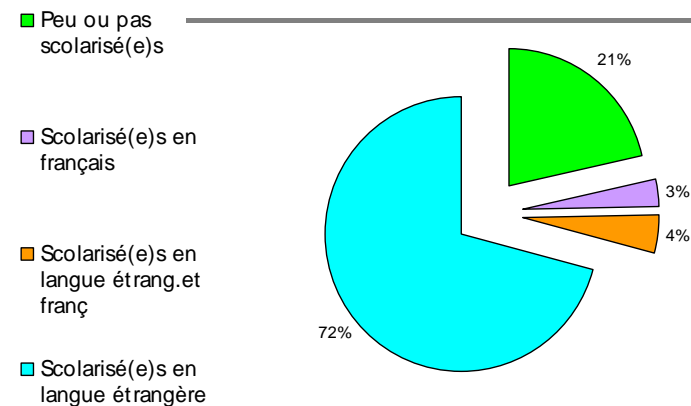
**Motivation des participants**



## Situation professionnelle des participants



## Niveau d'étude des participants



## Vacances et sorties\*\* familles

	Nombre	2008	2009	2010
<b>Départs COLLECTIFS</b>				
<b>Sorties journée</b>	sorties	32	<b>38</b>	<b>38</b>
	personnes	1 019	<b>1 303</b>	<b>1267</b>
<b>Séjours</b>	séjours	10	<b>10</b>	<b>10</b>
	personnes	359	<b>353</b>	<b>335</b>
<b>Départs INDIVIDUELS *</b>	ménages	66	<b>74</b>	<b>70</b>
	personnes	220	<b>245</b>	<b>253</b>

\* en partenariat avec la CSF

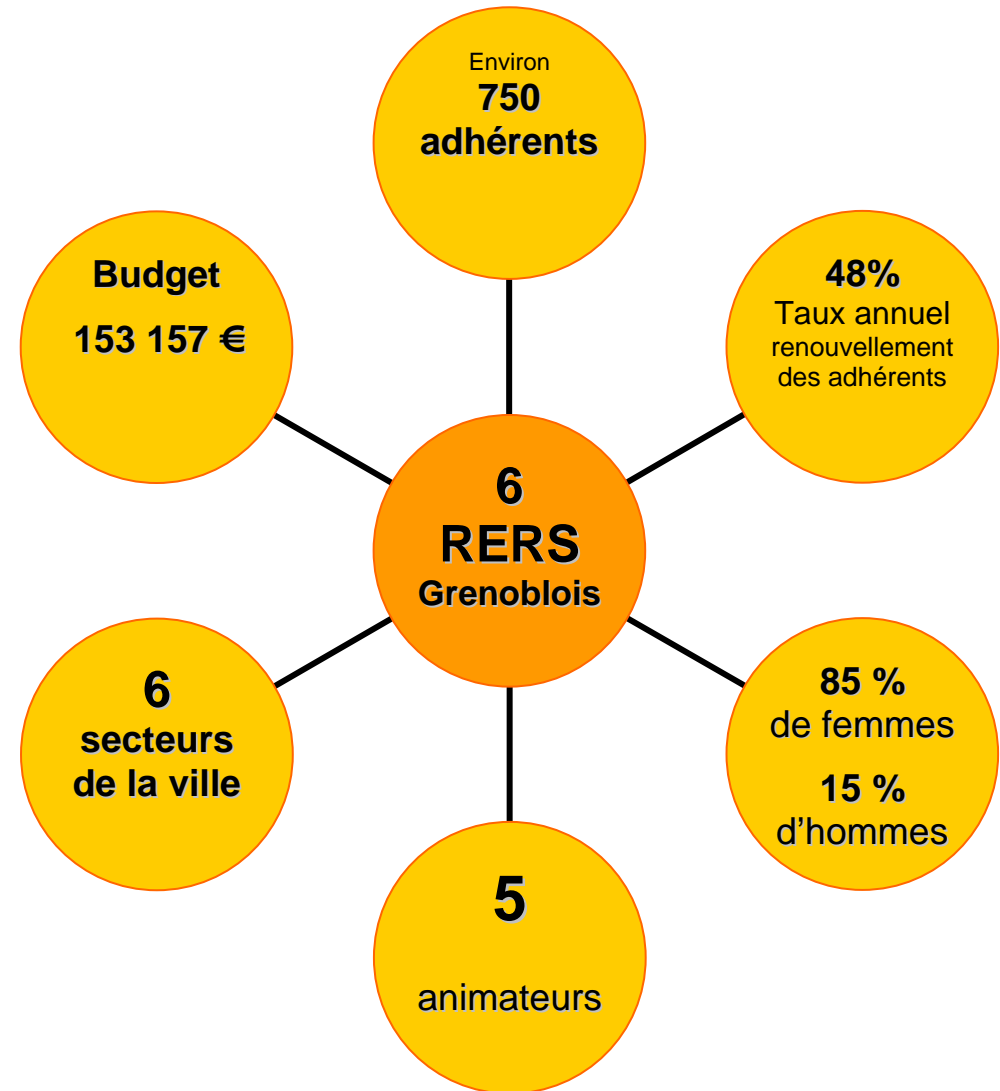


Les sorties à la journée sont organisées par tous les centres sociaux à destinations des habitants du quartier (parcs d'attractions, pique-niques, journée au bord d'un lac ou en bord de mer...)

Les séjours se déroulent sur la période de l'été. Ce sont des départs de 5 jours à destination de la base nautique de Massacan (vers Toulon), dans le département du Var.

## Les Réseaux d'Echanges Réciproques de Savoirs

- Les RERS Grenoblois ont la particularité d'être nés dans les centres sociaux de la Ville de Grenoble.
- Le fonctionnement s'appuie sur une logique institutionnelle, à savoir la professionnalisation de la fonction d'animation et d'accompagnement. Ces RERS constituent un levier intrinsèque et sont pleinement intégrés au projet des centres sociaux concernés. Ils organisent les échanges de savoirs entre les adhérents, partant du postulat que "chaque individu est porteur d'un savoir qu'il peut transmettre et est désireux d'apprendre lorsque les conditions d'apprentissage sont propices.
- Le RERS répond formellement à une demande d'échange de savoir, mais en réalité, il dépasse cette demande pour se situer comme un appui à une vie sociale et psychique. Donc l'échange pourrait se définir comme le support de l'inscription sociale. Le RERS participe à un processus de formation tout au long de la vie pour tout public.
- Pour recevoir, il est nécessaire de faire émerger de soi l'envie d'apprendre. Pour offrir, il faut d'abord se reconnaître porteur d'une richesse transmissible. Or la situation de précarité occulte trop souvent cette double capacité. Il s'agit donc pour les accompagnateurs d'aider ces personnes à trouver une place dans le groupe. C'est l'enjeu d'inscription sociale, éléments préalable à tout accompagnement social.
- Les RERS sont cofinancés à hauteur de 1/3 par le Conseil Général de l'Isère (CORTI) qui voit dans ce dispositif un appui à l'insertion pour les personnes bénéficiaires du rSa.



## LOGEMENTS FOYERS POUR PERSONNES AGEES

### NOMBRE DE JOURNÉES RÉALISÉES

	2009	2010	Ecart 2009/2010	% écart
Logements foyers (6 EHPA)	118 737	114 669	- 4 068	-3.43 %

### TAUX D'OCCUPATION

EHPA	2009		2010	
	F1 bis	F2	F1 bis	F2
Montesquieu	93.63 %	93.01%	95.26%	85.89%
Les Alpines	98.75 %	-	98.18%	
St Laurent	84.64 %	-	79.29	
Le Lac	93.91 %	98.91%	94.70%	57.36%
Les Gentianes	93.14 %	88.05%	88.73%	84.33%
Notre Dame	97.88 %	100 %	96.99%	100.00%

- Une "démarche projet" accompagnée méthodologiquement par un cabinet extérieur a été mise en place dès le mois de mars 2010 pour élaborer un nouveau projet institutionnel et organisationnel des logements foyers grenoblois.
- Cette "démarche projet" volontairement participative a réuni dans un Comité de Pilotage les représentants des résidents et des familles (Présidents de Conseil de Vie Sociale + un membre représentant des familles par équipement), l'association des résidents et des familles) des partenaires (le Conseil Général de l'Isère, la Ville de Grenoble, le Centre de Prévention des Alpes, le CLARG, Alertes, Habitat et Humanisme, le CPDG).
- Organisée en 4 phases (initialisation, analyse de l'existant, préconisations, plan d'actions) cette démarche se prolongera jusqu'au mois d'avril/mai 2011; et s'achèvera par un plan d'actions opérationnel de court et moyen termes.

//

On note encore une baisse de l'activité dans les EHPA (- 4000 journées) et un accroissement du déficit.

Le Plan d'Actions du CCAS 2010/2014 prévoit le repositionnement des logements foyers (fiche n°16) dans le cadre de l'action sociale territorialisée.



LFPA Montesquieu

## Les GIR et le GMP au 31/12/10

Le GMP			
Établissements	2008	2009	2010
Montesquieu	172	152	155
Les Alpins	295	250	270
Le Lac	220	232	228
Les Gentianes	253	253	268
Notre Dame	209	202	200
St Laurent	231	195	179

Détail par GIR pour 2010				
Établissements	Gir 1-2	Gir 3-4	Gir 5-6	Total
Montesquieu	2	6	40	48
Les Alpins	3	17	44	64
Le Lac	5	18	44	67
Les Gentianes	3	14	28	45
Notre Dame	0	8	27	35
St Laurent	0	11	35	46
<b>Total</b>	<b>13</b>	<b>74</b>	<b>218</b>	<b>305</b>

Les GMP des LFPA sont tous en dessous de 300, avec moins de 10 % de personnes en GIR 1 à 2, conformément aux normes de la tarification des EHPA.

Le montant de la subvention Ville pour les LFPA augmente encore en 2010, tant sur l'hébergement que sur la restauration.

## Taux de couverture dépenses/recettes

Logements foyers	EHPA 2009	EHPA 2010	Hébergement	Restauration	Soins	Part dans Dépenses total	Ecart	
Frais de personnel	2 277 948	2 439 152	1 682 185	301 115	455 852	51,18%	161 204	7,08%
Autres dépenses	1 770 561	1 671 188	1 189 773	477 398	4 017	35,07%	-99 373	-5,61%
Frais de siège	524 700	598 987	499 338	99 649	0	12,57%	74 287	14,16%
Reprise Résultat antérieur		56 529	56 529	0	0	1,19%		
<b>DEPENSES</b>	<b>4 573 209</b>	<b>4 765 856</b>	<b>3 427 825</b>	<b>878 162</b>	<b>459 869</b>	<b>Couverture Recettes/Dépenses</b>	<b>192 647</b>	<b>4,21%</b>
<b>RECETTES</b>	<b>4 370 186</b>	<b>4 660 344</b>	<b>3 321 590</b>	<b>878 162</b>	<b>460 592</b>	<b>97,8%</b>	<b>290 158</b>	<b>6,64%</b>
* usagers /ASL	3 142 855	3 287 261	2 787 368	499 893		69,0%	144 406	4,59%
* CRAM	440 167	445 087	0	0	445 087	9,3%	4 920	1,12%
Autres recettes	261 695	217 834	200 881	1 448	15 505	4,6%	-43 861	-16,76%
Subvention Ville	525 469	710 162	333 341	376 821	0	14,9%	184 693	35,15%
<b>RESULTAT analytique de l'exercice</b>	<b>-203 023</b>	<b>-105 512</b>	<b>-106 235</b>	<b>0</b>	<b>723</b>	<b>-2,2%</b>	<b>97 511</b>	
<b>besoin de financement de l'exercice seul</b>	<b>728 492</b>	<b>759 145</b>						
<b>Résultat en instance de reprise</b>	<b>-56 529</b>	<b>-227 128</b>						
<b>Résultat cumulé</b>	<b>785 021</b>	<b>986 273</b>						

## SERVICE DE SOUTIEN A LA VIE SOCIOCULTURELLE

Le Service de Soutien à la Vie Socioculturelle regroupait en 2010 encore six pôles, avant leur intégration au sein de la nouvelle Direction Action Sociale Territorialisée

- **POLE LOGISTIQUE RESSOURCES** : Coordonne l'organisation de différentes manifestations.
- **POLE ANIMATION AUTOUR DU DOMICILE** : Diversification des interventions à domicile (chant, jeux) et sorties Marche en partenariat avec les psychomotriciennes du Pôle prévention primaire
- **POLE PREVENTION PRIMAIRE** : Reprise des ateliers conversation (transmission est au centre de ce temps d'échange. La parole est transcrite, un recueil est remis à chaque participant). Continuité des ateliers remue-méninges pour les personnes ayant suivi un atelier mémoires et n'ayant pas de troubles ou de problèmes spécifiques. En alternance avec l'atelier mémoires, proposé chaque année, ces ateliers sont animés par des professionnels de structures soutenus par le pôle.
- **3 POLES D'ANIMATION GERONTOLOGIQUE DE SECTEURS** (pages suivantes)

Animation à Domicile	Nombre d'heures de visites	Nombre de personnes âgées	48 bénévoles
Lecture à domicile	6 545	60	
Chant	1 879	22	
Jeux	960	40	

Concours de recette	Nombre de participants	
	2009	2010
Structures	12	17
Personnes Agées	35	56

Repas au restaurant des Archers	2009	2010
Nombre de participants	98	98

Séjours de vacances à Massacan	Nombre de séjours	Nombre de participants
EPA (avec Centres Sociaux)	8	67
Résidents EHPA	2	45
<b>TOTAL 2010</b>	<b>10</b>	<b>112</b>
TOTAL 2009	10	109 PA /8 jeunes

**M  
A  
S  
S  
A  
C  
A  
N**



Fête des Mères	2009	2010
Lieux de livraison	38	33
Parts de gâteaux	2656	2248
Roses	2328	2018

En 2010, 622 personnes âgées différentes ont participé à un atelier proposé par le service.

//

En 2010, 3 434 colis de Noël ont été offerts aux personnes âgées, ainsi que 2 250 repas ont été servis lors des festivités de Noël à Alpexpo.



Repas de Noël par secteur de la ville

	SSAVS 2010	Part des dépenses totales
Frais de personnel	278 877	45,59%
Autres dépenses	79 667	13,02%
Repas / Colis de Noël	190 201	31,09%
Frais de siège	63 027	10,30%
<b>DEPENSES</b>	<b>611 772</b>	<b>Couverture 2010 Recettes/Dépenses</b>
<b>RECETTES PROPRES</b>	<b>65 519</b>	<b>10,7%</b>
Usagers	45 198	7,4%
Département		0,0%
CRAM	16 500	2,7%
Autres	3 821	0,6%
<b>Subvention Ville</b>	<b>546 253</b>	<b>89,3%</b>

## Pôle Animation Gérontologique – Secteurs 1 et 2 (PAG 1-2)

	Nombre d'événements		Nombre de participants	
	2009	2010	2009	2010
<b>Spectacles</b> : MC2 - Théâtre - Cinéma - Cirque...	10	17	177	209
<b>Sorties et visites</b> : M. des Collines - Lucie Pellat - Stade - Restaurant - Expo	26	28	922	907
<b>Projets intergénérationnels</b>	7	20	538	296
<b>Animations</b> : loto, carnaval, bal, tournois, anniversaire...	30	48	2 627	2193
<b>Total</b>	<b>73</b>	<b>113</b>	<b>4 264</b>	<b>3605</b>

ACCOMPAGNATEURS DE VIE SOCIALE ET CULTURELLE		
	2009	2010
Total des accompagnements	679	760
Nombre de suivis	221	101
Nombre d'encadrements de groupe	58	44
<i>Total</i>	<i>958</i>	<i>905</i>

PERSONNES AGÉES ACCOMPAGNÉES		%
moins de 60 ans	0	0%
de 60 à 74 ans	33	20%
de 75 à 84 ans	64	40%
de 85 à 94 ans	54	34%
95 ans et plus	9	6%
<i>Total</i>	<i>160</i>	
<i>Dont nouvelles pers. en 2010</i>	<i>60</i>	<i>38%</i>

RESTAURATION ET CONVIVIALITÉ		
	2009	2010
Repas	10 233	8005
Goûters	12 866	10339

Projets / Ateliers	Nombre d'ateliers	Nombre de participants
Pâtisserie	1	7
Activités Musicales	2	14
Livret de recettes	1	5
Théâtre	1	10
Gymnastique aquatique	2	54
Mémoires	5	50
Remue-méninges	2	17
Gym douce	4	60
Equilibre	2	20
Psychomotricité	2	27
<b>TOTAL</b>	<b>22</b>	<b>264</b>

Partenariats	Nombre d'Associations
Associations ou équipements centrés sur le lien social	8
Associations centrées sur les activités culturelles, socioculturelles ou sportives	9
Associations (ou réseaux) de solidarité ou d'engagement de bénévoles	3
Associations porteuses de revendications et/ou de projets citoyens	7
<b>Total</b>	<b>27</b>

//

- Fermeture de l'Espace Personnes Agées Mutualité en juillet 2009.
- Déménagement de l'Espace Personnes Agées Augereau vers l'Espace Convivi'âge
- Début de l'expérimentation "restauration hors les murs"



Frais de personnel	399 897
Autres dépenses	91 039
Frais de siège	69 598
<b>DÉPENSES</b>	<b>560 534</b>
<b>RECETTES</b>	<b>70 123</b>
Usagers	67968
Département / ASL	68
Autres recettes	2 087
Subvention Ville	490 411

BUDGET

## Pôle Animation Gérontologique – Secteurs 4 et 5 (PAG 4-5)

	Nombre d'événements		Nombre de participants	
	2009	2010	2009	2010
<b>Spectacles</b> : MC2 - Théâtre - Cinéma - Cirque...	10	9	82	25
<b>Sorties et visites</b> : M. des Collines - Lucie Pellat - Expo - Musée - Petit train – Maison des jeux....	21	16	526	324
<b>Projets intergénérationnels</b>	57	22	724	1757
<b>Animations</b> : loto, carnaval, bal, tournois...	43	50	1539	1570
<b>Total</b>	<b>131</b>	<b>97</b>	<b>2871</b>	<b>3646</b>

### ACCOMPAGNATEURS DE VIE SOCIALE ET CULTURELLE

	2009	2010
<i>Total des accompagnements</i>	711	839
<i>Nombre de suivis</i>	69	16
<i>Nombre d'encadrements de groupe</i>	5	1
<i>Total</i>	<i>785</i>	<i>856</i>

PERSONNES AGÉES ACCOMPAGNÉES		%
<i>moins de 60 ans</i>	6	3%
<i>de 60 à 74 ans</i>	68	30%
<i>de 75 à 84 ans</i>	110	49%
<i>de 85 à 94 ans</i>	40	18%
<i>95 ans et plus</i>	1	0%
<b>Total</b>	<b>225</b>	
<b>Dont nouvelles pers. en 2010</b>	<b>37</b>	<b>43%</b>

### RESTAURATION ET CONVIVIALITÉ

	2009	2010
Repas	11668	10398
Goûters	13 094	12268
Pauses café	250	400
Repas du soir	550	275

Projets / Ateliers	Nombre d'ateliers	Nombre de participants
Atelier pâtisserie	1	4
Activités Musicales	3	33
Couleur-peinture	2	18
Peinture école d'art	2	9
Théâtre	1	9
Gymnastique aquatique	2	41
Mémoires	1	5
Conversation	1	6
Remue-méninges	1	8
Gym douce	4	67
Psychomotricité	1	10
<b>TOTAL</b>	<b>19</b>	<b>210</b>

### Partenariats

	Nombre d'Associations
Associations ou équipements centrés sur le lien social	11
Associations centrées sur les activités culturelles, socioculturelles ou sportives	7
Associations (ou réseaux) de solidarité ou d'engagement de bénévoles	1
Associations porteuses de revendications et/ou de projets citoyens	5
<b>Total</b>	<b>24</b>

### BUDGET

Frais de personnel	313 390
Autres dépenses	84 993
Frais de siège	56 479
<b>DÉPENSES</b>	<b>454 862</b>
<b>RECETTES</b>	<b>75 338</b>
Usagers	68 709
Département / ASL	4 520
Autres recettes	2 109
Subvention Ville	379 524

## Pôle Animation Gérontologique – Secteurs 3 et 6 (PAG 3-6)

	Nombre d'événements		Nombre de participants	
	2009	2010	2009	2010
<b>Spectacles</b> : MC2 - Théâtre - Cinéma - Cirque...	14	17	118	92
<b>Sorties et visites</b> : M. des Collines - Lucie Pellat -	3	5	120	170
<b>Projets intergénérationnels</b>	4	16	81	128
<b>Animations</b> : loto, carnaval, bal, tournoi,...	24	16	1114	807
<b>Total</b>	<b>45</b>	<b>54</b>	<b>1433</b>	<b>1197</b>

ACCOMPAGNATEURS DE VIE SOCIALE ET CULTURELLE		
	2009	2010
<i>Total des accompagnements</i>	759	908
<i>Nombre de suivis</i>	439	343
<i>Nombre d'encadrements de groupe</i>	124	58
<i>Total</i>	<i>1322</i>	<i>1309</i>

PERSONNES AGÉES ACCOMPAGNÉES		%
<i>moins de 60 ans</i>	13	6%
<i>de 60 à 74 ans</i>	76	34%
<i>de 75 à 84 ans</i>	100	45%
<i>de 85 à 94 ans</i>	32	14%
<i>95 ans et plus</i>	3	1%
<b>Total</b>	<b>224</b>	
<b>Dont nouvelles pers. en 2010</b>	<b>186</b>	<b>83%</b>

RESTAURATION ET CONVIVIALITÉ		
	2009	2010
Repas	3336	3826
Goûters	9538	8109
Pauses café	2876	765

Projets / Ateliers	Nombre d'ateliers	Nombre de participants
Part'Agés	1	60
Activités Musicales	2	15
Couleur-peinture	2	11
Plateau des Arts	1	8
Mémoires	2	17
Remue méninges	1	4
Gym douce	4	33
<b>TOTAL</b>	<b>13</b>	<b>148</b>

Partenariats	Nombre d'Associations
Associations ou équipements centrés sur le lien social	9
Associations centrées sur les activités culturelles, socioculturelles ou sportives	5
Associations (ou réseaux) de solidarité ou d'engagement de bénévoles	4
Associations porteuses de revendications et/ou de projets citoyens	3
<b>Total</b>	<b>21</b>

Frais de personnel	238 852
Autres dépenses	47 739
Frais de siège	40 634
<b>DÉPENSES</b>	<b>327 225</b>
<b>RECETTES</b>	<b>28 897</b>
Usagers	26 179
Département / ASL	1 328
Autres recettes	1 390
Subvention Ville	298 328

“  
Démolition EPA Mistral et transfert d'activité à l'EPA Bouchayer en octobre 2009.



## **DU SERVICE DE SOUTIEN A LA VIE SOCIO-CULTURELLE AUX RESPONSABLES DE L'ANIMATION GERONTOLOGIQUE ET INTERGENERATIONNELLE DE SECTEUR**

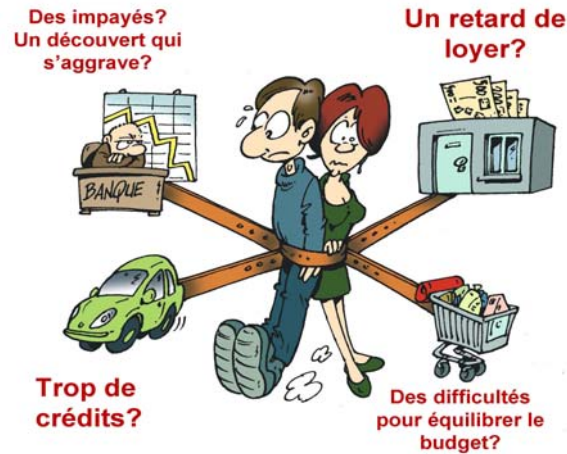
Au terme de l'année 2010 , le Service de soutien à la vie socioculturelle se transforme en 6 pôles , un par territoire Ville . Il n'existera donc plus sous sa forme actuelle , une équipe centralisée qui conduit des actions décentralisées sur les quartiers à l'attention des personnes âgées les plus fragiles

La nouvelle organisation qui se mettra en place à partir de 2011 a pour objectif de donner à la Direction de chaque territoire les moyens de conduire une politique d'animation à l'attention du plus grand nombre , dans un esprit intergénérationnel le plus souvent possible, tout en participant au maintien des personnes âgées , le plus longtemps possible dans leur cadre de vie habituel.

Chaque territoire sera doté, par redéploiement, d'une fonction de responsable de cette animation à visée intergénérationnelle : elle pourra s'appuyer sur les équipes des « espaces personnes âgées», les accompagnateurs de vie sociale, et plus encore les associations notamment celles qui proposent de répondre aux besoins d'animation des personnes âgées.

Ces animateurs s'appuieront également sur les réseaux de bénévoles et les logements foyers implantés sur les quartiers.

- **Les pôles d'animation seront attachés aux « Maisons des Habitants », nouvelle appellation des centres sociaux.**



Direction de l'Intervention et  
l'Observation Sociales

Service d'Aide Sociale Facultative

# Politique redistributive et de lutte contre la précarité



## TENDANCES 2010

### EXPERIMENTATIONS A DESTINATION DES JEUNES :

- Lancement janvier 2010 d'un **Microcrédit Personnel pour 18/25 ans** en partenariat avec le Crédit Municipal de Lyon financée par la MAFEJ et évaluée par le CREDOC
- Création d'une **Aide au Logement pour les jeunes** entrant en Foyer de Jeunes Travailleurs (partenaire : UMIJ)

### ACCES AUX DROITS ET SOLIDARITE:

#### → PRECARITE ENERGETIQUE

Programmation d'informations collectives sur les thématiques tarifications sociales et maîtrise de la consommation d'énergie en partenariat avec GEG.

#### → LANCEMENT EXPERIMENTAL DE LA PLATE FORME BUDGET ( SEPTEMBRE 2010)

#### → AIDE AUX VACANCES

Augmentation du nombre de jours aidés (de 30 à 35) pour l'accueil collectif des enfants grenoblois

#### → PANIERS SOLIDAIRES

Lancement des dispositifs des paniers solidaires avec 6 Centres Sociaux : 4043 paniers en 2009/2010

## AIDE SOCIALE FACULTATIVE

### LES AIDES DE LA COMMISSION PERMANENTE

**Les aides sociales facultatives du CCAS s'adressent aux personnes isolées et ménages sans enfants.**

Accordées sous forme de subventions (espèces ou CAP) ou de prêts, elles sont destinées à apporter une aide financière pour l'alimentaire, le logement, l'énergie, la santé, la formation, le transport... Les dossiers sont instruits majoritairement dans le cadre d'une instruction rapide (24 heures; aides alimentaires ou dont le montant est inférieur à 160 €) et pour partie en Commission Permanente mensuelle (dossiers complexes ou dont le montant dépasse 160 €).

<b>AIDES PONCTUELLES ET MENSUELLES</b>	2006	2007	2008	2009	2010
nombre ménages demandeurs *	2 238	2 197	1 899	2365	2432
nombre ménages aidés*	1 951	1 912	1 709	2167	2126
nombre d'études de dossiers**	2 621	2 331	2 282	2 892	2 950
total accordé*	431 512 €	419 388 €	386 126 €	594 000 €	495 000 €
montant moyen accordé / ménage *	221 €	219 €	226 €	274 €	233 €

Le forfait journalier d'aide alimentaire est de 8 € par jour et par personne depuis 2009

<b>Répartition du montant des aides (en %)</b>					
%	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Alimentation</b>	37	46	58	63	74
Logement	38	28	17	17	12
Transport - Insertion	10	9	8	8	3
Autres	15	17	17	12	11
<b>TOTAL</b>	100	100	100	100	100

Le nombre de ménages bénéficiaires est inférieur en 2010 par rapport à 2009 (1564 ménages en 2010 contre 1678 ménages en 2009) si l'on enlève les bénéficiaires des bons de transport.

La proportion des nouveaux demandeurs représente 40% des ménages aidés (750 ménages). Ce fait n'est pas aussi conséquent qu'en 2009, où 850 nouveaux demandeurs avaient été répertoriés, mais reste marquant par rapport à 2008 (591 nouveaux demandeurs) \*\*. Cela révèle encore sur ces deux dernières années une dégradation des situations des ménages.

\* *Cumul des bénéficiaires de toutes aides de la CP, y compris pour bons de transport*

\*\* *Données concernant les dossiers soumis à la CP uniquement.*

## LE MICROCRÉDIT PERSONNEL (MCP)

**Le dispositif de microcrédit personnel (MCP)** a été lancé en mai 2009 en partenariat avec le Crédit Municipal de Lyon et dans le cadre des dispositions retenues par le Fonds de Cohésion Sociale par convention avec la Caisse des Dépôts et Consignations. L'ingénierie de ce dispositif a été apportée par l'ANSA ( l'Agence Nouvelle des Solidarités Actives)

L'objectif est de **rendre accessible un crédit responsable** à tous les grenoblois qui ont besoin d'un crédit adapté, mais qui actuellement en sont exclus ou sont contraints de s'orienter vers des solutions de remplacement chères et dangereuses (par exemple le cumul de crédits revolving).

**Critères d'éligibilité :** avoir plus de 18 ans, avoir une capacité de remboursement adaptée au prêt demandé, ne pas être éligible à un crédit à la consommation amortissable, avoir un projet (mobilité, formation, logement, santé ou accident de la vie), concourant à l'insertion sociale ou professionnelle de l'emprunteur (exclusion du rachat de dettes ou de crédits).

**Caractéristiques :** prêt octroyé par le Crédit Municipal de Lyon, prêt affecté, taux d'intérêt (TEG) : 4, 5 %, montant : de 300 € à 3 000 €, durée de remboursement : 6 à 36 mois.

<b>Nombre d'appels</b>	617
<b>RDV programmés</b>	316
<b>Dossiers constitués par les CESF</b>	114
<b>Dossiers transmis au CML</b>	78
<b>Dossiers signés</b>	60

Ce dispositif a permis d'informer par téléphone et d'orienter un nouveau public connaissant peu les centres sociaux et les services sociaux.

L'instruction des demandes est réalisée avec les Conseillères en Economie Sociale et Familiale (CESF) des Centres Sociaux du CCAS. Ces contacts peuvent contribuer à améliorer l'accès aux droits.

**Le prêt moyen :** 2 000 € remboursés en moyenne sur 28 mois, pour financer principalement des projets liés à la mobilité ou liés au logement. Depuis 2009, 107 MCP ont été octroyés.

## Allocation Municipale d'Habitation (AMH)

**L'Allocation Municipale d'Habitation** a été lancée en 2009, en partenariat avec la CAF, avec pour public les Familles et les Jeunes sur critère de RAV plafonds (reste à vivre), pour faciliter leur accès au parc privé. Cette expérimentation a été prolongée en 2010 et 2011 en ciblant uniquement les familles suite à l'évaluation réalisée par le CREDOC. Ce dispositif est soutenu par la DGCS dans le cadre d'un appel à projet du Haut Commissariat aux Solidarités Actives.

Les enjeux de l'AMH sont de :

- Diminuer le taux d'effort pour le logement, des familles à faible niveau de vie, n'ayant pas accès à un logement social
- Améliorer le niveau de vie de familles durablement en situation financière précaire après déduction des charges de logement
- Mettre en œuvre une politique redistributive, innovante au niveau local

Type de ménage	2009		Type de ménage	2010	
	nombre de ménages grenoblois locataires du parc privé	Montant trimestriel de l'aide		nombre de ménages grenoblois locataires du parc privé	Montant mensuel de l'aide
Familles, RAV <150 euros	35	200 euros	Familles, RAV <150 euros	24	100 euros
Familles, RAV de 150 à 300 euros	79	150 euros	Familles, RAV de 150 à 300 euros	75	80 euros
Jeunes, RAV de moins de 100 euros	213	100 euros	Familles, RAV entre 300 et 500 euros	242	40 euros
<b>Total annuel prévu</b>	327		<b>Total annuel prévu</b>	327	

## L'Aide aux Vacances

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Nombre d'enfants	2 537	2 456	2 649	<b>3 112</b>	<b>3 249</b>	4 490
Journées - enfants	37 401	35 886	38 687	<b>45 490</b>	<b>45 779</b>	47 331
Familles	1 704	1 615	1 732	<b>2 054</b>	<b>2 096</b>	2 102
Dépenses engagées	336 472 €	298 784 €	311 084 €	<b>363 800 €</b>	<b>370 583 €</b>	361 327 €
Aide moyenne/journée	9 €	8,33 €	8,04 €	<b>7,99 €</b>	<b>8,09 €</b>	7,63 €

La possibilité de bénéficier de **l'aide aux vacances aussi bien durant la période estivale que pendant les petites vacances scolaires (hors période de Noël)** est maintenant acquise pour les familles qui en ont besoin. Parallèlement, les familles ont pu bénéficier de 35 jours aidés au lieu de 30 les années précédentes.

Les enfants qui ont bénéficié d'une aide se répartissent comme suit :

- 3 318 (74%) en centre de loisirs, sans hébergement
- 716 en accueil avec hébergement, et
- 456 (10%) combinant les deux types.

“

Les aides du CCAS bénéficient aux quotients familiaux les plus bas, qui s'orientent sur les centres de loisirs et peu vers les séjours plus onéreux :

- 56 % des sommes ont été versées au profit des ménages dont le quotient est inférieur à 415 €
- 14 % des sommes ont été versés pour les quotients au-dessus de 630 €

## L'instruction du RSA

Depuis le 1<sup>er</sup> juin 2009, le CCAS s'est engagé **dans l'instruction des dossiers de demande de RSA** (Revenu de Solidarité Active), afin de faciliter l'accès des Grenoblois à ce revenu. En 2010, 304 contacts (484 en 2009) ont permis d'informer lors d'un premier entretien téléphonique, ou d'un accueil au siège, les personnes concernées. 185 dossiers ont été instruits en 2010 (282 en 2009).

### Caractéristiques du public accueilli

Isolé(e)	67%
Couple sans enfant	5%
Couple avec enfant(s)	15%
Famille monoparentale	12%

	Femmes	Hommes
Moins de 26 ans	9%	13%
26 à 60 ans	86%	83%
Plus de 60 ans	5%	4%

### Type de RSA (185 dossiers instruits)

Activité	19%
Socle	71%
couple Activité + Socle	5%
RSA majoré	4%
Non droit	1%

**Direction de l'Intervention et de  
l'Observation Sociales**

Pôle d'Accueil et d'Orientation (PAO)

Service d'Accompagnement Temporaire  
vers l'Insertion (SATIS)

Dispositif hivernal

Domiciliation

**05**

# Politique d'insertion sociale et de lutte contre l'exclusion sociale



**Direction des Etablissements d'Hébergement**

Centre d'Accueil Municipal

La Boussole

CHRS Henri Tarze

## TENDANCES 2010

- Au SATIS, mise en place d'une action "Accompagnement Vers et Dans le Logement" financé par la DDCS dans le cadre des actions du "Logement d'abord" pour faciliter **l'accès des ménages au parc locatif privé**.
- Implication de plus en plus forte du SATIS dans **les actions vers les publics spécifiques** (jeunes en squatt, Roms de l'UE et camp de tentes)
- A la Boussole, préparation de **la mise en place de 3 Lits Halte Soins Santé** : passage en CROSMS, recherche de médecin, organisation du travail.
- Pour le Centre d'Accueil Municipal et le CHRS Henri Tarze, travail fortement orienté sur le **projet commun de reconstruction** : finalisation des financements d'investissement, démarrage du travail sur la réorganisation et les financements de fonctionnement.
- Année de transition au PAO : consacrée à la réflexion avec les partenaires sur **la question de la mise en place du SAO/POHI**, et marquée par l'augmentation des publics sans référent social et dans des situations administratives très complexes.

## **POLE D'ACCUEIL ET D'ORIENTATION – P.A.O.**

**Le PAO est un dispositif de première écoute et d'orientation**, qui organise, en lien avec un très large réseau de partenaires institutionnels et associatifs, la désignation de référents sociaux pour les personnes qui n'en disposent pas. A ce titre, il gère l'attribution de places d'hébergement temporaire, et organise le secrétariat de la commission de recours (Commission Technique Sud Isère) qui examine les situations problématiques.

Pour chaque personne, un dossier est constitué et présenté en commission :

- Commission Institutionnelle d'Orientation (CIO), une fois par semaine, pour la désignation d'un service d'Accompagnement social
- Commission Partenariale de Décision et d'Orientation (CPDO), trois fois par semaine, pour l'attribution d'un Hébergement Temporaire

**Le dispositif d'hébergement temporaire** s'appuie sur un potentiel de 87 places, ce qui est insuffisant au regard des besoins. Les temps d'attente pour une admission sont donc parfois trop longs, d'autant que la durée des séjours s'allonge, par manque de solutions de sortie.

Les places d'accueil temporaire sont constituées par certains lits réservés à cette fin au sein de structures d'hébergement : CHRS, résidences sociales, foyers de jeunes travailleurs.

**Les conseillères d'orientation du PAO ont effectué 520 entretiens en 2010 (+23%) pour des personnes n'ayant pas de référent social.**

**La transformation du PAO en SAO paraît indispensable comme lieu d'accès aux droits pour les ménages sans référent social.**

### Nombre global de ménages demandeurs en CPDO et CIO

	2009	2010	Evolution 2009/2010
CPDO	761	746	- 2 %
CIO	374	418	+ 12 %
<b>TOTAL</b>	<b>1135</b>	<b>1164</b>	<b>+ 3 %</b>

### Evolution des réponses concernant les passages en CPDO des ménages, en vue d'un hébergement temporaire

CPDO	2009	%	2010	%	Evolution 2009/2010
Demandes	3351	100 %	2618	100 %	-22 %
Refus	3058	93 %	2356	90 %	-23 %
Admissions	293	7 %	262	10 %	-11 %

### Evolution des réponses concernant les passages en CIO des ménages, en vue d'un accompagnement social

CIO	2009	%	2010	%	Evolution 2009/2010
Demandes	374	100 %	418	100 %	+12 %
Refus	34	9 %	28	7%	-18 %
<b>Admissions</b>					
SATIS*	183	49 %	168	40 %	-8 %
SALTO**	44	12 %	77	18 %	+ 75 %
Autres	113	30 %	145	35 %	+28 %

\* Le SATIS accompagne des personnes sans enfant pouvant se trouver sans hébergement.

\*\* Service départemental d'accompagnement au logement transitoire, faisant partie de l'insertion "Oiseau Bleu qui accompagne des familles hébergées

## SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT TEMPORAIRE VERS L'INSERTION SOCIALE (S.A.T.I.S.)

- Le SATIS a pour mission l'accompagnement social global des personnes de plus de 25 ans, isolées ou en couple, sans enfant à charge, et sans référent social. Ces personnes sont orientées en Commission Inter partenariale d'Oriente, qui a lieu tous les mercredis, avec un représentant du Conseil Général de l'Isère. Ces ménages sont sans hébergement stable et vivent dans des situations souvent très précaires. Certains d'entre eux sont hébergés au Centre d'Accueil Municipal.
- L'activité du SATIS en terme d'orientations est stable et les quatre travailleurs sociaux sont largement sollicités, ce qui laisse malheureusement peu de place aux animations socio-éducatives.
- Le travail entrepris avec les personnes vise dans un premier temps à recouvrer leurs droits (RSA, CMU, DALO...). Il est souvent compliqué pour ces personnes de le faire car les démarches administratives sont souvent complexes, peu explicites. De plus, ce public a souvent des difficultés d'exprimer ses besoins ce qui rend leurs démarches encore plus longues. Par moment, l'accompagnateur à la vie sociale est sollicité pour leur permettre de rencontrer ces administrations de façon efficace afin qu'ils ne se retrouvent pas dans une situation de non recours. L'accompagnateur reste aussi mandaté pour un travail "d'aller vers" au contact des populations connues par le SATIS, mais vivant dans des conditions d'extrême précarité (tentes, grottes de la Bastille, caravanes).
- **En 2010, un ETP de travailleur social a été recruté sur une mission d'AVDL (Accompagnement Vers et Dans le Logement),** avec comme axe particulier de permettre un accompagnement vers les bailleurs privés. Son travail consiste à accompagner certaines personnes en lien avec l'assistante sociale du SATIS dans la recherche d'un logement de droit commun, de l'aider dans ses démarches liées à l'entrée dans un logement (ouverture compteur eau/électricité, assurance habitation...). Pour d'autres, son action vise à une bonne intégration dans le logement et dans le quartier et à une bonne gestion de son espace.

### Personnes accompagnées par le SATIS en 2010

Situation familiale	
Célibataire	184
Divorcé	70
Marié	21
Séparé	41
Vie maritale	4
Veuvage	6
<b>TOTAL</b>	<b>326</b>

Sexe et âge			
Age	Hommes	Femmes	Total
18 - 24	0	1	1
25 - 35	91	13	104
36 - 46	86	10	96
47 - 56	52	8	60
57 - 66	33	6	39
67 - 99	25	1	26
<b>TOTAL</b>	<b>287</b>	<b>39</b>	<b>326</b>

## DISPOSITIF HOTELIER

Le Dispositif Hôtelier héberge en urgence principalement des familles dépourvues de réponse immédiate en matière de logement ou d'hébergement :

- Le Conseil Général de l'Isère prend en charge des familles avec des enfants mineurs au titre de la protection de l'enfance,
- La Direction Départementale de la Cohésion Sociale, des ménages relevant du droit commun pour des raisons humanitaires et/ou de santé
- La Préfecture, à titre exceptionnel, des ménages relevant de la demande d'asile.

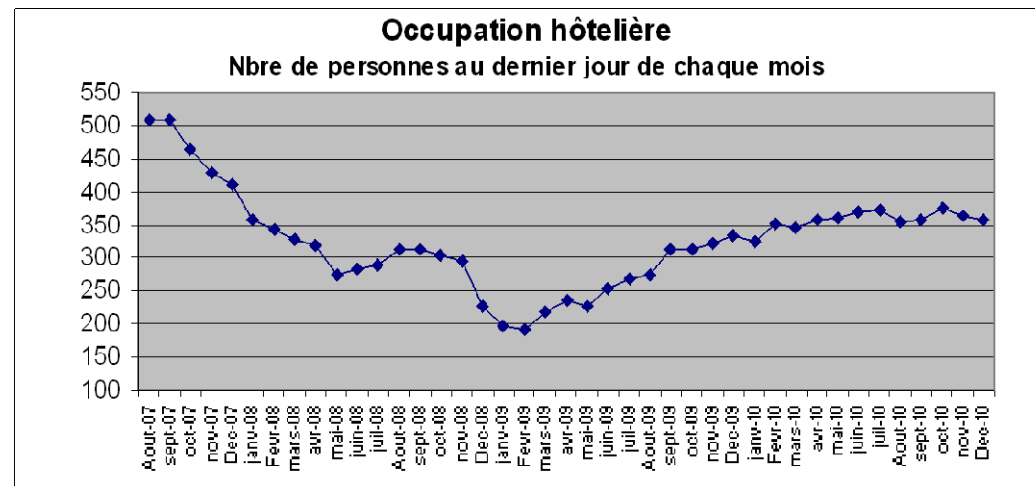
Durée des séjours	2009	2010
Moins de 3 mois	41 %	14.30 %
De 3 à 6 mois	28 %	22.85 %
De 6 à 12 mois	16 %	28.55 %
Plus d'1 an	15 %	34.30 %

**636 nouvelles personnes sont entrées sur le Dispositif hôtelier en 2010 et 604 en sont sorties.**

Situation administrative	Fin 2009	Fin 2010
Droit Commun	32 %	15 %
Situation Administratives Complexes	46 %	53 %
Demandeurs d'Asile	22 %	32 %

## Nombre de personnes prises en charge en 2010

- CGI = 759 personnes
- DDCCS = 174 personnes
- CCAS = 36 personnes



**L'année 2010 est marquée par une entrée importante de demandeurs d'asile au vu de la saturation des autres dispositifs, et donc par une durée des séjours en forte augmentation, les demandes de régularisation restant longues et difficiles.**

Comparativement à 2009 : augmentation de 26 % de personnes hébergées et de 24 % de chambres d'hôtel louées.

## L' ELECTION DE DOMICILE (QUI VAUT AUSSI DOMICILIATION POSTALE)

Pour les personnes sans domicile stable (hors demandeurs d'asile), le CCAS leur permet d'élire domicile dans la commune de Grenoble, en lien avec leur service social référent.

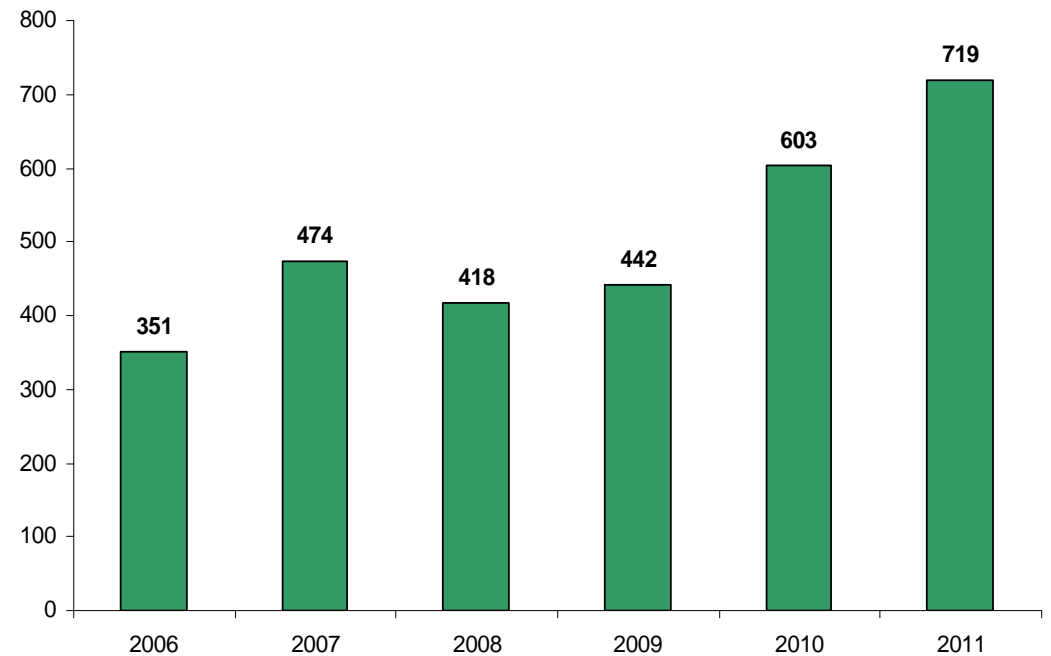
**Cette élection de domicile donne une existence administrative à ces personnes, ce qui leur permet d'engager des démarches d'accès aux droits auprès des administrations et services publics.**

Cette élection de domicile s'accompagne de la gestion par le CCAS des boîtes aux lettres de ces personnes selon la réglementation de février 2008.

Fin 2010, 719 personnes ont une élection de domicile active au CCAS contre 603 en 2009.

Ce sont ainsi 415 domiciliés qui sont venus en 2010 chercher leur courrier à l'Accueil du CCAS, ce qui représente 58 % du nombre global des élections de domicile. Les autres 42% ont fait renvoyer leur courrier (à leur demande) vers les boîtes aux lettres gérées directement par les services demandeurs référents.

Principalement, ces demandes proviennent des services sociaux des territoires, pour des personnes résidents dans la famille ou chez des amis. Puis, ce sont les établissements de santé (physique et mentale) et pénitentiaires, les services sociaux spécialisés dont le SATIS qui sont les plus gros demandeurs. Depuis 2009, une procédure particulière établie avec "l'Action Promotion En Milieu Voyageur" (APMV), permet de domicilier au CCAS les "Grands Voyageurs" dont le carnet de circulation dépend de la Ville de Grenoble



## HEBERGEMENT AU CENTRE D'ACCUEIL MUNICIPAL (C.A.M.)

Le CAM accueille 24h/24 toute personne majeure en situation de détresse morale. Depuis la loi Droit Au Logement Opposable - DALO et le Plan d'Action Renforcée pour les Sans Abri – (PARSA), chaque ménage doit pouvoir bénéficier d'une offre d'hébergement ou de logement adapté, selon le principe de "non abandon" des publics.

Les personnes isolées sont hébergées en chambres collectives de 4 lits, les couples et les familles en chambres situées dans une aile distincte du bâtiment.

Par ailleurs, le dispositif hôtelier héberge, au sein d'un réseau d'hôtels, deux types de publics : principalement des ménages aux situations administratives complexes, et dans une moindre mesure en urgence des ménages issus du département de l'Isère pour un hébergement temporaire d'urgence (2 à 3 mois)

<i>Population accueillie au CAM</i>			
	2009	2010	Evolution 2009-2010
<b>Hommes</b>	1 172	<b>871</b>	-26%
<b>Femmes</b>	456	<b>342</b>	-25%
<b>Enfants</b>	255	<b>545</b>	114%
<b>TOTAL</b>	<b>1 883</b>	<b>1 758</b>	<b>-7%</b>

<i>Répartition de la population accueillie selon l'âge</i>				
	2009	2010	Part/total	Evolution 2009-2010
<b>Mineurs</b>	255	454	<b>25.8</b>	<b>78%</b>
<i>dont moins de 3 ans</i>	95	68		-28%
<b>3 à &lt;18 ans</b>	160	386		141%
<b>18 à 25 ans</b>	421	321	<b>18.2</b>	<b>-24%</b>
<b>26 à 40 ans</b>	610	642	<b>36.5</b>	<b>5%</b>
<b>41 à 65 ans</b>	471	315	<b>18</b>	<b>-33%</b>
<b>&gt; 65 ans</b>	28	26	<b>1.5</b>	<b>-7%</b>
<b>TOTAL</b>		1758	<b>100</b>	

La moyenne du séjour par ménage au Centre d'Accueil Municipal est de 15 jours en 2010

## Caractéristiques de l'activité au CAM en 2010

- Forte augmentation des demandeurs d'asile, notamment en provenance des Balkans, générant des crises successives de l'hébergement d'urgence.
- Taux d'occupation de 129%, lié aux nombreuses "mises à l'abri" en surcapacité des ménages de demandeurs d'asile en période de froid, et au manque de solutions de sorties.
- Allongement en conséquence de la durée moyenne des séjours et diminution du nombre total de ménages accueillis.
- Forte augmentation à noter des couples avec enfants en provenance d'autres pays : enfants représentant 1/3 des individus accueillis.
- Personnel du Centre d'Accueil exemplaire dans la gestion de cette année de crise.

## LA BOUSSOLE (CHRS)

Le Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale la Boussole est un CHRS de stabilisation de 20 places accueillant des hommes isolés de plus de 40 ans qui cumulent un long passé d'errance. L'année 2010 fut une année où la santé des résidents a été un des principaux axes de travail. Des hommes de plus en plus fatigués, une difficulté réelle à sortir de la rue reste cette porte ouverte, richesse de ce lieu qui permet d'accueillir ceux qui sont au bout du bout.

Certaines personnes sont parties en Maison Relais. Il est à noter que pour la première fois cinq d'entre elles en sont reparties après quelques mois, n'ayant pas trouvé dans ce lieu leur place et l'attention dont ils avaient besoin. Quatre sont donc revenues à la Boussole. De même pour une des 3 personnes parties en foyer-logement qui, se retrouvant seule, s'est laissée couler et a été réadmise à la Boussole.

Une personne est décédée après de très longs mois d'accompagnement suivis d'errance quotidienne. La mort a beaucoup rodé dans l'établissement mais tout a été mis en œuvre pour rendre la vie joyeuse : des activités avec des intervenants extérieurs, des partenaires et une équipe qui a su faire "vivre ce lieu" en tant que service public. Il faut de plus en plus aller au devant des personnes les plus fragilisées dans la rue, ce lieu leur est dédié et les apprivoiser est un travail très long.

**2010 a vu également  
l'installation, en fin  
d'année, de 3 places de  
Lits Halte Soins Santé  
financés par l'ARS**

## **C.H.R.S. HENRI TARZE**

Le CHRS Henri Tarze a une capacité d'hébergement de 47 personnes et douze en hébergement temporaire pour des femmes avec enfants, des hommes et des femmes isolés. Cette année encore nous remarquons la difficile adhésion des personnes orientées par les différentes commissions partenariales aux conditions d'hébergement actuelles du CHRS : la vétusté des locaux et le manque d'intimité ont souvent été invoquées pour refuser l'hébergement proposé. Aussi face à ces refus, le CHRS a augmenté son rôle et sa capacité en hébergement temporaire, et a dépanné plus régulièrement le Centre d'Accueil Municipal lorsqu'il était complet.

La prégnance des difficultés que rencontrent les publics hébergés impose de ne pas seulement se concentrer sur les missions de réinsertion sociale mais de travailler au-delà de cette mission. Ainsi l'accent doit être mis sur la dimension collective, afin que ce public fortement désocialisé puisse se sentir admis dans un groupe de personnes, et reconnu dans ses capacités et ses difficultés.

La perspective de déménager dans le nouveau bâtiment a mobilisé l'équipe, afin de finaliser au mieux les différents aménagements avant l'ouverture du nouvel établissement (finalisation des plans, des équipements intérieurs...). En lien avec le CAM des rencontres ont ponctué cette année 2010.

Durée moyenne du séjour par ménage en 2010 : **18 mois**

### **Mouvement au CHRS en 2010**

<b>Nombre de ménages</b>	<b>Entrées</b>	<b>Sorties</b>
CHRS	8	14
Hébergement Temporaire	6	3

### Direction de l'Intervention et l'Observation Sociales

- Service social Personnes Agées  
et l'Aide Sociale Légale
- Services Ressources Personnes Agées
- Service de Restauration à Domicile
- Services de Soins Infirmiers à Domicile
- Centre de Soins Infirmiers
- Appartements Rapprochés à Services  
Partagées
- Centre d'Accueil de Jour



# Politique d'action géronologique

### Direction des Etablissements d'Hébergement

- EHPAD Lucie Pellat
- EHPAD St Bruno
- EHPAD Narvik
- EHPAD Les Delphinelles Teisseire

## 6.1 - POLITIQUE DE SOUTIEN A DOMICILE

### TENDANCES

- **Service Social Personnes Âgées et d'Aide Sociale Légale**

Dans le cadre de conventions avec le Conseil Général de l'Isère et la CARSAT, 6080 personnes ont été suivies par les assistantes sociales polyvalentes de catégorie du CCAS en 2010, leur garantissant ainsi l'accès à leurs droits sociaux et aux prestations dont ils ont besoin.

Par convention avec le CGI, le CCAS assure sa mission de polyvalence de catégorie auprès des personnes âgées de 75 ans et plus, et quel que soit leur âge auprès des personnes relevant des dispositifs de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie et des Plans d'Actions Personnalisés.

- **Service Ressources Personnes Âgées**

Participant entre autres au développement de l'observation gérontologique et au développement d'innovations ou expérimentations sociales, le SRPA a connu des temps forts :

- **Action de soutien aux aidants familiaux**, en partenariat avec le CLARG, l'Ecole des Parents de l'Isère, la CARSAT et le Conseil Général de l'Isère, sous forme de réunions et d'échanges
- **Reconduction du dispositif SOS Soutien à domicile en période estivale**, par mutualisation des moyens partenariaux pour garantir la continuité du soin et de l'aide à la vie, et prévenir le risque Canicule
- **Projet ENPATIC** (Expérimentation Novatrice pour les Personnes Âgées à l'aide des TIC), en partenariat avec la CARSAT, le Conseil Général de l'Isère et Prémalliance : micro expérimentation de mise à disposition, à 60 personnes âgées vivant à domicile, d'un ordinateur à écran tactile, pour vérifier que cette technologie peut maintenir la personne dans un environnement stimulant et améliorer la coordination entre professionnels
- **Contribution à l'Analyse des Besoins Sociaux (ABS) du CCAS**, grâce à la gestion coordonnée par le SRPA du Système d'information du secteur d'action sociale personnes âgées (SIPA)

En 2010, outre sa forte contribution à l'élaboration du Plan d'Actions 2009-2014 du CCAS, la Direction d'Action Sociale Personnes Âgées a poursuivi l'adaptation de ses services et établissements pour une meilleure efficacité de l'action gérontologique grenobloise, dans une logique de redéploiement de moyens au bénéfice de l'innovation et de l'expérimentation sociales.

## SERVICE SOCIAL PERSONNES ÂGÉES ET AIDE SOCIALE LEGALE

**Le Service Social Personnes Agées est composé de 7 pôles gérontologiques répartis sur les 6 secteurs ville :**

Secteur 1 la permanence sociale René Thomas (rue René Thomas)

Secteur 2 le centre social Vieux-Temple + la permanence sociale Centre Ville (rue de la poste)

Secteur 3 le centre social Eaux-Claires

Secteur 4 le centre social Capuche

Secteur 5 le centre social Abbaye

Secteur 6 le centre social Arlequin

soit 19,3 ETP d'assistantes sociales, 5,7 ETP de conseillères d'Aide Sociale, 8,5 ETP de secrétaires de Service Social

	SSPA 2009	SSPA 2010	Part dans Dépenses total
Frais de personnel	1 552 280	1 659 136	84,57%
Autres dépenses	108 062	59 989	3,06%
Frais de siège	237 605	242 710	12,37%
<b>DEPENSES</b>	<b>1 897 947</b>	<b>1 961 835</b>	<b>Couverture 2010 Rec/Dép</b>
<b>RECETTES PROPRES</b>	<b>870 210</b>	<b>1 171 085</b>	
Usagers	0		0,0%
Département	810 631	1 101 891(*)	56,2%
CARSAT	45 780	59 174	3,0%
Autres	13 799	10 020	0,5%
<b>Subvention Ville</b>	<b>1 027 737</b>	<b>790 750</b>	<b>40,3%</b>

La Direction du Service située au 123 galerie de l'Arlequin est composée du chef de service (1ETP), de son adjointe (1ETP), et de 2 secrétaires (1,5ETP)

**Les secrétaires** accueillent, informent, orientent les personnes âgées et participent à l'accompagnement administratif.

**Les conseillères d'aide sociale**, constituent les dossiers APA et d'Aide Sociale pour les personnes âgées et handicapées. Elles effectuent les enquêtes sur successions et aident à la constitution des dossiers d'obligation alimentaire ainsi que des dossiers d'ASPA (Allocation Spéciale aux Personnes Âgées). Elles participent à l'accompagnement administratif (fiche repas, téléalarme, aide à la déclaration des revenus, entrée en établissement, CAF, retraites complémentaire).

**Les assistantes sociales** évaluent les besoins sociaux et médico-sociaux des personnes âgées, élaborent les plans d'aide et en assurent le suivi, en lien avec les aidants familiaux et les partenaires du soutien à domicile.

(\*)Le financement par le CGI est en cours de discussion avec le CGI;  
les chiffres indiqués peuvent encore évoluer

## LES DEMANDES TRAITÉES PAR LE SERVICE SOCIAL :

Années	2009	2010
Nombre total	17186	19201

Types de demande	2009		2010	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Accès aux droits (accompagnement administratif)	3341	19.4%	2771	14.43%
Soutien à domicile (mise en place des services)	6727	38.03%	9668	50.35%
Aides financières	1800	10%	1753	9.13%
Logement	819	4.6%	749	3.90%
Sorties d'hospitalisation ( <sup>1</sup> )	703	4%	/	/
Hébergement en structure	1894	10.7%	2228	11.60%
Santé et soins	742	4.2%	911	4.74%
Protection de la personne	342	1.9%	428	2.23%
Relations familiales et aide aux aidants	491	2.8%	417	2.17%
Vie sociale et culturelle	227	1.2%	276	1.44%
<b>Total des demandes</b>	<b>17186</b>		<b>19201</b>	

(<sup>1</sup>) En 2010, les sorties d'hospitalisation ont été intégrées dans la catégorie "soutien à domicile"

## LES ENTRETIENS :

Types d'entretiens	ENTRETIENS AS		ENTRETIENS CAS		ENTRETIENS SECRÉTAIRES	
	PHYSIQUES <sup>(1)</sup>	TÉLÉPHONIQUES <sup>(2)</sup>	PHYSIQUES <sup>(1)</sup>	TÉLÉPHONIQUES <sup>(2)</sup>	PHYSIQUES <sup>(1)</sup>	TÉLÉPHONIQUES <sup>(2)</sup>
<b>EN 2010</b>	<b>6414</b>	<b>22539</b>	<b>2289</b>	<b>7449</b>	<b>2973</b>	<b>18903</b>

<sup>(1)</sup> base de données LOGICLIC

<sup>(2)</sup> Résultats d'un bâtonnage effectué du 15.11.10 au 15.12.10

## LES PERSONNES SUIVIES PAR LE SERVICE SOCIAL :

Le Département de l'Isère a passé une convention avec le CCAS de Grenoble pour l'accompagnement social des personnes âgées de + de 75 ans

Personnes suivies <sup>(1)</sup>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
Nombre	7015	<b>7328<sup>(2)</sup></b>

<sup>(1)</sup> Personne suivie : personne ayant adressé une ou plusieurs demandes au Service Social en 2009, lors d'un entretien physique, et pour laquelle il y a eu une ou plusieurs interventions

<sup>(2)</sup> dont 6080 personnes ont été suivies par les assistantes sociales

Années	<b>2009</b>	<b>2010</b>
HOMMES	33.91%	<b>32.20%</b>
FEMMES	66.09%	<b>67.80%</b>

Tranches d'âge	<b>2009<sup>(1)</sup></b>	<b>2010</b>
60 à 75 ans	26.63%	<b>25.56%</b>
+ 75 ans	73.37%	<b>74.44%</b>

<sup>(1)</sup> Depuis le 15/09/2009, le SSPA ne suit plus les nouveaux demandeurs de - 75 ans (à l'exception des demandeurs de l' APA ou d'un PAP)

## LES BENEFICIAIRES DE L'APA (Allocation Personnalisée à l'Autonomie)

Le département de l'Isère a passé une convention avec le CCAS de la Ville de Grenoble, lui déléguant la mise en œuvre de l'APA pour l'évaluation des besoins médico-sociaux, ainsi que l'élaboration, la mise en place et le suivi des plans d'aide.

ANNÉES	2009	2010
Nombre de VAD pour évaluer les besoins médico-sociaux (nouvelles demandes + révisions+ rejets)	1432	1486
Nombre de <b>bénéficiaires APA au 31/12</b> de chaque année (après arrêté de la CAPA)	1786 <sup>(1)</sup>	<b>2042<sup>(2)</sup></b>

(1) chiffres CGI

(2) chiffres SSPA-LOGICLIC

### Répartition de la dépendance des bénéficiaires APA au 31/12/2010 :

GIRS	GIR 1	GIR 2	GIR 3	GIR 4
En %	7.8%	22.4%	21.4%	48.4%

Base de données: LOGICLIC.

## LES BENEFICIAIRES D'UN PAP (Plan d'action personnalisé)

La CARSAT Rhône-Alpes a passé une convention avec le CCAS de la Ville de Grenoble, lui déléguant l'évaluation des besoins de ses ressortissants retraités en GIR 5 et 6, l'élaboration, la valorisation et le suivi du plan d'action personnalisé.

Nombre de bénéficiaires en 2009	Nombre de bénéficiaires en 2010
577	703

L'augmentation du nombre de bénéficiaires d'un PAP en 2010 s'explique par un retard important de la CARSAT dans le traitement des dossiers en 2009.

## LES BENEFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE LÉGALE

Les conseillères d'aide sociale constituent les dossiers d'aide sociale légale pour les personnes âgées et handicapées, afin de permettre la prise en charge par le Département des frais de restauration, aide ménagère à domicile et hébergement.

### Répartition des bénéficiaires d'aide sociale par type de demande :

PERSONNES AGÉES					PERSONNES HANDICAPÉES				
	Hébergement	Aide ménagère	Repas	Total	Hébergement	Aide ménagère	Repas	Total	Total général
2009	188	46	18	252	111	24	6	141	393
<b>2010</b>	<b>210</b>	<b>82</b>	<b>52</b>	<b>344</b>	<b>112</b>	<b>40</b>	<b>5</b>	<b>157</b>	<b>501</b>

## DISPOSITIFS DE PREVENTION

### SERVICE RESSOURCES PERSONNES ÂGÉES (SRPA)

Le **Service Ressource Personnes Âgées** est un "service ressource" pour les personnes âgées, leur entourage, les professionnels, et les associations ou autres partenaires. Ses missions s'articulent autour de 4 axes :

1. l'information des publics et des professionnels
2. la coordination à l'échelle des secteurs de la ville
3. l'observation sociale gérontologique et la gestion du système d'information du service Personnes Agées
4. le soutien logistique aux actions et dispositifs transversaux

#### 1) L'information

**Accueil téléphonique : 04.76.69.45.45**, numéro central d'accueil, d'écoute, d'information, de conseil et d'orientation, en faveur des publics âgés et de leur entourage.

	2009	2010	%
Nombre d'appels	1074	1142	+ 6.33%

Les mois où le nombre d'appels au 04.76.69.45.45 a été le plus important sont les mois de juillet, octobre et novembre 2010.

Les questions les plus fréquentes sont des demandes de renseignements sur les établissements d'hébergement, sur les services de soins ou d'aide à domicile. Elles sont formulées à parité par les personnes âgées et par leur entourage

#### Flash Info

Il s'agit de fiches d'information sur l'actualité gérontologique destinées aux professionnels et aux associations ou autres partenaires concernés par les problèmes de l'avancée en âge, diffusée via Internet (environ 360 destinataires) avec une parution hebdomadaire. 53 Flash Info ont été diffusés en 2010. Une circulation d'information modeste, mais utile et appréciée ...

Cet accueil téléphonique central, complémentaire de tous les autres (pôles gérontologiques, centres sociaux, etc.), garantit aux grenoblois (personnes âgées, membres de l'entourage, professionnels) de toujours trouver un interlocuteur et des éléments de résolution d'une situation-problème.

## 2) La coordination gérontologique de secteur

Le SRPA est garant de la tenue une fois par trimestre de Réunions de coordination **sur chacun des 6 secteurs de la Ville de Grenoble**.

L'objectif de ces coordinations est de réunir l'ensemble des acteurs développant l'action gérontologique, pour :

- mieux se connaître
- échanger des informations
- observer les problématiques propres au secteur
- améliorer les coopérations
- conduire des actions collectives

## 3) Actions et dispositifs transversaux

- **SOS Soutien à domicile** : dispositif interpartenarial d'aide à la vie et de soin permettant de répondre rapidement à des situations de crise pendant la période estivale du 15 juin au 31 août, dans le cadre du plan de prévention de la canicule.

En 2010, il y a eu 215 appels dont 78% étaient des demandes d'informations "classiques", 15% relevaient de l'écoute et 7% ont donné lieu à un signalement auprès des services sociaux.

- **Vivre à domicile sans être isolé** : réseau d'associations de bénévoles dont le but est de lutter contre l'isolement des personnes âgées et personnes handicapées en leur proposant des contacts réguliers par téléphone. En 2010, 192 personnes font partie du réseau. Le pilotage de ce réseau incombe désormais à la Direction de l'Action Sociale Territorialisée, à l'échelle des territoires d'actions sociales

- **Soutien aux aidants** :

Objectifs du dispositif :

- soutenir les familles (aidants naturels) qui prennent en charge au quotidien un parent dépendant.
- contribuer au maintien de la qualité de la vie des personnes âgées dépendantes à domicile.
- apporter aux familles un soutien psychologique et des temps de répit.
- préserver et améliorer la qualité de la relation aidants/aidés.

Cette action, menée en partenariat avec le CLARG, le Conseil Général de l'Isère et la CARSAT Rhône-Alpes, a proposé des réunions d'information, des rencontres d'échanges et de soutien (Cafés des aidants), des ateliers pratiques (gestion du stress...). Elle apparaît aujourd'hui comme devant constituer un axe majeur de développement de l'action gérontologique, la moyenne et parfois la grande dépendance se vivant d'abord au domicile habituel, avec l'aide de l'entourage familial, amical ou de voisinage et non en établissement d'hébergement.

**- Le Registre communal des personnes en situation de fragilité :**

A la suite de campagnes d'inscription, tant dans la période estivale qu'à l'occasion des festivités de Noël, plus de 1003 personnes sont inscrites à la fin 2010 sur ce registre rendu obligatoire par des loi et décret de 2004.

A noter que le CCAS a passé une convention avec le service de Sécurité Civile de la Ville, pour pouvoir, grâce à un automate d'appel, informer toutes les personnes inscrites sur ce registre, d'alertes climatiques ou autres risques.

## SERVICES A LA PERSONNE

### RESTAURATION A DOMICILE

#### 1 – Nombre de repas livrés

2009	2010	Ecart 2009/2010
122 891	119 481	-2,8%

#### 2 – Taux de couverture Dépenses/Recettes

#### Qui sont les usagers en 2010 ?

- 807 usagers différents
- dont femmes : 71,8% et hommes : 28,2%
- Moyenne d'âge : 83 ans
- Nombre de centenaires : 5
- Nombre de couples : 53

Nombre de personnes vivant seules à leur domicile : 633 dont :

- 354 sont livrées 7/7
- 88 sont livrées 6/7
- 140 sont livrées 5/7

Plus de 75% des personnes bénéficiant de la restauration à domicile vivent seules

De plus en plus de personnes réduisent leur demande à la restauration à domicile pour des raisons économiques

	2009	2010	Couverture Dep/Rec
<b>DEPENSES</b>	1 293 080	1 378 762	
<b>RECETTES</b>	973 035	972 276	70,52%
<b>Usagers</b>	936 509	940 174	68,19%
<b>Département</b>	30 467	23 127	1,68%
<b>Autres</b>	6 059	8 975	0,65%
<b>Résultat</b>	320 045	406 486	29,48%

Le Service Restauration a Domicile s'inscrit dans la politique gérontologique de la ville et contribue au soutien a domicile des personnes âgées du fait de son action et du lien entretenu avec les autres services de soutien a domicile du CCAS et d'autres services intervenant sur le territoire de la ville de Grenoble.

Les 9 Agents sociaux de restauration livrent chaque jour les repas aux domiciles des grenoblois :

- retraités de plus de 60 ans en situation de fragilité,
- personnes de moins de 60 ans, à titre dérogatoire, dans l'incapacité de préparer leurs repas, reconnues par la CARSAT ou par la CDAPH

### SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE (SSIAD)

Le service de soins infirmiers à domicile compte trois Antennes :

Le SSIAD Belledonne présent sur les secteurs 4 et 6

Le SSIAD Chartreuse présent sur les secteurs 2 et 5

Le SSIAD Vercors présent sur les secteurs 1 et 3

### Nombre de journées réalisées et taux d'occupation

Activité	2009	2010	Ecart 2009/2010
Capacité (places)	249 <sup>(1)</sup>	249 <sup>(1)</sup>	0
Nombres de journées	67 768	68 928	1,71%
Taux d'occupation	74,56%	75,87%	1,76%
Prix à la journée	39,98	40,46	1,20%

(1) 240 places personnes âgées + 9 places handicapées

Si le taux d'occupation se situe aux alentours de 75% en moyenne sur l'année, le taux d'occupation des aides-soignantes est bien de 100%, ce qui traduit la lourdeur des prises en charges nécessitant davantage de temps de soins auprès des patients et de plus en plus d'interventions à deux aides-soignantes.

L'exercice 2010 connaît un résultat d'exploitation positif, malgré l'absence de reprise d'excédent comme les années antérieures.

### SSIAD : taux de couverture dépenses/recettes

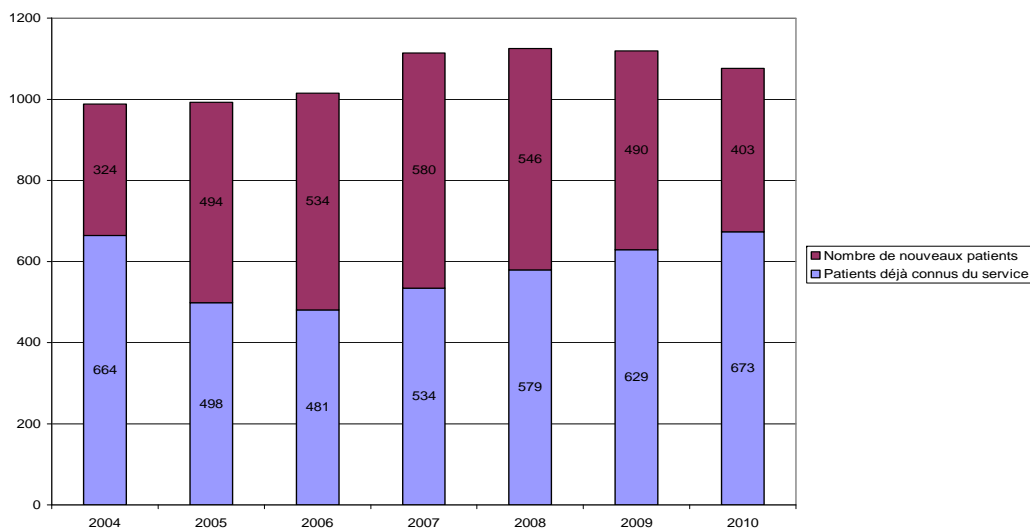
SSIAD	2009	2010	Part dans Dep. total
Frais de personnel	2 762 256	2 842 669	83,70%
Autres dépenses	148 022	153 532	4,52%
Provisions	0		0,00%
Frais de siège	392 033	399 978	11,78%
<b>DEPENSES</b>	<b>3 302 311</b>	<b>3 396 179</b>	<b>Couverture Dep/Rec</b>
<b>RECETTES</b>	<b>3 660 288</b>	<b>3 419 580</b>	
CARSAT	3 121 855	3 217 987	94,8%
Autres	17 220	52 443	1,5%
Reprise résultat exercices précédents	521 213		4,4%
<b>Résultat exercice</b>	<b>357 977</b>	<b>23 401</b>	<b>10,8%</b>

## CENTRE DE SOINS INFIRMIERS (CSI)

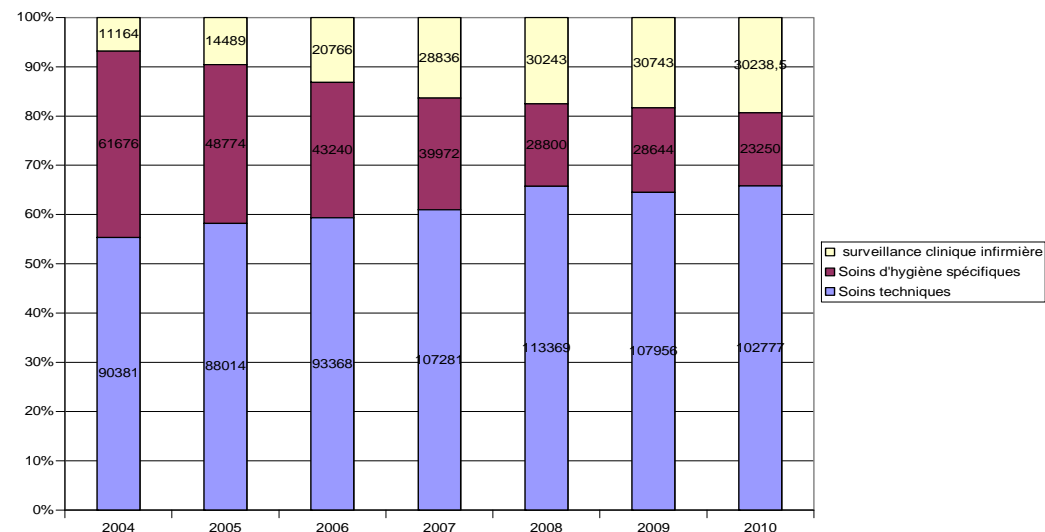
Pour 2010, le Centre de Soins Infirmiers a réalisé les soins suivants :

	2010
Actes Médicaux Infirmiers (AMI)	102840
Actes Infirmiers de Soins (AIS)	50846
Démarche de soins Infirmiers (DI)	529

Evolution du nombre de patients pris en charge



Evolution de la nature de l'activité



	2009	2010	Evolution
DEPENSES	1 027 487	1 123 854	9,38%
RECETTES	757 559	682 233	-9,94%
Usagers+1/3 payant	642 444	578 406	-9,97%
CARSAT	102 712	86 170	-16,11%
autres	12 403	17 657	42,36%
RESULTAT	-269 928	-441 621	63,61%

Le nombre total d'actes réalisés par le CSI s'élève à 154213, en retrait par rapport à 2009 (164 916).

Le financement à l'acte basé sur une nomenclature d'actes de soins techniques ne finançant que les actes techniques est de moins en moins adapté à l'évolution de l'activité du service, résolument tournée vers la prise en charge de situations médico-sociales complexes insuffisamment prises en charges par le secteur libéral.

**APPARTEMENTS REGROUPES A SERVICES PARTAGES Les Vignes (ARSP)**  
**une expérience originale de mutualisation de services**

<b>ARSP Les Vignes</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
Frais de personnel		
Autres dépenses	46 372	83 669
Frais de siège	6 635	11 855
DEPENSES	53 007	95 524
RECETTES	0	0
RESULTAT	-53 007	-95 524

Si le concept ARSP continue de satisfaire les personnes âgées accueillies et leur entourage, il se heurte de façon préoccupante aux normes HLM opposables aux usagers potentiels, qui de fait ont des revenus trop importants en regard de ces normes

La charge de la continuité de présence et des loyers, dûs au titre de la vacance d'appartements pèse donc sur le CCAS.

## CENTRE D'ACCUEIL DE JOUR LES ALPINS

### Activité

	2008	2009	2010	<i>Ecart 2010/2009</i>
<b>Nombre de journées</b>	4204	3 948	<b>4 012</b>	<b>1,6%</b>
Accueils à la journée	3809	3 629	3 672	
Accueils à la demi-journée	790	639	679	
<i>Nombre moyen d'accueils journaliers</i>	<i>18,18</i>	<i>16,90</i>	<i>15,40</i>	

Dans le cadre du projet d'établissement, les actions d'amélioration ont porté sur les procédures d'accueil et d'admission, l'information des familles, le dossier et protocoles médicaux, l'organisation de l'animation, la restauration, le travail en réseau. Deux sessions de rencontres à destination des aidants ont été réalisées.

### GMP : GIR Moyen Pondéré au 31-12-2010

2009	2010
634	644

Le GMP, en hausse de 10 points, correspond à un accueil de personnes présentant des troubles cognitifs plus sévères.

## Taux de couverture dépenses/recettes

Centre de Jour	2009	2010	Evolution	Hébergement	Dépendance	Soins	Part/dépenses totales
Frais de personnel	356 114	372 385	4,57%	115 058	98 456	158 871	73,36%
Autres dépenses	71 839	85 825	19,47%	69 783	525	15 517	16,91%
Frais de siège	36 548	36 758	0,57%	36 758			7,24%
Reprise résultat n-2	14 925	12 623	-15,43%		12 623		2,49%
<b>DÉPENSES</b>	<b>479 426</b>	<b>507 590</b>	<b>5,87%</b>	<b>221 599</b>	<b>111 604</b>	<b>174 388</b>	<b>Couverture Recettes/Dépenses</b>
<b>RECETTES PROPRES</b>	<b>474 246</b>	<b>493 068</b>	<b>3,97%</b>	<b>201 500</b>	<b>95 260</b>	<b>196 308</b>	<b>97,1%</b>
Usagers	97 116	114 297	17,69%	114 297		-	22,5%
CARSAT (via ARS)	149 782	196 308	31,06%			196 308	38,7%
Département	116 268	93 979	-19,17%		93 979		18,5%
Autres dont participation CCAS	101 536	88 484	-12,85%	87 203	1 281		17,4%
Reprise résultat n-2	9 544	-	-100,00%				0,0%
<b>Résultat</b>	<b>- 5 180</b>	<b>- 14 522</b>		<b>- 20 099</b>	<b>- 16 344</b>	<b>21 920</b>	

**Le taux d'occupation** (92%) a évolué positivement, lié à l'amélioration du nombre d'entrées et la baisse des sorties. Cependant, un taux constant de 10 à 15% d'absences occasionnelles non facturées pèse sur l'équilibre budgétaire.

Le rattrapage du taux d'occupation est insuffisant à ce stade pour compenser un léger déficit d'exploitation. **Le renouvellement en perspective de la convention tripartite**, discutée en 2010, va permettre de réduire le déficit, tout en améliorant la qualité de l'accueil grâce à des moyens complémentaires.

## 6.2 - POLITIQUE D'ACCUEIL EN ETABLISSEMENTS D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES - EHPAD

### Tendances 2010

**En matière de politique d'accueil en EHPAD** conduite en partenariat avec le Conseil Général de l'Isère et la forte implication du secteur associatif, l'année 2010 aura été marqué :

- par le développement de l'activité de l'**EHPAD Vigny Musset**, établissement de 80 lits initié par le CCAS et géré par la Mutualité Française de l'Isère (MFI)
- par la construction (sous l'égide de PLURALIS, bailleur social) de la **Maison Bois d'Artas**, établissement de 80 lits (avec unité psycho gériatrique et hébergement temporaire) initié par le CCAS et dont la gestion sera assurée également par la MFI
- par la poursuite de la **transformation du projet institutionnel des Delphinelles**, après la fermeture des unités Vaucanson et Abbaye ; avec en 2010, la conception du Petite Unité de Vie Abbaye qui fonctionnera en partenariat avec le SSIAD du CCAS, l'ADPA (aide à domicile) et sera gérée par la MFI, le maintien de l'activité de la PUV Teisseire dans l'attente de l'ouverture de la Maison Bois d'Artas – avec exploration de projets alternatifs en partenariat avec Habitat et Humanisme ou le CHU de Grenoble
- par la suspension d'avancées conventionnelles avec l'ARS et le Conseil Général, en regard des besoins d'évolution des **EHPAD Lucie Pellat** (hébergement temporaire) et **Saint Bruno** (amélioration requise de la prise en charge sanitaire), du fait de l'insuffisance d'enveloppes financières disponibles.

## NOMBRE DE JOURNÉES RÉALISÉES

EHPAD	2009	2010	Ecart 2009/2010	% écart
<b>Lucie Pellat</b>	27 890	27 857	- 33	- 0,12%
<b>St Bruno</b>	26 942	27 295	353	1,31%
<b>Narvik</b>	16 149	16 095	- 54	- 0,33%
<b>Les Delphinelles</b>	19 822	8 797	- 11 025	- 56%

La baisse importante de l'activité des Delphinelles est la conséquence de la fermeture en année pleine de ses unités Abbaye et Vaucanson en 2009.

## TAUX D'OCCUPATION

EHPAD	2009		2010	
	F1 bis	F2	F1 bis	F2
<b>Lucie Pellat</b>	99.23 %	94.23 %	90,66%	89,55%
<b>St Bruno</b>	99.59 %	97.95 %	99.34 %	100%
<b>Narvik</b>	97.70 %	-	97.38 %	-
<b>Delphinelles</b>	93.13 %	-	96.41 %	-

## GMP au 31/12/10

Le GMP			
Établissements	2008	2009	2010
<b>Lucie Pellat</b>	430	455	485
<b>St Bruno</b>	451	430	417
<b>Narvik</b>	739	791	779
<b>Delphinelles</b>	720	710	731

**Lucie Pellat** : la montée progressive correspond à l'objectif d'évolution du GMP à 600, prévu dans le cadre du renouvellement de la convention tripartite.

**St Bruno** : le GMP est légèrement en dessous de l'objectif conventionnel de 430.

**Narvik** : le GMP est toujours largement supérieur à sa valeur conventionnelle fixée à 750.

## EHPAD LUCIE PELLAT

### Taux de couverture dépenses/recettes

EHPAD Lucie Pellat avec reprise des résultats	2009	2010	Ecart		Hébergement	Dépendance	Soins	Part dans Dépenses totales
Frais de personnel	1 321 300	1 453 461	132 161	10,00%	587 945	333 120	532 396	58,87%
Autres dépenses	621 015	741 997	120 982	19,48%	664 280	31 605	46 112	30,05%
Frais de siège prévu	105 597	128 626	23 029	21,81%	128 626			5,21%
Frais de siège Complément	119 215	94 193	-25 022	-20,99%	94 193			3,82%
Reprise résultat n-2	176 451	50 526	125 925	-71,37%		15 299	35 227	2,05%
<b>DÉPENSES</b>	<b>2 343 578</b>	<b>2 468 803</b>	<b>125 225</b>	<b>5,34%</b>	<b>1 475 044</b>	<b>380 024</b>	<b>613 735</b>	<b>Couverture Recettes/Dépenses</b>
<b>RECETTES</b>	<b>2 273 879</b>	<b>2 363 112</b>	<b>89 233</b>	<b>3,92%</b>	<b>1 404 025</b>	<b>346 645</b>	<b>612 442</b>	<b>95,7%</b>
Usagers	1 186 269	1 252 778	66 509	5,61%	1 121 065	131 713	0	50,7%
CARSAT	505 658	565 490	59 832	11,83%			565 490	22,9%
Département /asl/apa	189 641	264 043	74 402	39,23%	91 489	172 554		10,7%
Reprise résultat n-2		19 264	19 264		19 264			0,8%
Subvention Ville	<b>268 833</b>	<b>108 736</b>	<b>-160 097</b>	<b>-59,55%</b>	108 736			4,4%
Autres dont CNSA	123 478	152 801	29 323	23,75%	63 471	42 378	46 952	6,2%
<b>Résultat</b>	<b>-69 699</b>	<b>-105 691</b>	<b>-35 992</b>	<b>51,64%</b>	<b>-71 019</b>	<b>-33 379</b>	<b>-1 293</b>	<b>-4,3%</b>

Le déficit des sections Hébergement et Dépendance se creuse. Il est lié à l'adaptation des dépenses (notamment de personnel) à la montée de la prise en charge de la dépendance au sein de l'équipement. Les recettes liées à la hausse du GMP n'ont pas suivi à la même hauteur, en raison des décalages entre l'ajustement du personnel nécessaire à la prise en charge de la dépendance, et l'attribution effective des financements correspondants. Toutefois, on soulignera la réduction du recours à la subvention de la Ville.

## EHPAD SAINT BRUNO

EHPAD St Bruno	2009	2010	Ecart		Hébergement	Dépendance	Soins	Part dans Dépenses totales
Frais de personnel	1 204 102	1 245 188	41 086	3,41%	565 886	281 647	397 655	54,32%
Autres dépenses	896 021	763 145	-132 876	-14,83%	706 284	18 065	38 796	33,29%
Frais de siège prévu	108 395	112 919	4 524	4,17%	112 919			4,93%
Frais de siège Complément	121 794	85 094	-36 700	-30,13%	85 094			3,71%
Reprise résultat n-2	77 072	86 105	9 033	11,72%	55 370	30 735		3,76%
<b>DÉPENSES</b>	<b>2 407 384</b>	<b>2 292 451</b>	-114 933	<b>-4,77%</b>	<b>1 525 553</b>	<b>330 447</b>	<b>436 451</b>	<b>Couverture Recettes/Dépenses</b>
<b>RECETTES PROPRES</b>	<b>2 345 353</b>	<b>2 276 454</b>	-68 899	<b>-2,94%</b>	<b>1 530 362</b>	<b>310 896</b>	<b>435 196</b>	<b>99,3%</b>
Usagers	1 078 480	999 801	-78 679	-7,30%	944 546	110 918		43,6%
CARSAT	429 221	434 372	5 151	1,20%			434 372	18,9%
Département /asl/apa	363 329	458 686	95 357	26,25%	331 696	126 989		20,0%
Subvention Ville	343 048	135 219	-207 829	-60,58%	95 702	39 456		5,9%
Autres	119 434	247 552	128 118	107,27%	158 418	33 533		10,8%
Reprise résultat n-2	11 841	824	-11 017	-93,04%			824,32	0,0%
<b>Résultat</b>	<b>-62 031</b>	<b>-15 997</b>	46 034	-74,21%	<b>4 809</b>	<b>-19 551</b>	<b>-1 254,68</b>	

L'amélioration de la gestion est liée à une meilleure maîtrise des dépenses de fonctionnement, d'autant plus opportune que la subvention de la Ville avait été diminuée.

Le financement attendu de l'ARS n'a pas été obtenu ; en dépend la qualité de la prise en charge sanitaire.

## EHPAD NARVIK

### Taux de couverture dépenses/recettes

EHPAD Narvik	2009	2010	Ecart		Hébergement	Dépendance	Soins	Part dans Dépenses totales
Frais de personnel	1 352 917	1 296 734		-4,15%	377 729	278 514	640 491	60,29%
Autres dépenses	528 442	597 124		13,00%	508 484	61 584	27 056	27,76%
Frais de siège	217 602	203 125		-6,65%	203 125			9,44%
Reprise résultat n-2	17 716	53 723		203,25%	23 660	30 063		2,50%
<b>DÉPENSES</b>	<b>2 116 677</b>	<b>2 150 706</b>		1,61%	<b>1 112 998</b>	<b>370 161</b>	<b>667 547</b>	<b>Couverture Recettes/Dépenses</b>
<b>RECETTES</b>	<b>2 067 668</b>	<b>2 096 275</b>		1,38%	<b>1 111 124</b>	<b>318 184</b>	<b>666 967</b>	<b>97,5%</b>
Usagers	762 325	982 022		28,82%	709 846	272 176	0	45,7%
DDASS / CARSAT / CPAM	666 818	666 967		0,02%			666 967	31,0%
Département	345 266	202 415		-41,37%	175 129	27 286		9,4%
Subvention Ville	188 259	125 579		-33,29%	125 579			5,8%
Autres	105 000	119 292		13,61%	100 570	18 722		5,5%
<b>Résultat</b>	<b>-49 009</b>	<b>-54 431</b>		11,06%	<b>-1 874</b>	<b>-51 977</b>	<b>-580</b>	-2,5%

L'année 2010 a été moins agitée que 2009. Elle a ainsi permis la réécriture et la finalisation des protocoles de travail. Il s'est agi également de faire vivre la formation Humanitude initiée l'année précédente. Mais 18 décès ont marqué l'année.

La gestion reste perfectible, ce qui est nécessaire pour diminuer la subvention de la Ville amorcée en 2010 et anticiper la diminution annoncée du financement de l'ARS.

## EHPAD LES DELPHINELLES

### Taux de couverture dépenses/recettes

Les Delphinelles	2009	2010	Ecart		Hébergement	Dépendance	Soins	Part dans Dépenses totales
Frais de personnel	1 978 575	885 016	-1 093 559	-55,27%	366 840	207 145	311 031	40,99%
Autres dépenses	1 079 381	777 332	-302 049	-27,98%	735 888	13 881	27 563	36,00%
Frais de siège	297 977	174 253	-123 724	-41,52%	174 253	0	0	8,07%
Reprise résultat n-2 (002)	220 247	322 690	102 443	46,51%	0	35 000	287 690	14,94%
<b>DÉPENSES</b>	<b>3 576 180</b>	<b>2 159 291</b>	-1 416 889	-39,62%	<b>1 276 981</b>	<b>256 026</b>	<b>626 284</b>	<b>Couverture Recettes/Dépenses</b>
<b>RECETTES</b>	<b>2 998 158</b>	<b>2 160 783</b>	-837 375	-27,93%	<b>1 314 427</b>	<b>269 317</b>	<b>577 040</b>	<b>100%</b>
Usagers	872 649	641 639	-231 010	-26,47%	459 963	181 676	0	29,72%
DDASS / CARSAT / CPAM	769 303	577 040	-192 263	-24,99%	0	0	577 040	26,72%
Département	616 767	384 317	-232 450	-37,69%	310 447	73 870	0	17,80%
Subvention ville prévue	385 564	176 439	-209 125	-54,24%	176 439			8,17%
Subvention ville complément frais siège	238 263	313 136	74 873	31,42%	313 136	0	0	14,50%
Autres	115 612	68 212	-47 400	-41,00%	54 442	13 770		3,16%
<b>Résultat</b>	<b>-578 022</b>	<b>1 492</b>	<b>579 514</b>	-100,26%	<b>37 445</b>	<b>13 291</b>	<b>-49 244</b>	
<b>Résultat hors subvention ville</b>	<b>-1 201 849</b>	<b>-488 083</b>	713 766	-59,39%	<b>-452 130</b>	<b>13 291</b>	<b>-49 244</b>	
<b>Résultat par places ( en moyenne 63 places en 2009 jusqu'au 09/11/2009 puis 44 puis 25)</b>	<b>-20 722</b>	<b>-19 523</b>	1 198	-5,78%				

2010 a été marquée par la réflexion sur l'avenir de la dernière unité de vie, celle des Delphinelles Teisseire, et l'élaboration des scénarios envisageables. Cette situation d'expectative a généré de l'inquiétude parmi les résidents, familles et personnel, qu'il a fallu rassurer.

Parallèlement, une politique de réduction des remplacements et de rationalisation des postes budgétaires a été menée. Il faut noter une reprise du déficit antérieur sur la section Soins, compensée par l'ARS.

**Les ressources humaines  
au CCAS :**

**1 347 agents en service actif  
au 31/12/2010**



**07**

# **La Direction Ressources humaines**



## **La Direction des Ressources Humaines**

- Relations sociales
- Secteur Gestion administrative
- Secteur Évolution Ressources et Compétences
- Études statutaires
- Service Médecine préventive
- Service Prévention des risques professionnels
- Service social du personnel

## TENDANCES

**Le service RH contribue à l'adaptation permanente des hommes et des organisations aux missions et projets de l'institution. Il est force de proposition sur tout ce qui peut améliorer l'efficacité individuelle et collective. Il assure la gestion administrative et statutaire des agents du CCAS. Il apporte un soutien au fonctionnement quotidien des Directions (recrutement, remplacements, mobilité), participe au bon déroulement des instances représentatives du personnel.**

### Réalisations significatives en 2010 :

- accompagnement de la mise en place de la nouvelle organisation (notamment fiches de postes, premiers travaux sur la transversalité, protocole d'accord avec les organisations syndicales)
- développement des compétences collectives métier / augmentation des formations qualifiantes et diplômantes visant une évolution professionnelle. Ces demandes sont instruites par une "commission formation" tripartite et validées par la DGS.
- développement d'un parcours qualifiant sur le métier en tension d'aide-soignante pour 6 jeunes et accompagnement en VAE de 4 agents du CCAS sur ce métier.
- mise en place d'un compte épargne temps / mise en place d'un régime indemnitaire pour les agents remplaçants dès leur recrutement.
- développement de "pools" de remplacements nouveaux (équipements personnes âgées) permettant une gestion de proximité des besoins
- un nouveau guide des remplacements a été réalisé en collaboration avec les responsables de service. Il permet d'explicitier les principes, règles et procédures applicables au sein de l'institution et donc, de recourir de façon plus ciblée à des remplacements
- des tests de "mise en situation professionnelle" continuent à être développés et sont utilisés lors des recrutements
- la démarche d'évaluation des risques au poste de travail afin d'élaborer le "document unique" se poursuit. Un sondage a été mené sur la qualité de vie au travail au CCAS.
- la démarche de dématérialisation grâce à un nouvel outil de gestion du personnel remplaçant se finalise. Le nouveau logiciel Régence doit permettre un pilotage par les Directions d'Action Sociale et sera utilisé comme outil de gestion.

# STRUCTURE DE L'EFFECTIF

## EFFECTIF ACTIF AU 31 DECEMBRE 2010

### EFFECTIF TOTAL EN POSITION ADMINISTRATIVE "ACTIVITE" (1)

(1) Tous agents inscrits à l'effectif du CCAS au 31/12 (y compris agents en arrêt de maladie et en formation)

AGENTS PERMANENTS	nb d'agents					nb d'ETP				
	2010	2009	2008	2007	Diff	2010	2009	2008	2007	Diff
Titulaires et stagiaires	844	848	858	851	-4	783,6	785,5	794,9	786,2	-1,9
Assistants maternelles	97	101	107	114	-4	97,0	101,0	107,0	114,0	-4,0
Non titulaires sur poste permanent	79	76	86	93	3	69,6	65,6	74,4	79,9	3,9
<b>TOTAL</b>	<b>1020</b>	1025	1051	1058	-5	<b>950,1</b>	952,1	976,3	980,1	-2,0

Détail des 79 agents non tit perm : 52 agents recrutés en attente de concours, de nationalité ou non titularisables, 19 contractuels, 7 médecins contractuels, 1 médecin payé à la consultation

AGENTS NON TIT NON PERM	nb d'agents					nb d'ETP				
	2010	2009	2008	2007	Diff	2010	2009	2008	2007	Diff
Non titulaires horaires	82	59	54	61	23	42,7	30,2	27,5	29,9	12,5
Non titulaires horaires (gardes LFPA)	25	21	23	25	4	9,7	8,1	10,2	10,2	1,6
Non titulaires mensuels	155	182	152	154	-27	136,6	158,5	131,3	137,9	-21,9
<b>TOTAL</b>	<b>262</b>	262	229	240	0	<b>188,9</b>	196,7	169,0	178,0	-7,78

EMPLOIS D'INSERTION	nb d'agents					nb d'ETP				
	2010	2009	2008	2007	Diff	2010	2009	2008	2007	Diff
Adulte relais	1	1			0	1,0	1,0			0,0
Apprentis	19	21	19	17	-2	19,0	21,0	19,0	17,0	-2,0
Contrat d'avenir			5	26				1,9	19,2	
Contrat emploi consolidé				1					1,0	
Contrats accompagnement emploi	42	30	35	27	12	29,1	21,2	17,4	20,0	7,9
Parcours emploi Isère	3	8	5		-5	2,1	5,6	2,3		-3,5
<b>TOTAL</b>	<b>65</b>	60	64	71	5	<b>51,2</b>	48,8	40,6	57,3	2,4
<b>TOTAL GENERAL effectif actif</b>	<b>1347</b>	1347	1344	1369	0	<b>1 190,2</b>	1 197,6	1 185,9	1 215,4	-7,3

//

L'effectif global au 31 décembre 2010 est stable par rapport à l'année précédente.

Effectif permanent : 1020 agents

Effectif non permanent : 262 agents

Emplois d'insertion : 65 agents

soit 1 347 agents en service actif.

## SECTEUR GESTION ADMINISTRATIVE ET STATUTAIRE

### INDICATEURS DE GESTION

Promotions	2010	2009	2008	2007
Avancements de grade	59	93	73	110
Promotions internes	3	5	5	9
Avancements d'échelon	254	370	401	296

Nombre de CAP	1	2	2	5
Nombre de courriers envoyés	2708	2685	2 663	2 768
Nombre d'arrêtés pris	3360	3865	3 449	4 154
Nombre d'arrêts maladie	2 218	2785	2 683	2 660

- Au vu des évolutions législatives sur **la retraite**, l'activité sur cette thématique a été particulièrement forte en 2010 : 120 simulations ont été réalisées, notamment pour les parents de 3 enfants ayant 15 ans de services et au-delà des dossiers de liquidation courants. D'une manière générale la demande de renseignements et de simulations relatifs à la retraite en vue de décisions futures s'accroît de manière significative.
- Le développement d'un logiciel permettant **le suivi des remplacements** a été finalisé en 2010 et mis en œuvre en 2011. Cet outil devra permettre à tous, services, Direction d'action social, Direction des Ressources Humaines et Direction Générale d'avoir une vision en temps réel du volume de remplacements et de permettre un meilleur pilotage. Il permettra également de fiabiliser les éléments transmis pour la paie.
- La mise en place d'un logiciel de gestion de la **Formation professionnelle** intégré au logiciel Carrière-Paie est en cours après une phase de reprise de données/ tests et améliorations menée en commun par le service Gestion administrative, le service Formation et la DSIT.
- Suite à la réorganisation des directions d'action sociale, **un nouvel organigramme** a été mis en place dans le logiciel de GRH, qui a exigé un important travail de paramétrage, de saisie, et d'harmonisation avec le service des Finances.

## AGENTS NON TITULAIRES REMPLACANTS

Secteurs	Agents non titulaires (1)		Agents remplaçants en activité			Intégration définitive des remplaçants au CCAS en 2010
	2010	2009	Au 31/12/2010			
				<i>Horaire</i>	<i>Mensuels</i>	
Petite Enfance (★)	102	117	67	6	61	4
P. Agées	184	224	103	44	59	5
DGA chargée des ressources dont DRH et Affaires Techniques et programmes	40	45	14		14	1
DIRGEN	3	1	1		1	
Développement social et solidarité	93	117	52	32	20	1
<b>TOTAL</b>	<b>422</b>	<b>504</b>	<b>237</b>	<b>82</b>	<b>155</b>	<b>11</b>

2009	2010
2093	2126

**+ 1,57 % de candidatures spontanées**

(★) ne sont pas comptabilisés les 26 remplaçants titulaires de la sectorisation Petite Enfance

//

Le nombre d'agents ayant effectué un ou plusieurs remplacements baisse significativement.

L'institution veille à réduire la précarité de ces agents en leur proposant, chaque fois que cela est possible, des missions successives.

(1) Nombre d'agents non titulaires ayant effectué un remplacement

### Bilan des contrats de droit privé: 82 agents ont travaillé au CCAS avec ce type de contrat sur l'année 2010

Contrats aidés	Agents en contrat au 31/12/10	Agents n'étant plus en contrat au 31/12/10	Agents en situation d'emploi ou de formation à l'issue du contrat
<b>Contrat d'Accompagnement dans l'emploi</b> (début du dispositif : 1/05/2005 à fin décembre 2009)	42	30	25
<b>Contrat d'Accompagnement dans l'emploi Passerelle</b>	0	1	1
<b>Parcours Emploi Isère</b> (début du dispositif 1 <sup>er</sup> mai 2008 fin le 31 décembre 2009)	3	5	3
<b>Adulte relais</b> (début du contrat 1 <sup>er</sup> octobre 2009)	1	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>46</b>	<b>36</b>	<b>29</b>

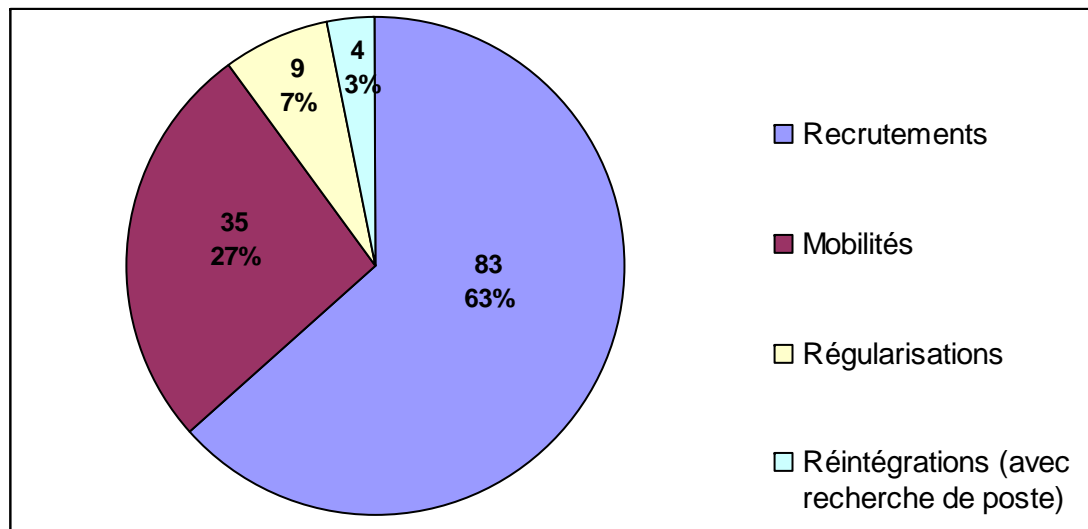
Le CCAS poursuit l'effort en direction des contrats d'apprentissage avec une ouverture sur les métiers d'aide soignants et d'auxiliaire de puériculture en 2011 (métiers en tension au CCAS).  
La mesure Parcours Emploi Isère a pris fin en décembre 2009  
Mise en place du Contrat Unique d'Insertion en janvier 2010

**32 apprenti(e)s :** - 3 BTS Assistante Manager - 2 BTS Économie Sociale et Familiale - 1 Gestionnaire d'entreprise d'économie sociale et solidarité  
ont travaillé au CCAS - 10 Bac professionnel secrétariat - 6 Aides soignants - 9 CAP petite enfance - 1 titres Agent d'hôtellerie

**706 stagiaires ont été accueillis par les structures et au siège du CCAS :** (332 Petite Enfance ; 189 DAST ; 38 DIOS ; 137 DEH ; 2 DATPRO ; 4 DRH ; 1 Sce PRP ; 1 SG ; 1 Sce ASCR ; 1 Sce Finances).

## SECTEUR EVOLUTION RESSOURCES COMPETENCES \_ Pôle recrutement mobilité

Nombre de Recrutements et Mobilités en 2010 = 128

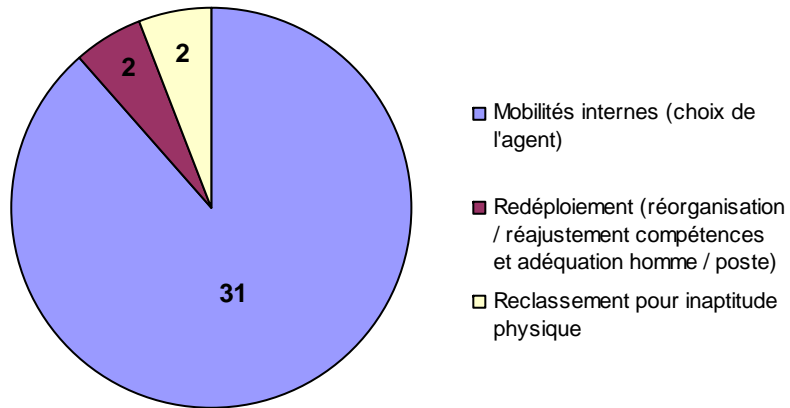


Nombre de postes par catégorie et nature du recrutement	Recrutements	Mobilités	Régularisations	Réintégrations	
Nombre de postes de catégorie A = 15	14	1			dont 9 postes de Responsable
Nombre de postes de catégorie B+ = 19	12	7			dont 1 poste de Responsable
Nombre de postes de catégorie B = 21	13	5	2	1	
Nombre de postes de catégorie C+ = 67	38	19	7	3	
Nombre de postes de catégorie C = 9	6	3			

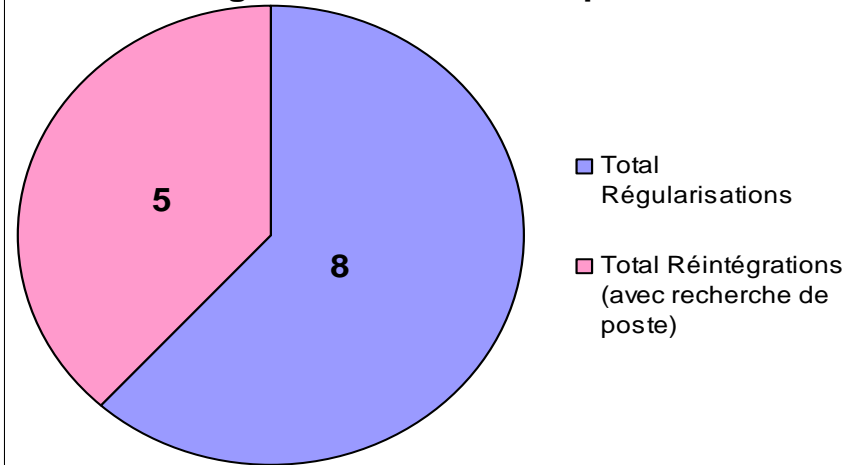
### Créations "pures" sans redéploiement de poste :

- 0,35 de psychologue classe normale EHPAD Lucie Pellat (convention tripartite)
- 1 poste de Responsable de relais assistantes maternelles Eaux Claires
- 0,50 poste d'Auxiliaire de Puériculture Maison de l'enfance Mistral
- 1 poste d' Agent Spécialisé Petite Enfance EAJE Collectif St Bruno (transformation de poste d'Assistante Maternelle)

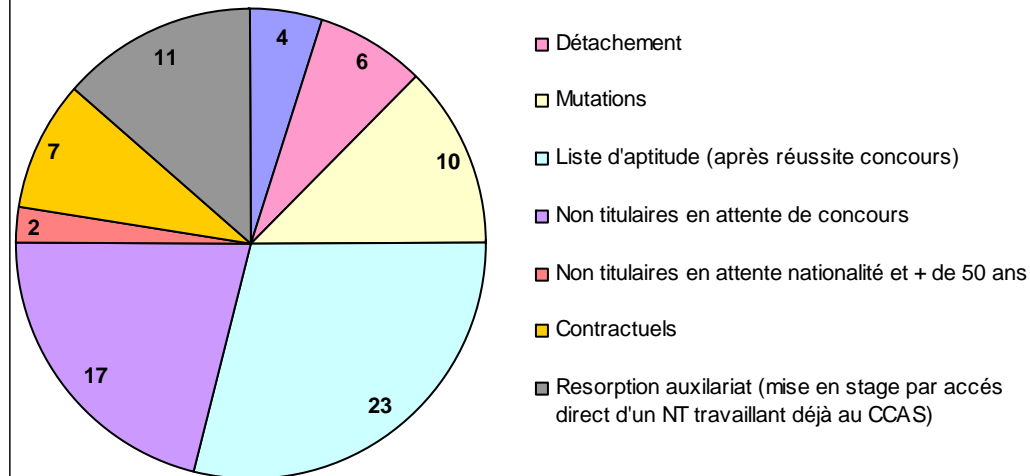
### Mobilités internes : 35



### Réintégration recherche de poste : 11



### Recrutements : 80



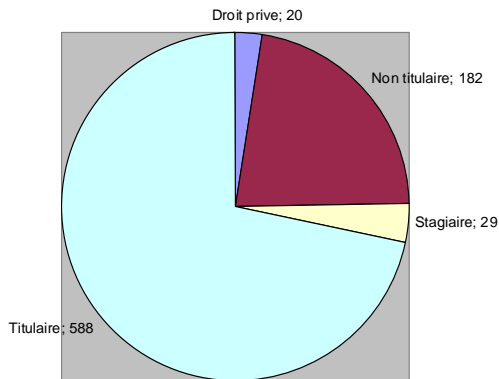
## SECTEUR EVOLUTION RESSOURCES COMPETENCES \_ Pôle formation

Sur l'année 2010, le service formation comptabilise 1718 départs en formations qui concernent 799 agents du CCAS.

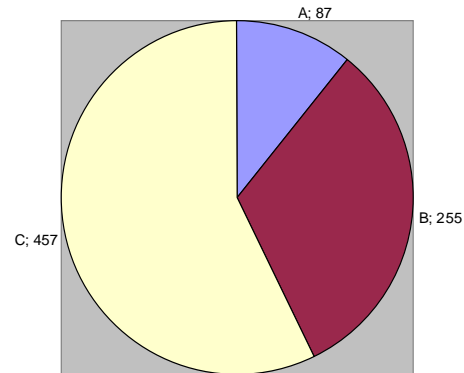
Le volume global des départs en formations correspond à 3921 jours de formation soit 21 373,85 heures, soit 15 ETP.

Sur les 1718 départs, on identifie 406 départs au CNFPT, 419 départs en formations animées par un formateur interne et 244 départs en colloques.

Statut des agents partis en formation



Catégorie hiérarchique des agents partis en formation

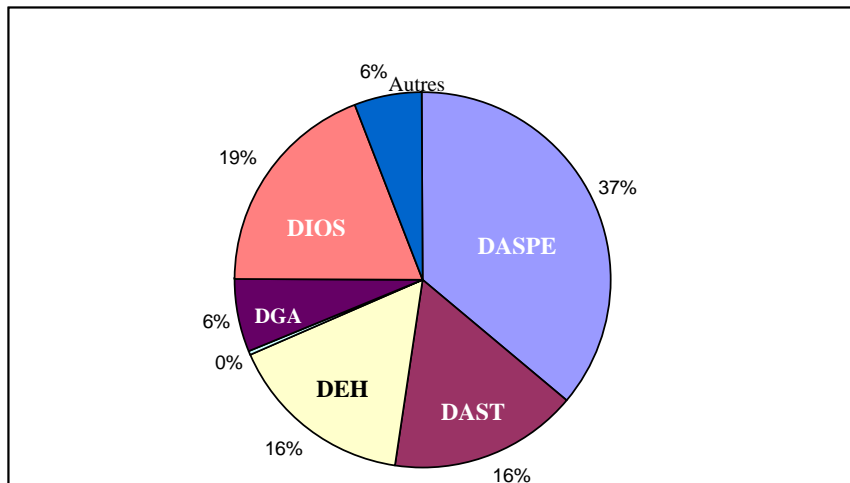


Grandes thématiques de formation	Nombre de Départs
PETITE ENFANCE	213
GERONTOLOGIE	227
REPERES OUTILS PROFESSIONNELS	115
SECURITE ET PREVENTION	286
EVOLUTION PROFESSIONNELLE	147
DEVELOPPEMENT SOCIAL ET INSERTION	58
MANAGEMENT	58
TECHNIQUE	50
RESSOURCES HUMAINES	20
JURIDIQUE	15
FINANCES / COMPTABILITE	10
DIVERS	5
<b>COLLOQUE</b>	<b>244</b>
<b>INFORMATIQUE</b>	<b>270</b>
<b>Total des départs en formation</b>	<b>1718</b>

Thématique petite enfance	Nombre de départs
ACCUEIL DES ENFANTS EN DIFFICULTE	36
CONNAISSANCE PETITE ENFANCE	15
EVEIL CULTUREL ARTISTIQUE PE	48
L'ENFANT ET SA FAMILLE	114
<b>Total</b>	<b>213</b>

Thématique personnes âgées	Nombre de départs
ACCOMPAGNEMENT EN FIN DE VIE	33
CONNAISSANCES DE BASE	9
MALTRAITANCE ET BIENTRAITANCE	47
PRISE EN CHARGE HANDICAP	23
PROJET REGLEMENT QUALITE PA	3
RELATIONS AVEC LES FAMILLES	15
SOINS ET CLINIQUE	69
TROUBLES DU COMPORTEMENT	28
<b>Total</b>	<b>227</b>

### La répartition des départs par direction :



## Les grandes thématiques de formation :

Thématique outils professionnels fondamentaux	Nombre de départs
COMMUNICATION	92
GESTION DU STRESS	20
ORGANISATION ET SECRETARIAT	3
<b>Total</b>	<b>115</b>

Thématique sécurité et prévention	Nombre de départs
PREMIERS SECOURS	148
PREVENTION	102
SECURITE INCENDIE	36
<b>Total</b>	<b>286</b>

## Droit Individuel à la Formation Professionnelle et les Congés de Formation Professionnelle

En 2010, 8% des jours de formations réalisées ont été imputées sur le DIFP, soit 318 jours, et 10% sur des congés de formation professionnelle soit 405 jours.

## Les formations visant une évolution professionnelle des agents :

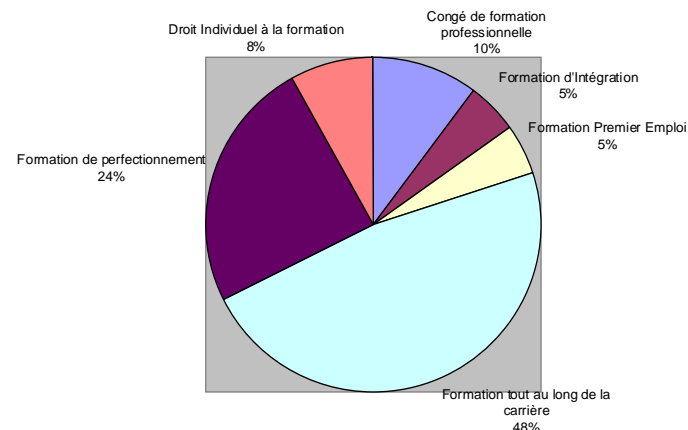
Petit focus sur ces formations dont le nombre est en nette augmentation, notamment grâce à l'instauration depuis 2 ans de la commission formation chargée de l'étude des dossiers de demandes de formations diplômantes :

THEME	Nombre de départs
CONCOURS ECOLE	1
CONCOURS ET EXAMENS	68
DIPLÔME	10
FORMATION D'INTEGRATION	40
REMISE A NIVEAU	12
VAE	16
<b>Total</b>	<b>147</b>

## Suivi des compteurs individuels de formation par agent

Les compteurs de formations obligatoires (intégration, professionnalisation au 1er emploi ou tout au long de la carrière...) et le compteur DIFP de tous les agents concernés sont gérés par le service formation. En cas de départ d'un agent du CCAS, le service formation fournit systématiquement un état des compteurs et un historique des formations suivies à la collectivité d'accueil.

Répartition des jours de formation par compteur



## Eléments budgétaires :

Montant des dépenses 2010 du budget formation : **216 300 €**

<i>Formations professionnelles collectives</i>	117 500 €
<i>Formations professionnelles individuelles</i>	33 000 €
<i>Analyses des pratiques et supervisions</i>	40 500 €
<i>Colloques et frais de déplacements</i>	25 300 €

Montant de la cotisation CNFPT (tous budgets confondus) : **235 378 €**

Montant des frais de salaire des agents en formation : **391 043 €**

<i>Cat A</i>	56 001 €
<i>Cat B</i>	131 918 €
<i>CAT C</i>	203 123 €

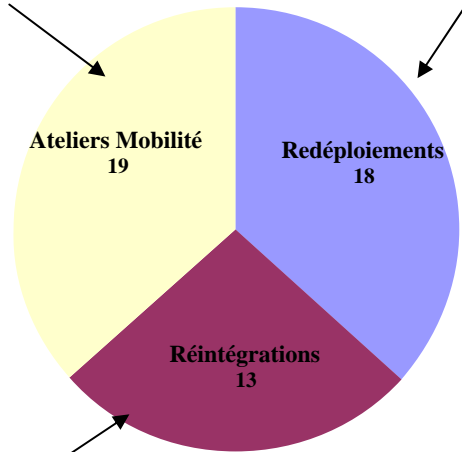
SOIT UN TOTAL GENERAL DE : **842 721 €**

L'effort financier du CCAS pour la formation est donc de 1,9% de la masse salariale.

# SECTEUR EVOLUTION RESSOURCES COMPETENCES \_ Pôle Accompagnement individualisé

## Redéploiements / Réintégrations / Ateliers Mobilités 2010

- DASPA 8
- DASPE 5
- DDSS 4
- DAT PRO 1
- DRH 1

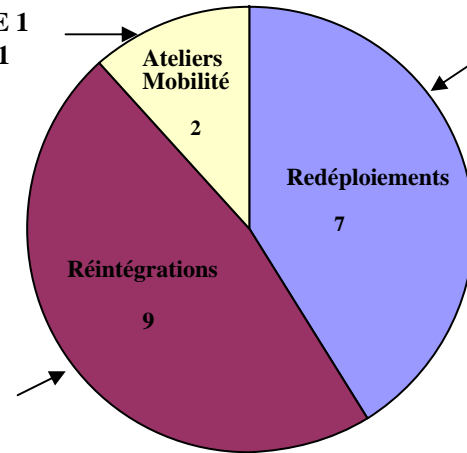


- DASPA 8
- DASPE 5
- DDSS 3
- DAT PRO 1
- DRH 1

- DASPA 3
- DASPE 8
- DDSS 2

Nombre de dossiers suivis et directions d'origine : **50**

- DASPE 1
- DDSS 1

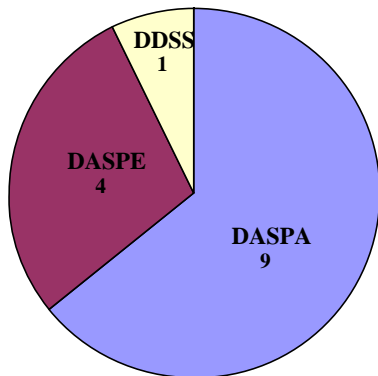


- DASPA 1
- DASPE 1
- DDSS 2
- Adm. Gén. 1
- Autres solutions 2

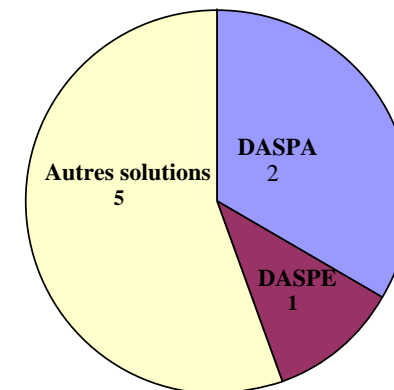
- DASPA 3
- DASPE 3
- Autres solutions 3

Nombre de dossiers aboutis et directions : **18**

## Reclassement pour Inaptitude Physique 2010



Nombre de dossiers suivis et directions d'origine : **14**



Nombre de dossiers finalisés avec directions : **8**

**TOTAL DES DOSSIERS SUIVIS : 64**

**TOTAL DES DOSSIERS FINALISES : 26**

## RELATIONS SOCIALES

Comité Technique Paritaire	Comité d'Hygiène Sécurité
<p><b>16 mars 2010</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ratio promus/promouvables</li> <li>- Modifications de l'état des postes et effectifs</li> <li>- Projets Delphinelles :               <ul style="list-style-type: none"> <li>Point général (janvier 2010)</li> <li>Projet PUV Abbaye/SSIAD Chartreuse</li> </ul> </li> <li>- Démarche projet portant évolution des logements-foyers</li> <li>- Parcours qualifiant des aides soignants</li> </ul>	<p><b>25 mars 2010</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Document Unique de Sécurité : point d'étape</li> <li>- Risques psychosociaux : point d'étape et calendrier</li> <li>- Bilan des groupes de travail du CHS</li> <li>- Calendrier des visites</li> </ul>
<p><b>20 mai 2010</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Maison des Habitants Mistral : organisation V2</li> <li>- Modifications de l'état des postes et effectifs</li> <li>- Ajustement du ratio promus/promouvables</li> <li>- Validation du plan de formation</li> <li>- Étude sur la mobilité petite enfance (report)</li> <li>- Dispositif d'accompagnement pour préparation du concours CESF</li> <li>- Bilan d'activités du service social du personnel (report)</li> <li>- Projet d'organisation des Directions d'Action Sociale : point d'étape</li> </ul>	<p><b>22 juin 2010</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bilan des registres d'hygiène et sécurité 2009</li> <li>- Groupe qualité de vie au travail : Point d'étape</li> <li>- Synthèse des observations relevées lors des formations PRAP</li> <li>- Information sur la démarche d'analyse des risques professionnels               <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en places des ACMO (agents chargés de la mise en œuvre de la sécurité)</li> </ul> </li> </ul>

**6 juillet 2010**

- Évolution de l'organisation du CCAS :
  - Direction Générale
  - Directions d'Action sociale
  - Direction Affaires Techniques et Programmes
- Aide Sociale Facultative : évolution d'organisation
- EAJE Anatole France : évolution d'organisation
- Modifications de l'état des postes et effectifs

**7 décembre 2010**

- Bilan d'activités de la médecine préventive
- Bilan des accidents du travail 2009
- Point d'étape de la démarche d'analyse des risques
- Questions diverses

**4 octobre 2010**

- Etat des postes et effectifs
- Bilan social 2009
- Rapport d'activités du Service Social du Personnel
- Point d'étape de la réorganisation

Compte administratif 2010

Dépenses d'investissement :

4 273 349 €

Dépenses de fonctionnement :

63 191 700 €

(dont 45 565 839 € de frais de personnel)



08

# Direction des Finances



## La Direction des Finances

Sa mission fondamentale consiste à accompagner, financièrement et comptablement, dans le respect des règles de la comptabilité publique, les directions d'action sociale dans la mise en œuvre du Plan d'actions du CCAS 2009-2014 approuvé par le conseil d'administration.

## TENDANCES 2010

L'année 2010 se caractérise par des perturbations certaines dans le fonctionnement de la direction pour faire face aux mouvements de personnel notamment de l'encadrement et se caler sur la nouvelle organisation des directions d'action sociale.

- **Fort renouvellement de l'encadrement de la direction** : en plus d'un certain nombre d'agents en cours de prise de poste suite à la réorganisation, l'année 2010 est marquée par l'arrivée de nouveaux cadres, l'absence prolongée d'un adjoint de direction et la vacance du poste de directeur financier – DGA ressources :
  - l'adjoint de direction "développement social et solidarité", arrivé en janvier 2010, a été amené à assurer dès mars 2010 et jusqu'en janvier 2011 l'intérim de l'adjoint du secteur petite enfance;
  - la vacance du poste de directeur financier – DGA ressources a été effective de mars à août 2010.
- **Intégration de la nouvelle organisation opérationnelle** : l'adoption des nouvelles directions d'action sociale a nécessité une adaptation de la structure budgétaire, non encore aboutie, des trois anciens secteurs petite enfance, personnes âgées et développement social et solidarité. Elle va demander une adaptation du dialogue de gestion, et doit pour se faire s'accompagner d'un travail d'évolution des outils de gestion (logiciels) et de suivi.
- **Mise en œuvre du prélèvement automatique pour le secteur personnes âgées** : les modes de paiement par prélèvement et TIP (titre interbancaire de paiement) ont pu être mis en place et sont devenus opérationnels dès septembre 2010. Ils ont permis la suppression des régies de recettes liées au recouvrement des différentes prestations tarifées en faveur des personnes âgées.
- **Mise en place d'un outil de suivi des encaissements de recettes**, en juillet 2010, grâce au travail conjoint entre le secteur transversal et les chargés de gestion. Cet outil a une fonction d'alerte pour permettre l'optimisation des encaissements de recettes. Son utilisation reste à conforter, pérenniser et partager sur les années à venir.
- **Respect de la journée complémentaire** : conformément à la réglementation de la comptabilité publique, le respect de cette obligation a fait l'objet d'une attention particulière pour l'exercice 2010.
- **Mise en place d'un espace collaboratif interne** à la direction des finances à des fins d'amélioration de la communication interne.
- **Mise en place d'un chrono courrier Départ informatisé** : dans le prolongement du projet Finances « Amélioration de la fonction secrétariat », il permet la gestion informatisée du chrono avec possibilité de traçabilité du courrier par type de partenaires. Elle a servi d'expérimentation pour d'autres directions.

## STATISTIQUES SUR L'ACTIVITE DE LA DIRECTION DES FINANCES

	2008	2009	2010	Évolution 2009/2010
Mandats émis	19 987	20 572	21 361	3,8%
Engagements de dépenses réalisés	11 085	10 670	11 397	6,8%
Déplacements budgétaires	602	606	350	-42,2%
Titres de recettes émis	11 081	12 559	15 956	27,0%
Factures fournisseurs enregistrées	14 153	14 424	14 729	2,1%
Délai moyen de mandatement en jours	29,30	30,73	30,96	0,7%
Nombre de commandes d'achats de mobilier et d'agencements	767	615	466	-24,2%

Le nombre de factures fournisseurs est en augmentation et cette tendance se confirme sur les derniers exercices.

Pour y faire face, l'organisation de la chaîne de traitement des factures actuellement en vigueur ne permet pas de respecter systématiquement le délai global de paiement de 30 jours.

La mission d'organisation des fonctions RH/Finances devrait permettre de faire évoluer l'organisation et, par la même, de respecter ce délai et ainsi d'améliorer nos relations avec nos fournisseurs.

Pour mémoire les délais de mandatement pour la collectivité sont depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2010 de 20 jours.

Factures adressées aux usagers	2007	2008	2009	2010	Évolution 2009/2010
Petite enfance	21 231	21 066	21 273	20 739	- 2,5 %
Personnes âgées	12 235	12 348	11 628	11 383	- 2,1 %

La baisse du nombre de factures du secteur petite enfance provient de la baisse d'activité (fermeture de l'EAJE Kléber et diminution du nombre de places à A. France)

La baisse du nombre de factures du secteur personnes âgées provient de la baisse d'activité sur les Espaces Personnes Agées (fermeture).

Service Technique



# Direction des Affaires Techniques et Programmes



- Intervention technique sur les bâtiments et matériels du CCAS (maintenance et dépannage)
- Suivi et gestion des contrats maintenances
- Suivi des marchés publics (marchés de service et marchés de travaux)

## ACTIVITES

L'année 2010 est une année au cours de laquelle se sont poursuivies des opérations importantes : crèche T2A – Centre accueil municipal ,CHRS – et Maison du Bois d'Artas.

En 2010, nous avons vu également l'évolution des Delphinelles Abbaye (EHPAD) vers une petite unité de vie (EHPA).

De nouvelles opérations ont également été lancées en terme d'étude :

- réhabilitation de la *crèche Vieux Temple*,
- extension de la *crèche Les Chrysalides*,
- restructuration de l'accueil du *centre social Baladins*,
- *relais d'assistantes maternelles Eaux Claires*.

Les chantiers significatifs réalisés en 2010 concernent :

- les travaux de sécurité à l'*EHPAD Saint Bruno*,
- la mise aux normes de la cuisine de la *crèche Armand*
- réaménagement d'une unité de vie à la *crèche Anatole France*
- aménagement de la biberonnerie à la *crèche Marie Curie*
- création d'un bureau et mise en place d'un système de rafraîchissement à la *crèche La Ribambelle*

La mission du Service Technique recentrée sur les travaux de sécurité a permis de lever plusieurs avis négatifs de la Commission Communale de Sécurité. Cette mission est renforcée par la création d'un poste de technicien en charge de la sécurité des bâtiments.

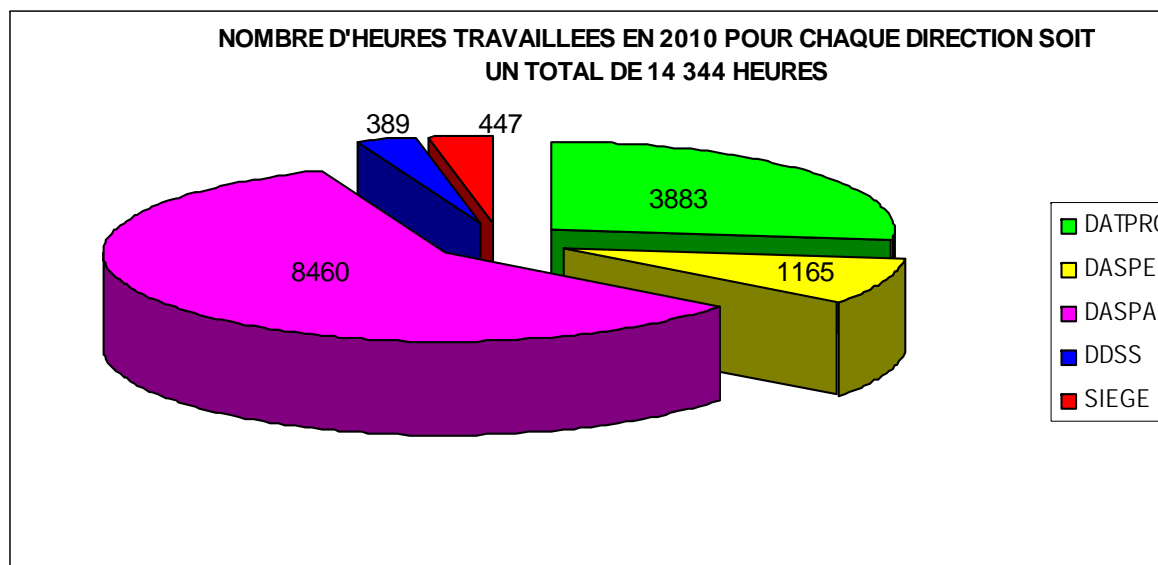
Par ailleurs, une trentaine de chantiers éducatifs ont été réalisés, portés par le CODASE (Synergie Chantiers Educatifs) et ont permis à plus de 120 jeunes de découvrir l'univers professionnel. Cette action de 120 000 € a été financée par moitié par l'Etat. Les actions se sont portées sur des travaux de peinture, des activités de déménagement, et l'entretien d'espaces verts.

## LE SERVICE TECHNIQUE

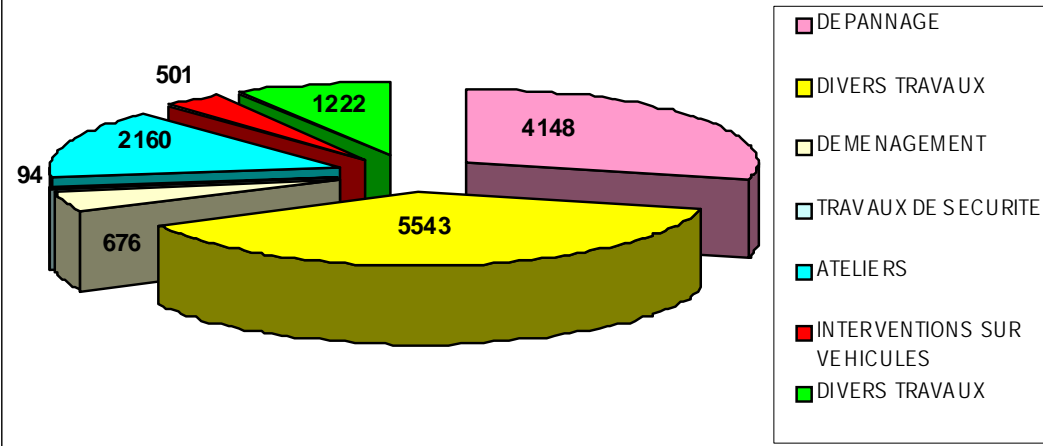
### 2010 : Bilan de service

Le Service Technique est intervenu majoritairement pour les équipements personnes âgées.

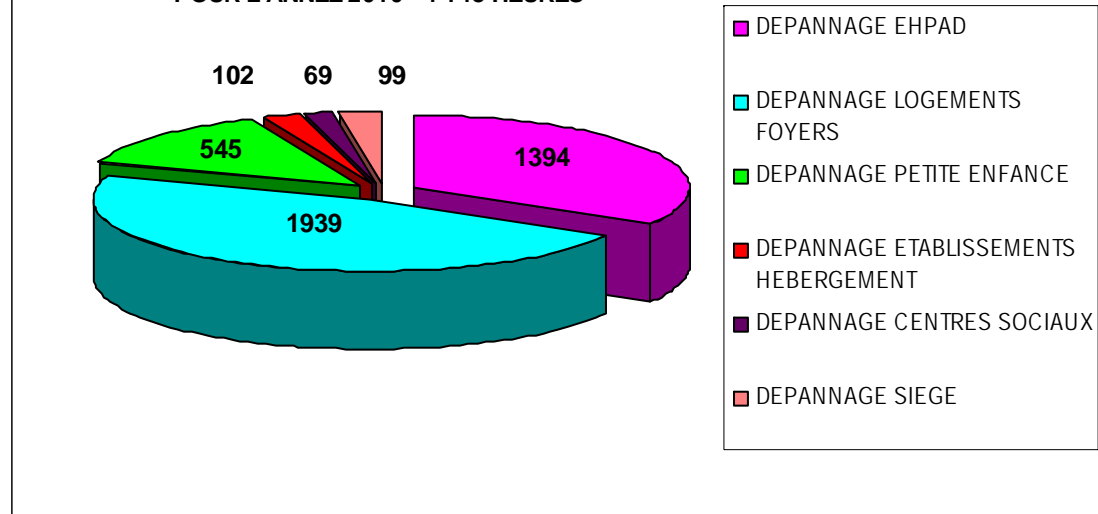
Le Service Technique a consacré entre autre 5 543 heures pour les travaux de maintenance au sein des structures du CCAS, et 4 148 heures pour des dépannages (ou réparations).



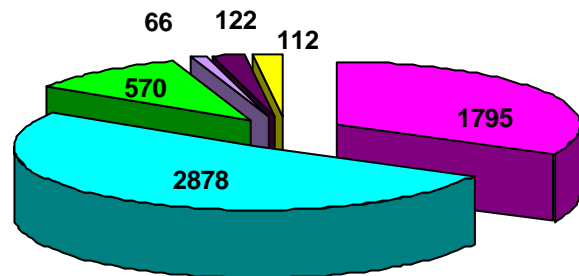
REPARTITION DES HEURES D'INTERVENTIONS POUR L'ANNEE 2010 -  
14 344 HEURES



REPARTITION DES HEURES D'INTERVENTION DEPANNAGE  
POUR L'ANNEE 2010 - 4 148 HEURES

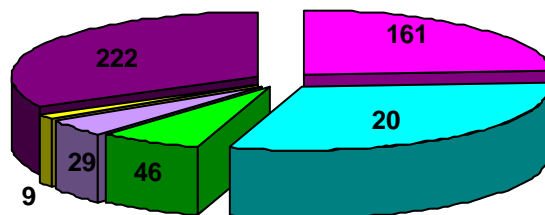


**REPARTITION DES HEURES D'INTERVENTIONS TRAVAUX  
POUR L'ANNEE 2010 - 5 543 HEURES**



- TRAVAUX EHPAD
- TRAVAUX LOGEMENTS FOYERS
- TRAVAUX PETITE ENFANCE
- TRAVAUX ETABLISSEMENTS  
HEBERGEMENT
- TRAVAUX SIEGE
- TRAVAUX CENTRES SOCIAUX

**REPARTITION DES HEURES DE DEMENAGEMENT POUR  
L'ANNEE 2010 - 676 HEURES**



- DEMENAGEMENT EHPAD
- DEMENAGEMENT FOYERS
- DEMENAGEMENT PETITE ENFANCE
- DEMENAGEMENT ETABLISSEMENTS  
HEBERGEMENT
- DEMENAGEMENT CENTRES SOCIAUX
- DEMENAGEMENT SIEGE

## Administration Générale :

- Questure et Secrétariat de Direction
- Pôle Marchés publics
- Assurances / Conventions / Patrimoine
- Service Accueil Standard/ Courrier/Reprographie
- Service Entretien/Logistique



# Direction des Ressources

Administration Générale

Service Information  
Documentaire

Service Systèmes d'Information  
et Télécommunications



Service Systèmes  
d'Information et  
Télécommunications

Service Information  
Documentaire

# L'ADMINISTRATION GENERALE

## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION (QUESTURE)

**Thèmes évoqués** : 22 points de débat ou d'information ont été traités au cours de ces séances.

<b>JANVIER</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Utilisation des nouvelles technologies – Projet ENPATIC</li><li>• Garde itinérante de nuit</li><li>• Evolution du projet CAM et Foyer Henri Tarze</li></ul>
<b>FEVRIER</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Budget primitif 2010</li><li>• Bilan 2009 du Pôle Accueil Petite Enfance</li></ul>
<b>MARS</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Point d'étape/Plan d'Actions Petite Enfance 2009-2014</li></ul>
<b>AVRIL</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Point d'étape/Plan d'Actions Personnes Agées 2009-2014</li></ul>
<b>MAI</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Analyse des Besoins Sociaux 2010 (sur les données de l'Aide Sociale Facultative)</li><li>• Point d'étape/Plan d'Actions Solidarité 2009-2014</li><li>• Contrats de projets des centres sociaux</li></ul>
<b>JUIN</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Compte Administratif 2009</li><li>• Subventions aux associations</li><li>• Création d'un Chéquier Séniors</li></ul>
<b>JUILLET</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Subventions aux associations</li></ul>
<b>SEPTEMBRE</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Projet d'une nouvelle organisation du CCAS</li><li>• Rapport d'activités REPERES 2009</li><li>• Point ABS / Personnes Agées</li><li>• Subventions aux associations</li><li>• Bilan Social 2009</li></ul>
<b>OCTOBRE</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Rapport d'activité du Pôle Accueil Petite Enfance</li></ul>
<b>NOVEMBRE</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Subventions aux associations</li><li>• Secteur Accueil-Hébergement Insertion : bilan période estivale 2010 – perspectives hiver 2010/2011</li></ul>
<b>DECEMBRE</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Plan d'Actions du CCAS 2009-2014 : point d'étape tous secteurs</li></ul>

Mise en place d'une  
procédure pour  
l'élaboration du  
Conseil  
d'Administration sur  
l'Intranet

**Nombre de délibérations examinées en Conseil d'Administration de 2008 à 2010 :**

**Année 2008 = 228**

**Année 2009 = 252**

**Année 2010 = 225**

## PÔLE JURIDIQUE MARCHES PUBLICS

Le Pôle Juridique Marchés Publics, mis en place au 1<sup>er</sup> septembre 2009, a pour mission **la passation des marchés publics de services, les marchés informatiques et les marchés passés en groupement de commandes** avec la Ville de Grenoble. Il contrôle les pièces administratives de l'ensemble des marchés passés par la Direction des Affaires Techniques et des Programmes (marchés de travaux) et la Direction des Finances (marchés de fournitures).

Le Pôle Juridique Marchés Publics a réalisé la passation de 12 marchés dont :

- 3 marchés de prestations intellectuelles (accompagnement de la démarche projet des LFPA, accompagnement de la réorganisation du CCAS, développement de la communication externe),
- 1 passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert (marché des assurances),
- 1 passé en groupement de commande avec la Ville de Grenoble (accord-cadre et 1<sup>er</sup> marché subséquent pour la fourniture de matériels informatiques).

Le Pôle Juridique Marchés Publics a contrôlé 10 marchés dont :

- 5 pour la DATPRO (marchés de travaux avec de nombreux lots),
- 5 pour la DIRFIN
- 1 passé en appel d'offres ouvert (marché fournitures de produits d'entretien)
- 2 accords-cadres (mobilier de cuisine, électroménager).

Le Pôle Juridique Marchés Publics a géré :

- la reconduction de 7 marchés, ainsi que la passation de 6 avenants dont 3 selon une procédure d'appel d'offres ouvert ;
- l'organisation de 4 commissions d'appels d'offres, dont 2 CAO pour l'attribution de marchés passés selon une procédure d'appel d'offres ouverts (marchés produits d'entretien et assurances).



## ASSURANCES

### SINISTRES

	2009	2010
<b>Domages aux biens dont :</b>	<b>13</b>	<b>22</b>
<i>sur le secteur Personnes Agées</i>	<i>9</i>	<i>7</i>
<i>sur le secteur Petite Enfance</i>	<i>2</i>	<i>5</i>
<i>sur le secteur Développement Social et Solidarité</i>	<i>2</i>	<i>5</i>
<i>sur le secteur Administration</i>	<i>0</i>	<i>5</i>
<b>Sans suite (non présentés à l'assurance)</b>	<b>23</b>	<b>16</b>
<b>Flotte automobile</b>	<b>18</b>	<b>14</b>
<b>Bris de machines</b>	<b>1</b>	<b>4</b>
<b>Responsabilité Civile</b>	<b>35</b>	<b>33</b>
<b>TOTAL SINISTRES</b>	<b>90</b>	<b>89</b>

## CONTRATS/CONVENTIONS

Elaboration, conseil, contrôle juridique et suivi de

- 15 conventions / avenants de mise à disposition de locaux
- 73 conventions / avenants de financement et/ou de partenariat
- 38 contrats de prestations / animation

## TELESURVEILLANCE

Résiliation de contrat avec la société FranceTélésecurité pour les locaux sis 9 bis rue René Thomas à Grenoble

Devis de dépannage sur système de surveillance des bâtiments pour l'équipement Ilot Marmots

Différents échanges téléphoniques, mails avec la société de surveillance ainsi que la mise en place de gardiennages, rondes de sécurité sur site dans les équipements suite aux événements de la Villeneuve survenus en juillet 2010.

## PATRIMOINE

Résiliation de contrats GEG, Régie des Eaux, Compagnie de Chauffage

Fermeture du Pôle Gérontologique 81 rue Ampère à Grenoble

Résiliation de baux dont les locaux du SSIAD Chartreuse 24 Place Jean Moulin à Grenoble

Mise en conformité de l'installation du gaz et de l'électricité dans l'appartement 54 cours Berriat à Grenoble (propriété du CCAS)

Contrat de maintenance de l'installation photovoltaïque de l'EAJE Jardin de Ville

Echanges de courriers avec les syndicats de copropriétés pour divers problèmes

Contribution sous forme de fiches techniques au projet d'évolution de l'EHPAD Les Delphinelles et au nouveau projet institutionnel et organisationnel des LFPA.

Elaboration du dossier pour la cession des locaux situés 50 rue Nicolas Chorier (ex crèche Mozart).



## SERVICE ACCUEIL-STANDARD-COURRIER-REPROGRAPHIE

### Le personnel : 6,8 ETP

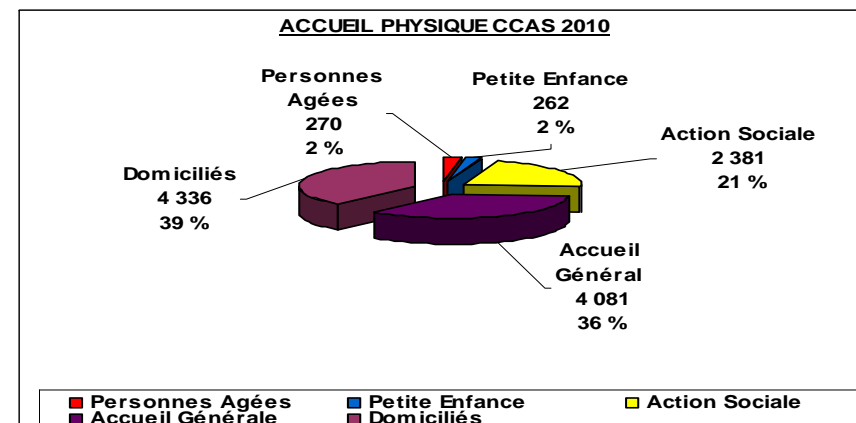
- 1 ETP Chef de Service (recruté le 01.01.2010),
- 3 ETP Secrétaires Administratifs Accueil – Standard – Courrier (*polyvalence des postes*),
- 1,8 ETP Vaguemestre petite navette "Villeneuve", courrier interne et courses urgentes (0,80 ETP), Vaguemestre grande tournée (1 ETP),
- 1 ETP Chargé de Reprographie.

### • L'Accueil, le Standard et le Courrier : les axes de développement en 2010 :

- Mise en place de procédures et d'outils sur l'ensemble des missions afin d'optimiser le fonctionnement du Service et faciliter la transversalité des informations auprès des Directions, Services et Equipements
- Poursuite et développement de la démarche qualité en ce qui concerne l'accueil physique et téléphonique (formation des agents à des sessions bureautiques, informatiques à des fins de professionnalisation)
- Participation aux diverses réunions animées par la Ville de Grenoble sur la thématique de la mutualisation" et "Accueil grand public"
- Création et gestion du répertoire alphanumérique de l'ensemble des élections de domicile. Amélioration du suivi des domiciliations en relation avec la Direction de l'Intervention et de l'Observation Sociale (DIOS)
- Participation des agents aux réunions de Service et à certaines réunions extérieures (structures)
- Amélioration des circuits pour une meilleure cohérence de distribution du courrier.

### • L'activité ACCUEIL PHYSIQUE ET TELEPHONIQUE :

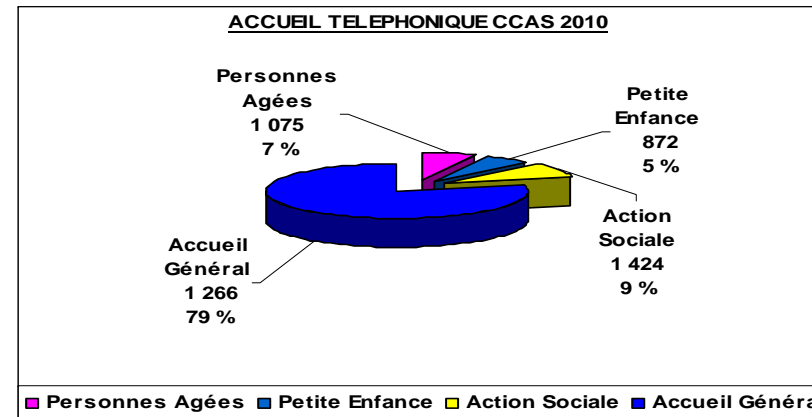
ACCUEIL – STANDARD		2009	2010	COMPARATIF 2010 – 2009
ACCUEIL	Physique (personnes accueillies)	17 886 personnes	11 330 personnes	- 37 %
	Téléphonique (standard)	22 564 appels	16 032 appels	- 29 %



La diminution notable du nombre de personnes accueillies au CCAS se traduit de la façon suivante : la répétition des grèves des transports (tram et bus) tous les vendredis d'avril à juin 2010, ainsi que certains événements survenus au niveau du quartier de la Villeneuve à Grenoble durant les mois de juillet-août ont limité grandement les déplacements des usagers. De même, l'envoi de courriers sur la messagerie de l'Accueil du CCAS évite à certains usagers de se déplacer (*par exemple, lettres de motivation + CV*).

### Domiciliations :

Parmi les personnes accueillies au CCAS, le Service a recensé fin décembre 2010, un global de 719 élections de domicile parmi lesquelles 415 domiciliés sont habilités à venir chercher leur courrier directement à l'Accueil du CCAS ; les autres domiciliés retirent leur courrier auprès d'une structure telles SATIS, SALTO, PAJ, AREPI. *A noter que les domiciliés représentent 39 % de l'ensemble des personnes accueillies.*



Quant aux appels téléphoniques, la baisse de ces derniers se justifie par la suppression des appels des domiciliés (*seuls les gens du voyage sont habilités à appeler le Service une fois par semaine*), l'envoi d'un mail systématique pour réserver une salle de réunion CCAS, et l'utilisation du numéro direct du correspondant (*sans passer par le standard*).

Depuis ses travaux de transformation achevés fin 2009, l'Accueil du CCAS est devenu un espace vivant et convivial propice à la communication. Outil novateur, il peut être considéré comme une plateforme d'accueil favorisant les expositions ponctuelles à caractère social et culturel. Le Service accueille et organise désormais la plupart des expositions prêtées gracieusement par un Equipement ou une Association. Cinq manifestations se sont déroulées de mai à décembre 2010, à savoir :

- exposition "Papa, maman, la rue et moi" : photographies de Pascal Bachelet, issue du livre éponyme réalisé avec Véronique Mougin, journaliste ;
- inauguration de l'accueil du CCAS : panneaux déclinant l'historicité du CCAS et son évolution jusqu'à nos jours – photographies du CCAS avant et après travaux,
- exposition "ma biotiful planète" : 23 panneaux de photographies illustrant le travail d'une année scolaire des enfants de la classe de CE2-CM1 de l'école du Jardin de Ville de Grenoble ; chaque panneau associe un dessin, son auteur et une réflexion sur l'environnement (collaboration avec l'Association "Enfants du Tamil Nadu" et Bernard Ciancia, photographe ; temps d'exposition au CCAS avec les artistes du siège : 16 œuvres regroupant poterie, peinture à l'huile ou acrylique, photographie, poésie, broderie ;
- rétrospective 2010 : mosaïque géante rassemblant la plupart des photographies prises lors des manifestations visualisant à la fois les artistes, les membres d'associations et les agents du CCAS – petit clin d'œil humoristique du Service et des "agents très spéciaux" photographiés tout au long de l'année dans l'exercice de leurs missions.

• **L'activité COURRIER "ARRIVEE" ET "DEPART" :**

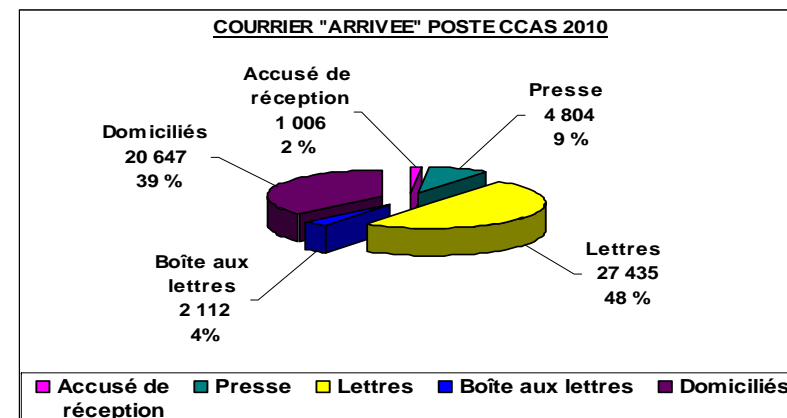
COURRIER "ARRIVEE" – "DEPART"	2009	2010	COMPARATIF 2010 – 2009
Arrivée / Poste	54 869 courriers	56 004 courriers	+ 2 %
Départ / Poste	106 128 courriers	98 789 courriers dont 753 lettres R. avec AR	- 7 %
Affranchissement	70 212,38 € TTC	68 510,19 €TTC	- 2,4 %
Diffusion/documents	68	85	+ 25 %

L'augmentation du courrier "arrivée" transmis directement par La Poste au CCAS semble se stabiliser (+ 2 % en 2010) par rapport à 2009 (+ 15 %).

En ce qui concerne la diminution du courrier "départ", celle-ci se traduit par une meilleure orientation du courrier (*procédures affinées – meilleur ciblage des navettes internes*). Le courrier "départ", comptabilisé par le Service depuis le mois d'août 2010, permettra de faire une corrélation entre les Services du siège et les équipements ainsi qu'un comparatif avec La Poste. A noter par ailleurs que depuis le mois d'avril, les lettres recommandées avec AR via La Poste sont également comptabilisées par le Service (constat sur 9 mois : 81 % DRH et 8 % DGA-AG).

Quant aux dépenses d'affranchissement, celles-ci affichent une baisse constante (- 7 % en 2009 et - 2,4 % en 2010) du fait des envois en écopli et une meilleure utilisation des enveloppes navettes à partir de 2010.

Enfin, la diffusion de documents (*notes de service – magazines...*) s'est amplifiée en 2010 (+ 25 %) par rapport à 2009 ; *ces données n'étaient pas enregistrées en 2008.*



• **L'activité REPROGRAPHIE :**

- Instauration de nouvelles méthodes de travail simplifiant les procédures existantes
  - Planification de rencontres avec le Service Reprographie Ville afin de développer le travail partenarial ; évocation d'un interlocuteur unique CCAS (Chargé de Reprographie) pour centraliser l'ensemble des commandes (*services et équipements*) et assurer un meilleur suivi de l'ensemble des commandes
  - Réflexion menée en ce qui concerne la sous-traitance de gros tirages couleur par la Reprographie de la Ville
  - Amélioration du travail de reprographie grâce à l'acquisition d'une plieuse à friction (*avril*)
  - Installation d'un chargeur automatique sur le photocopieur du SSIAD Chartreuse (*juin*)
  - Déménagement du photocopieur du SSIAD Chartreuse (*décembre*)
  - Pas de changement en 2010 pour le parc des photocopieurs du CCAS, excepté l'acquisition d'un photocopieur/scanner par la Direction des Finances
- nouvelle mission : réalisation et suivi des commandes d'enveloppes fournies par la Trésorerie destinées aux mises sous pli des factures TIP "personnes âgées".

REPROGRAPHIE		2009		2010		COMPARATIF 2010 – 2009
Copies noir et blanc	Siège	662 328	781 881	704 270	824 937	+ 6 %
	Équipement	119 553		120 667		+ 1%
Copies couleur	Siège	163 286	172 503	176 390	195 149	+ 8 %
	Équipement	9 217		18 759		+ 104 %
Consommation de papier pour le siège (en ramettes A4 et A3)	Livraisons ponctuelles aux services du siège	697	3 923	595	4 017	- 15 %
	Approvisionnement quotidien du siège	2 194		2 132		- 3 %
	Consommation de la reprographie	1 032		1 290		+ 25 %
Consommation de papier à lettres pour le siège et les équipements (en ramettes A5 et A4)		24		26		+ 8 %
Consommation d'enveloppes à logo (tous formats) pour le siège		61 775		61 750		- 0,04 %
Travaux	réalisés par la Reprographie	1 247		1 421		+ 14 %
	confiés à des sous-traitants par la Reprographie	13		16		+ 23%
Commandes	papier, papier à lettre et enveloppes livrées aux services par la Reprographie	81		72		- 11%
Interventions-dépannages	demandés par la Reprographie	24		30		+ 25%
Parc des photocopieurs du CCAS		2 Reprographie		6 autres Services du siège		37 équipements et services extérieurs

La consommation de copies couleur émanant des équipements s'amplifie depuis 2009 alors que celle-ci semblait quelque peu maîtrisée de 2006 à 2008.

A noter que la moitié des consommations copies couleur émane des travaux suivants : démarche projet LFPA – contrats de projets Centres Sociaux – ABS – guide Ressources Humaines – CCAS infos.

La consommation de papier reste stable malgré une baisse au niveau des services du siège et une augmentation de la reprographie. De même, la consommation totale de papier à lettres et d'enveloppes à logo affiche une certaine stabilité depuis 2009.

Quant au nombre de travaux réalisés par la Reprographie d'une part, et confiés à des sous-traitant d'autre part, celui-ci est en augmentation.

Enfin, les interventions et dépannages demandés par la Reprographie ont subi une réelle augmentation.

## LE SERVICE LOGISTIQUE-ENTRETIEN

	2009	2010
Mission Conseil en matière d'hygiène des locaux (passages programmés par le responsable du service)	32	<b>24</b>
Visites dans les équipements à la demande des responsables pour des conseils ou protocoles d'entretien	39	<b>49</b>
Organisation et animation de la formation "protocoles de nettoyage" (session de 2 jours)	4 sessions / 35 agents	<b>4 sessions / 32 agents</b>
Véhicules de service nettoyés	89	<b>81</b>
Demande de mobilier à redistribuer dans les équipements	73	<b>78</b>
Prestations externalisées de remise en état des sols	10	<b>3</b>
Analyse des besoins en temps de travail d'entretien des locaux, à la demande des Directeurs d'action sociale	10	<b>11</b>
Interventions dans les équipements *	48	<b>56</b>

- \* - contrôle des prestations des entreprises (sols, vitrage, remise en état, devis...)  
 - conseils théoriques et pratiques sur l'utilisation des produits d'entretien et du matériel ponctuellement à la demande responsables d'équipements  
 - montage des chariots d'entretien



Augmentation constante des demandes de redistribution de mobilier, pour les équipements.

Diminution du nombre de remises en état des sols dans les équipements, en raison des contraintes budgétaires.

Réactualisation du projet d'une équipe de remise en état périodique des sols dans les équipements du CCAS.

Poursuite de la rationalisation du nettoyage des véhicules. Diminution de la fréquence de nettoyage.

Préparation de 7 déménagements de bureaux en coordination avec le Service Technique (recloisonnement de bureaux de la DASPE)

# LE SERVICE INFORMATION DOCUMENTAIRE

Le Service Information Documentaire est composé de 4 personnes. Il est rattaché désormais au Secrétariat Général  
Le SID participe au Groupe de travail "Base de données des Accueils" des différents équipements du CCAS, ainsi qu'à des rencontres d'échanges professionnels (documentalistes et archivistes). Il est membre du Comité Technique Editorial du site Intranet du CCAS (CCASIOPEE).

## Ses missions :

- ◆ Apporter une réponse pertinente aux demandes de recherche documentaire des professionnels
- ◆ Assurer la veille documentaire
- ◆ Rendre accessible les informations documentaires sélectionnées
- ◆ Organiser la diffusion des informations documentaires
- ◆ Constituer un fonds documentaire, repérer les sources, analyser les documents, tant en documentation générale que juridique
- ◆ Concevoir, actualiser et utiliser les systèmes de gestion documentaire appropriés

## Sur place, UNE DOCUMENTATION PROFESSIONNELLE, en accès libre

Des **LIVRES** : 1994 ouvrages

Des **PERIODIQUES** : 120 titres

Des **BROCHURES** : 2194

Des **DOCUMENTS JURIDIQUES** : (Manuels de droit, Brochures, Dictionnaires permanents juridiques, Codes juridiques) : 1054

Des **Textes officiels** : Lois, Décrets, Arrêtés, Circulaires, Instructions, etc...

Des **DOCUMENTS AUDIOVISUELS** : 128

Des **DICTIONNAIRES**

Un poste informatique en accès libre permet aux professionnels et stagiaires du CCAS de consulter la BASE DOCUMENTAIRE interne, INTERNET et d'utiliser le SCANNER

Chaque professionnel peut faire des propositions d'achat

## RECHERCHES DOCUMENTAIRES

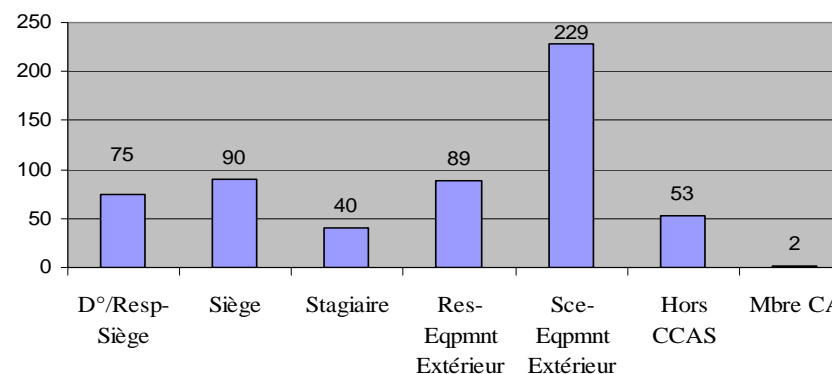
### Évolution des demandes :

	Total des demandes	dont demandes Juridiques	dont demandes concours et examens	dont Autres demandes
2008	873	250	172	451
2009	613	129	157	327
2010	578	152	150	276

### Recherches documentaires en 2010 par secteur

DG DGA	Adm Générale	DRH	Finances	PE	DDSS	PA	Sanitaire	Techniques	Mbres CA	Autres	Total
23	59	33	12	153	77	140	22	4	2	53	578

### Recherches documentaires en 2010 par type de demandeurs



\* Achèvement de la numérisation des archives DRH  
\* Développement du soutien interne individualisé à la préparation aux concours en relation avec le service Formation (DRH) du CCAS

### Demandes 2010 pour la préparation concours, examens, VAE par secteur

DG AG	DDSS	DRH	Finances	PA	PE	Sanitaire	Techniques	Autres	Total (dont VAE)
5	23	14	6	36	47	13	0	2	150 (8)

# SERVICE SYSTEMES D'INFORMATION ET TELECOMMUNICATIONS

## Petite Enfance

- Etude de faisabilité pour la mise en œuvre du TIP dans Axel, l'application Facturation des services de la Direction d'Action Sociale Petite enfance

## Personnes âgées

- Mise en œuvre du logiciel Plan Expert de gestion de plannings adapté au besoin de management des personnels des EHPAD

## Finances

- Mise en œuvre du TIP dans Maelis, l'application Facturation des services et établissements d'hébergement personnes âgées

## Ressources Humaines

- Etude de faisabilité pour la mise en œuvre du module de gestion du Plan Formation dans Civitas
- Etude et développement d'une application pour la saisie décentralisée et le suivi des frais de Remplacement de personnel (Régence 2)

## Réseau et Télécommunications

- **Mise en œuvre des nouveaux marchés de télécommunications** (**France Télécom** : Abonnement et réseau, **Completel** : communications fixes, **SFR** : communications mobiles).

## STATISTIQUES SUR L'ACTIVITE DU SERVICE

### ■ Inventaire du parc informatique

Matériels	Achats 2009	Quantités nettes au 31/12/2009	Achats 2010	Quantités nettes au 31/12/2010
Micro-ordinateurs	100	370	48	373
Imprimantes	25	258	25	259
Portables	5	26	5	28
Scanners	0	13	0	13
Palms	0	18	0	18

### ■ Départs en formation

THEME	Départs en 2010	Jours réalisés
Bureautique	198	359,5
Infocentre	2	3,5
Initiation Informatique	27	78,5
Logiciels Métiers	22	21
PAO	21	10,5
<b>TOTAL</b>	<b>270 agents</b>	<b>473 jours</b>

# Représentation du Conseil d'Administration dans des instances internes, externes et associatives

## Instances internes :

Instances	REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION	
	Titulaires	Suppléants
Commission d'Appel d'Offres	Marie-France CHAMEKH Roger CAMPION	... Arlette BARRACHIM
Commission Permanente du CCAS . administrateurs nommés  + administrateurs élus	Arlette BARRACHIM Michèle RICHARD  ... Florence HANFF	... Marie-France GORIUS  Céline DESLATTES Gilles KUNTZ

# COMPOSITION DES INSTANCES PARITAIRES AU CCAS (au 16 novembre 2009)

Mise à jour le 17/11/2010

	COMITE TECHNIQUE PARITAIRE	COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE	COMITE D'HYGIENE ET SECURITE
<b>REPRESENTATION ADMINISTRATIVE</b>	<p><b>Titulaires</b></p> <p>M. NOBLECOURT Olivier  Mme DESLATTES Céline  Mme CHAMEKH Marie-France  M. BOUCHET Marc (démissionnaire)  Mme NARBOT Anne Marie  Mme LEROY Elena</p> <p><b>Suppléants</b></p> <p>Mme VUAILLAT Monique  M. VOIR Patrice  Mme GORIUS Marie-France  M. ESTABLE Vincent  M. MERCANTON François  M. MEYER Pierre</p>	<p><b>I - Catégorie A :</b></p> <p><b>Titulaires :</b>  M. NOBLECOURT Olivier  Mme DESLATTES Céline  Mme HANFF Céline  VUAILLAT Monique</p> <p><b>Suppléant :</b>  <b>VOIR</b> Patrice</p> <p><b>II - Catégorie B :</b></p> <p><b>Titulaires :</b>  M. NOBLECOURT Olivier  Mme DESLATTES Céline  Mme HANFF Florence  Mme VUAILLAT Monique</p> <p><b>Suppléant :</b>  <b>VOIR</b> Patrice</p> <p><b>III - Catégorie C :</b></p> <p><b>Titulaires :</b>  M. NOBLECOURT Olivier  Mme DESLATTES Céline  Mme HANFF Florence  VUAILLAT Monique  <b>VOIR</b> Patrice</p>	<p><b>Titulaires</b></p> <p>M. NOBLECOURT Olivier  Mme DESLATTES Céline  Mme CHAMEKH Marie-France  M. GALLOTTI Denis  M. MERCANTON François</p> <p><b>Suppléants</b></p> <p>Mme VUAILLAT Monique  M. VOIR Patrice  Mme GORIUS Marie-France  M. MEYER Pierre  M. ESTABLE Vincent</p>
<b>REPRESENTATION DU PERSONNEL</b>	<p><b>Délégués Titulaires</b></p> <p>SAIAH Nadia SSIAD Belledonne CGT  GUINAND Sylvie CS Vieux Temple CGT  DE MARCHI Michel CC Villeneuve CGT  BOUTI Rachida SSIAD Chartreuse CGT</p> <p>CHOSSON Marie-Josèphe CC Genêts CFDT  COLLIOUD Françoise EPE Chrysalide CFDT</p> <p><b>Délégués Suppléants</b></p> <p>BRESSAND Fabienne Centre Social Capuche CGT  PASSOT Emmanuelle Sce Info. Document. CGT  MODUGNO Sandra Gestionnaire RH CGT  RUEL Monique Remplacement PE CGT</p> <p>DUBOULOZ Nicole EPE Marie Curie CFDT  CELLIER Marie-José Assistante social CFDT</p>	<p><b>I - Catégorie A :</b></p> <p><b>Délégués Titulaires</b></p> <p>GALLOTTI Denis Gr 6 Tirage au sort  PASSOT Emmanuelle Gr 5 SID CGT  LAEUFFER Agnès Gr 5 DASPA CFTD  MACIA Véronique Gr 5 EPE Vieux Temple CFTD</p> <p><b>Délégués Suppléants</b></p> <p>MERCANTON François Gr 6 Tirage au sort  GODARD Brigitte Gr 5 CC A. France CGT  MONFEUGA Isabelle Gr 5 EAJE Castors CFTD  CHEVIT Aline Gr 5 DASPE CFTD</p> <p><b>II - Catégorie B :</b></p> <p><b>Délégués Titulaires</b></p> <p>DE MARCHI Michel Gr 4 DASPE CGT  EYSSAN Muriel Gr 4 CSI CGT  DUBOULOZ Nicole Gr 4 EPE Marie Curie CFTD  METRAL Solange Gr 4 SATIS CFTD</p> <p><b>Délégués Suppléants</b></p> <p>PATRAS-MERIAUX C. Gr 4 Chapi Chapo CGT  CHALMET Nicole Gr 4 DASPE CGT  MOREL Laurence Gr 4 SATIS CFTD  CELLIER Marie-Josée Gr 4 ASF CFTD</p> <p><b>III - Catégorie C :</b></p> <p><b>Délégués Titulaires</b></p> <p>MAZARI Nadia Gr 1 LFPA Montesquieu CGT  UCHET Nathalie Gr 1 EPE Vieux Temple CGT  GIVAUDAN Nadine Gr 1 Sce Remplacement CFTD</p> <p><b>Délégués suppléants</b></p> <p>IHADDADENE Rachid Gr 1 Delphinelles CGT  FILTZ Nelly Gr 1 EPE E. Chatin CGT  TURI Catherine Gr 1 SATIS CFTD</p> <p><b>Délégués Titulaires</b></p> <p>SAIAH Nadia Gr 2 SSIAD Belledonne CGT  ALCARAZ Henri Gr 2 RAD CGT  BOUTI Rachida Gr 2 SSIAD Chartreuse CGT</p> <p><b>Délégués Suppléants</b></p> <p>MOLERO Amélia Gr 2 SSIAD Chartreuse CGT  FARAH Nadra Gr 2 CS Vieux Temple CGT  BENGOUA Fatima Gr 2 EHPAD St Bruno CGT</p>	<p><b>Délégués Titulaires</b></p> <p>MOLERO Amélia SSIAD Chartreuse CGT  UCHET Nathalie EPE Vieux Temple CGT  ZANARDI Bernard RAD CGT</p> <p>DESRUMAUX M.C. EPE Ribambelle CFTD  COLLIOUD Françoise EPE Chrysalide CFTD</p> <p><b>Délégués Suppléants</b></p> <p>EYSSAN Murielle CSI CGT  BENGOUA Fatima EHPAD St Bruno CGT  RUEL Monique Remplac PE CGT</p> <p>AZEMA Christine EPE Marie Curie CFTD  LAEUFFER Agnès LFPA Notre Dame CFTD</p>

**Instances externes et associatives :**

<b>SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE</b>			
Instances	NB	Titulaires	Suppléants
GIE AGIR - Assemblée Générale	<b>1</b>	Vincent ESTABLE	Laurent BAUDOIN
UDCCAS	<b>1</b>	Olivier NOBLECOURT	Patrice VOIR
Conseil d'Administration et Assemblée Générale du Comité Social du Personnel de la Ville de Grenoble	<b>1</b>	Céline DESLATTES	Marie-France CHAMEKH

<b>SECTEUR PETITE ENFANCE</b>			
Instances	NB	Titulaires	Suppléants
Conseil d'Administration de l'Association d'Entraide Familiale (A.E.F.)	<b>1</b>	Céline DESLATTES	Marie-France GORIUS
Conseil d'Administration de l'Association La Marelle	<b>1</b>	Monique VUAILLAT	
Conseil d'Administration de l'Association Les Ménestrels	<b>1</b>	...	Arlette BARRACHIM
Conseil d'Administration de l'Association Pirouette	<b>1</b>	Michèle RICHARD	Arlette BARRACHIM
Conseil d'Administration de l'Association La Passerelle	<b>1</b>	Arlette BARRACHIM	
Conseil d'Administration de l'Association Dépann-Famille	<b>1</b>	Céline DESLATTES	Arlette BARRACHIM

Commission d'admission Petite Enfance	<b>3</b>	Céline DESLATTES Arlette BARRACHIM Michèle RICHARD	
---------------------------------------	----------	--	--

**SECTEUR DEVELOPPEMENT SOCIAL ET SOLIDARITE**

Instances	NB	Titulaires	Suppléants
Conseil d'Administration de l'Association du Centre Socio-Culturel Chorier Berriat	<b>1</b>	Marie-France CHAMEKH	Marie-France GORIUS
Conseil d'Administration de l'Association de la Maison des Habitants des Baladins	<b>1</b>	Marie-France CHAMEKH	Olivier NOBLECOURT
Conseil d'Administration de l'Association « Issue de Secours »	<b>1</b>	Elisabeth MAUREL	
Conseil d'administration de l'Association Point d'Eau	<b>1</b>	Anna LAVEDRINE	
Fédération des Centres Sociaux	<b>1</b>	Olivier NOBLECOURT	Elisabeth MAUREL
Conseil d'Administration de l'Association des Usagers des Equipements Socio-Culturels Bajatière	<b>1</b>	Céline DESLATTES	Marie-France GORIUS
Conseil de vie sociale du CHRS Henri Tarze	<b>1</b>	Anna LAVEDRINE	
Conseil de vie sociale de la Boussole	<b>1</b>	Anna LAVEDRINE	Elisabeth MAUREL

## SECTEUR PERSONNES AGEES

Instances	NB	Titulaires	Suppléants
Conseil d'Administration de l'ADPA	<b>1</b>	Loïc BIOT	Michèle RICHARD
Conseil d'Administration du Comité de Liaison des Associations de Retraités Grenoblois (CLARG)	<b>1</b>	Gilles KUNTZ	Marie-France CHAMEKH
Conseil d'Administration du Groupe de Recherche et d'Actions sur la vieillesse des Etrangers (GRAVE)	<b>1</b>	Florence HANFF	Gilles KUNTZ
Conseil d'Administration du Centre de Prévention des Alpes	<b>1</b>	Florence HANFF	Patrice VOIR
Conseil d'Administration de l'AGECSA (Association de Gestion des Centres de Santé)	<b>1</b>	Loïc BIOT	Florence HANFF
Conseil d'Administration de l'association Domicile Inter-Génération Isérois (DIGI)	<b>1</b>	Roger CAMPION	Florence HANFF
Conseil d'Administration de Sud Isère Téléalarme	<b>1</b>	Olivier NOBLECOURT	Florence HANFF
Commission d'Admission dans les établissements d'hébergement de personnes âgées (EHPA) du CCAS	<b>1</b>	Florence HANFF	Roger CAMPION
Conseil de vie sociale des EHPA et EHPAD du CCAS : - Les Alpins - Le Lac - Les Gentianes - Notre Dame - Montesquieu - St Laurent - Lucie Pellat - St Bruno - Narvik - Les Delphinelles	<b>1</b>	Florence HANFF Marie-France GORIUS Marie-France CHAMEKH Anna LAVEDRINE Florence HANFF Florence HANFF Gilles KUNTZ Michèle RICHARD Roger CAMPION Florence HANFF	... Marie-France CHAMEKH Marie-France GORIUS Monique VUAILLAT Monique VUAILLAT Roger CAMPION Anna LAVEDRINE Céline DESLATTES Patrice VOIR Elisabeth MAUREL